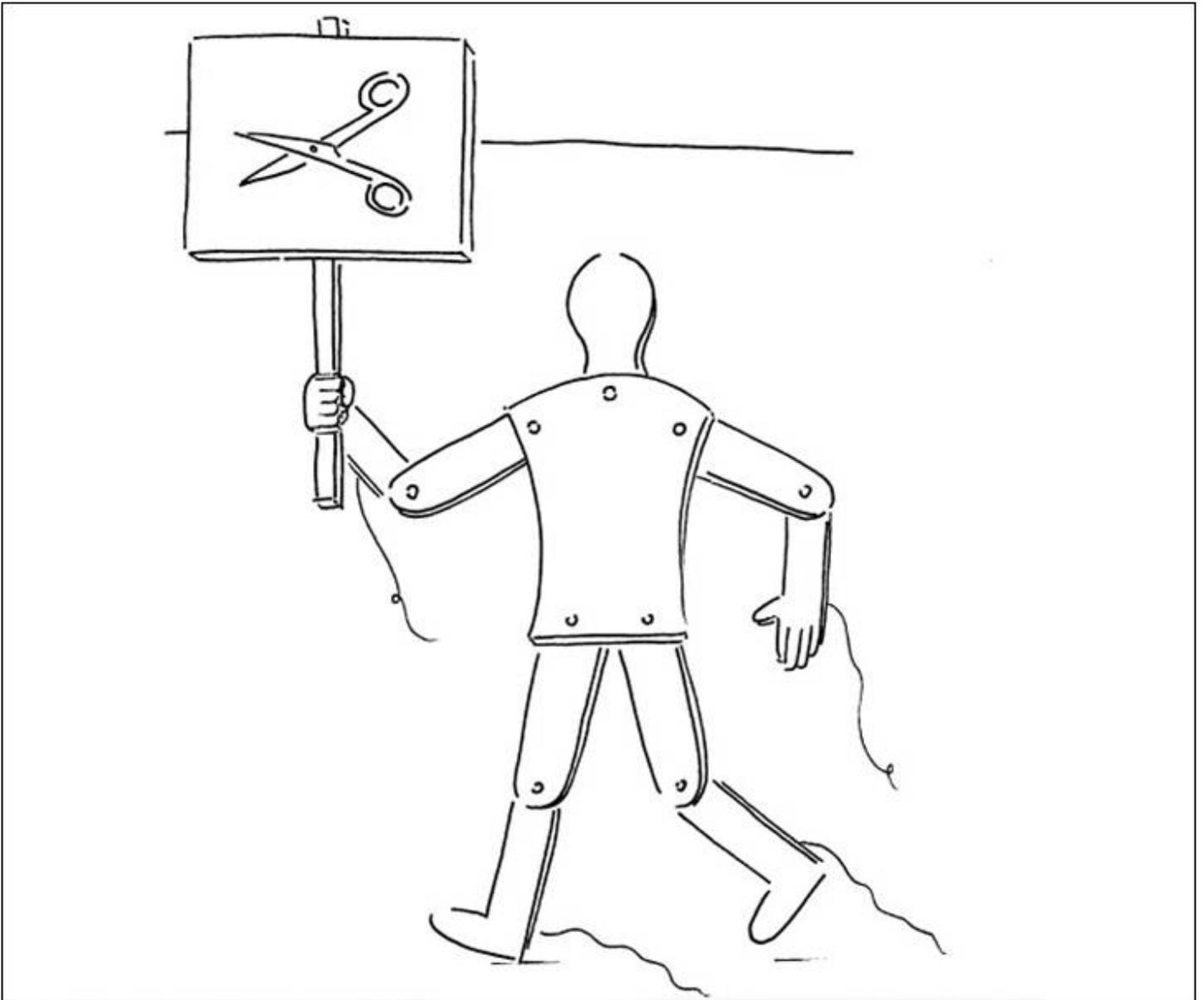


ALTERNATIVE

libertaire



N°9 (245) Décembre 2001 - 100FB /20FF/2,50 Euros



Tous à la manif

Le 15 décembre à Bruxelles

SOMMAIRE

• **P 3 SOYONS BREF !**

Les petits échos... (Charly)

• **P 4 & 5 UN SCANDALE !**

Le projet "révolutionnaire" de suppression du minimex (Cécily)

• **P 6 & 7 APPEL À LA MANIFESTATION LE 15 DÉC. À BRUXELLES**

• **P 8 à 11 POUR UNE MANIFESTATION LIBERTAIRE,
UNITAIRE ET NON VIOLENTE (Xavier Bekaert)**

• **P 12 & 13 BOÎTE AUX LETTRES**

Quelques réactions de lecteurs...

• **P 14 à 20 DOSSIER RELIGION**

• *Regard sur le Christianisme (Cécily)*

• *Islamisme : idéologie politique et mouvement (Mac Intosh)*

• *Bouddhisme : mensonge à propos d'un Tibet mythique (Pierre Meunier)*

• **P 22 à 24 APPEL À L'UNITÉ DES LIBERTAIRES**

Transformer la contradiction en force... (Thierry Morales)

• **P 25 à 28 BRASSENS POLITIQUE**

Extrait d'un thèse consacrée aux engagements politiques du poète (Nicolas Six)

• **P 29 & 30 DROIT À LA MOBILITÉ**

[Les collectifs sans-ticket continuent la lutte!](#)

• P 31 L'AGENDA ARBITRAIRE

[Les dates de quelques manifestations culturelles ou politiques](#)

[Internationale](#)

Pas d'idées justes ; juste des idées!

ALTERNATIVE
libertaire

FRAUDEUR

Alors que l'introduction de l'euro n'est plus qu'une question de jours, le ministre PS des Affaires économiques Charles Picqué s'est fait menaçant : de nombreux commerçants auraient profité de la conversion des monnaies pour aligner leurs prix en euros vers le haut au désavantage des consommateurs. Charles Picqué, la locomotive désormais poussive du PS depuis l'atterrissage fracassant de Loretta Onkelinx à Bruxelles, a pris les mesures les plus sévères pour enrayer les dérapages et contraindre les arrondis à suivre les règles européennes.

Alors que l'introduction de l'euro n'est plus qu'une question de jours, la Commission européenne s'est faite menaçante : de nombreux Pouvoirs locaux auraient profité de la conversion des monnaies pour aligner leurs taxes en euros vers le haut au désavantage des contribuables. C'est ainsi qu'elle a épinglé le comportement incivique de la Région wallonne qui a officiellement proposé aux communes de profiter de la conversion pour frauder, pour augmenter en catimini leurs recettes fiscales en donnant un léger coup de pouce à leurs calelottes. On espère que la Commission prendra les mesures les plus sévères pour enrayer les dérapages et contraindre les arrondis de la Région wallonne à suivre les règles européennes.

SOYONS

B R E F



UN FARCEUR

Depuis l'effondrement de l'orgueil américain, les populations manifestent les plus grandes craintes quant à leur sécurité. Heureusement que notre pays possède en la personne d'André Flahaut, le ministre PS de la Défense, une tête de premier ordre. Le ministre a annoncé sur toutes les chaînes de radio et de télévision qu'il avait son plan. En accompagnant son discours d'un vigoureux mouvement de son triple menton (un de plus que Napoléon), le Stratège national a révélé qu'il avait ordonné à quatre chasseurs F16 de se tenir prêts à décoller pour assurer la sécurité des quatre points cardinaux.

Le monde a eu chaud mais il peut dormir sur ses deux oreilles puisque André et ses F16 restent l'œil ouvert et le doigt sur la détente.

Mais, sans doute mécontent du peu d'écho recueilli par son initiative auprès du grand quartier général de l'Otan, notre ministre a changé son fusil d'épaule et découvert un nouveau terrain de manœuvre où exercer son génie militaire. Il a confié à André Crepin, le chef de la fanfare des armées, la mission périlleuse de composer une ode à l'occasion de la naissance d'Elisabeth, le rejeton de Mathilde et de Philippe, nouvelle héritière du trône et de la liste civile. L'état-major s'est mobilisé et a passé quelques nuits blanches à établir des plans en conformité avec les ordres du ministre : l'exécution de l'œuvre ne prendra pas moins de trois minutes, trente-huit instruments différents seront utilisés et l'ode commencera par les trois premières notes de l'hymne national.

Ceux qui ont entendu l'exécution du chef-d'œuvre ministériel ont été impressionnés au point de déclarer que l'entrée dans la vie de l'enfant royal se présentait sous de fâcheux auspices.

Mais André Flahaut est très satisfait : rien de tel qu'un socialiste pour faire un bon courtisan.

GOUTTELETES

La classe dirigeante la plus rétrograde et la plus conservatrice est assurément la foule des titulaires de professions juridiques, prolifération semblable à celle de la mûre, envahissante et redoutable, inflation du droit aux dépens des libertés.

"L'Etat est la violence organisée." (K. Marx).

La mondialisation n'est pas seulement économique. Bien avant la constitution de l'Union européenne et le groupement d'autres intérêts capitalistes internationaux, les Etats se sont associés pour faire la guerre. Ils ont vu combien, unis, ils sont puissants. Ainsi, ils ont compris qu'en collaborant, ils pouvaient mieux contrôler leurs peuples respectifs, par le renseignement, la fin des pays refuges, la traque de la fraude fiscale. La mondialisation accroît en effet le pouvoir des Etats.

"Les tyrannies ne sont possibles que parce que des individus abdiquent leur liberté individuelle pour défendre l'ordre social." (Michel Onfray).

Le droit est l'expression de l'Etat, de sa violence, de son pouvoir. Le même droit exercé par un individu est un crime car nul ne peut se hisser au niveau de l'Etat ni se substituer à lui. Cette prétention d'être plus haut qu'on n'est serait un crime de lèse-majesté tout semblable au péché originel.

La défense de la liberté des autres est un acte d'égoïsme stirnéen car ma tolérance de l'oppression d'un autre aujourd'hui est la certitude de ma propre oppression demain.

L'adhésion à l'Etat exigée des citoyens est semblable à l'abdication de la raison qu'impose la foi religieuse.

"La peur est l'attribut de la tyrannie, la vertu caractérise la république." (Montesquieu). Nous ne sommes pas en république.

Les libertaires veulent changer les institutions tandis que les anarchistes refusent toutes les institutions.

★Charly
charly.anar@belgacom.net
www.dissidence.be

PROJET « RÉVOLUTIONNAIRE » DE SUPPRESSION DU MINIMEX!

En juillet 2001, atterrit sur les bureaux du gouvernement et de quelques associations un projet de loi modifiant de façon « révolutionnaire » le système du minimex. La vieille loi du 7 août 74 sur le minimex serait purement et simplement abrogée, et le droit au minimum de moyens d'existence serait remplacé par un « droit à l'intégration sociale ».

Après quelques semblants de consultations d'associations relativement à ce projet tout fait, le gouvernement comptait le faire approuver par le Conseil des Ministres et le déposer à la Chambre pour septembre ou octobre, au pas de charge. Heureusement, le projet soulève déjà un peu de scandale et d'opposition de la part des associations consultées, et des associations mises au courant par les premières ou par la presse. Mais pas encore assez de scandale. En effet, le projet a quand même été approuvé par le Conseil des Ministres, et sera sans doute déposé au Parlement... incessamment.

L'enjeu imminent est donc de faire du raffut, pour que le Sénat vote l'évocation du projet et se l'approprie, afin de l'amender, voire de le rejeter. Outre que cette évocation par le Sénat ralentirait la transformation du projet en loi, le Sénat semble actuellement moins dans la ligne du gouvernement que ne l'est la Chambre. La diminution de ses pouvoirs depuis 93 se serait accompagnée de la naissance d'une tradition de la part de la participation, d'inscrire sur les listes des sénateurs plutôt que sur celle des députés ceux de leurs éligibles qui sont les moins contrôlables et les moins acquis à la pensée unique.

Ratio legis, ou les enjeux du projet

Ce projet de loi, qui supprime le droit des plus pauvres aux moyens d'existence en le conditionnant à n'importe quelle contrepartie « contractuelle », ne tombe pas du ciel. Il n'est pas non plus sorti de la tête de Monsieur VANDELANOTTE ni de celle d'aucun ministre belge. Encore moins est-il issu d'une table ronde d'assistants sociaux et d'associations de lutte contre la pauvreté. Par contre, il ressemble furieusement à la loi sur le Workfare que Clinton a imposée aux Etats-Unis en 1996. En 96 en effet, le Welfare, qui existait depuis le New Deal, a été supprimé et remplacé par le Workfare. Cela impliquait que les familles pauvres ne recevaient plus la faible allocation avec pour seule contrepartie de nourrir et d'élever leurs enfants. Cette allocation, aux Etats-Unis, était et est toujours inférieure de moitié au seuil de la pauvreté alors que notre minimex est inférieur d'un tiers à ce seuil. Mais en outre, à partir du régime du Workfare, cette faible allocation serait désormais subordonnée à l'acceptation de tout emploi ou de toute autre condition laissée à la discrétion de la cinquantaine d'Etats fédérés de l'hyperpuissance néolibérale.

Du coup, certains Etats fédérés ont gardé purement et simplement une partie du subsidie fédéral qui leur était versé au titre de Workfare, et l'ont affecté à tout autre chose que l'allocation d'un revenu aux plus pauvres. Ailleurs, dans les villes comme New York et Los Angeles, le Welfare est devenu le minuscule salaire des pauvres mis au travail dans les emplois municipaux, ce qui a permis à ces villes de licencier un grand nombre d'employés communaux syndiqués et rémunérés aux barèmes autrefois fixés par les conventions collectives du travail. Voilà qui diminuait d'autant les dépenses des villes, pour la plus grande satisfaction des associations d'investisseurs privés. Ces mêmes investisseurs privés ont été avantagés de manière bien plus directe encore par le passage du Welfare au Workfare. En effet, les pauvres mis au travail ont aussi été envoyés un peu partout dans les entreprises privées et dans les agences d'interim, où ils ont constitué une main d'oeuvre à peu près gratuite pour leurs employeurs, provoquant autant de licenciements d'employés normaux.

Toute cette expérience aux Etats-Unis est relatée avec beaucoup de précision et de rigueur par Marianne DEBOUZY dans la revue Politique, octobre 2000, p. 56-63. Eh bien, c'est exactement la teneur du projet déposé sur le bureau de Monsieur VANDELANOTTE. C'est un projet d'érosion du coût du travail qui lui a été confié, et il l'a été par le même genre de table ronde d'industriels que ceux qui l'ont testé aux Etats-Unis pour leur plus grande satisfaction. Selon leurs plans, la Belgique doit servir de pionnière, d'exemple et de « jurisprudence » pour faire pression sur les autres pays de l'Europe continentale. L'enjeu est important.

★Cécily

ACTIONS

Il y en a, il y en a eu, il y en aura à Liège, à Bruxelles et ailleurs. Mais c'est impossible de les annoncer dans un mensuel. Donc, vous en trouverez les annonces, en cherchant bien, dans la partie située à droite du site Indymedia (<http://www.indymedia.be>). Si ce n'est déjà plus sur la page de garde, cliquez sur: « other news... other news... other news »... vous finirez bien par tomber dessus.

Ici une précision par rapport à ce que j'ai dit sur Indymedia dans deux articles du numéro précédent (« le joueur de flûte » et « mer noire aux eaux dormantes »). La partie droite du site est celle où strictement n'importe qui peut publier, y compris les nationalistes flamands. De plus je vous garantis que c'est hyperfacile de publier là, même pour une femme des cavernes qui ne comprend rien à l'informatique. La partie gauche est celle où figurent les articles du collectif d'Indymedia. Ils font ce qu'ils veulent!

★Cécily

CENTRES PUBLICS D'AIDE SOCIAL

DES ÉCOLES POUR

APPRENDRE A

"BIEN" CONSOMMER

Ou "Dites-nous ce dont vous avez besoin, nous vous expliquerons comment vous en passer"

À la demande du ministre Ecolo des Affaires Sociales Thierry DETIENNE, 150 "écoles de consommateurs" ouvrent leurs portes en Wallonie.

Mises en place par les Centres Publics d'Aide Social (CPAS), ces écoles visent essentiellement un objectif : apporter une formation sociale et économique aux citoyens-clients, et, à terme, lutter contre le surendettement. Concrètement, ces écoles se proposent d'inculquer aux participants *les droits et les devoirs du consommateur* (sic). En clair, il s'agit d'enseigner aux pauvres la manière de maîtriser la gestion d'un budget, les achats, les divers moyens de paiement, les assurances, les contrats, les impôts, les liens avec les administrations, les économies d'énergie, etc.

Les pouvoirs publics sont bien forcés de constater que ces salauds de pauvres sont de plus en plus nombreux en Wallonie - comme partout ailleurs -, et qu'en raison de leur situation précaire, ils isolent mal leur logement et gaspillent le chauffage; ils roulent quelquefois sans assurance dans des bagnoles pourries; ils ont des robinets qui fuient et négligent fréquemment de régler leurs factures d'eau dans les plus brefs délais; ils n'honorent pas toujours les crédits que des banquiers philanthropes ont bien voulu leur accorder; ils oublient souvent de s'acquitter des taxes gouvernementales, régionales, communales, provinciales ou communautaires; certains d'entre eux se permettent même d'utiliser gratuitement les transports en commun en brandissant la carte d'un certain *Collectif Sans-Ticket*... bref, ils ne cessent de bafouer les lois sacrées de la rentabilité économique. Il s'agit donc de les rappeler à l'ordre. De les envoyer au dressage. Faudrait pas que les pauvres attrapent une mentalité de punk, tout de même ! Pauvres, oui, mais polis, propres, honnêtes et entièrement soumis au triomphe de la marchandise. Sinon, où allons-nous ?

Toutefois, il faut préciser que, pour le moment, ces cours sont entièrement gratuits, et qu'en outre ils ne sont pas obligatoires. Une chance!

LES BÉGALEMENTS DE L'HISTOIRE...

ABOLITION DE LA LOI DES PAUVRES EN ANGLETERRE

Londres, 1834.

La loi des pauvres de 1601 est abolie et remplacée par une nouvelle loi proposée par une commission royale.

Il s'agit de mettre fin à l'ancien système d'assistance, en vertu duquel l'entretien des indigents était traditionnellement confié aux paroisses.

Mécontents de la lourdeur croissante de la "taxe des pauvres", les propriétaires fonciers ont protesté contre un tel système qui encourageait les patrons à verser de bas salaires, puisque cet impôt servait à remédier à l'insuffisance des salaires.

La nouvelle loi de 1834 supprime les secours à domicile et contraint les indigents à entrer dans une "Workhouse", sorte d'asile et de "maison de travail" à la fois.

La "Workhouse" devient alors "une Bastille des pauvres", haïe et redoutée.

LE PROJET DE LOI ACTUEL SUR LE MINIMEX

L'article 1, § 1 de la loi du 7 août 1974 garantit « Le droit à un minimum de moyens d'existence » sans contrepartie. Dans le projet de nouvelle loi, ce minimum de revenu change de nom (revenu d'intégration) et ne sera accordé qu'en contrepartie de « l'engagement de l'intéressé à s'insérer socialement dans la mesure du possible... ».

❑ Pour les moins de 25 ans :

Le CPAS imposera une des deux possibilités suivantes :

- soit un emploi « adapté à la situation personnelle du jeune et à ses capacités ». Quel emploi ? Le projet ne prévoit pas la notion d'emploi convenable, ni le libre choix de l'emploi prévu par la constitution. Le travail sera imposé jusqu'à l'ouverture du droit au chômage. Il s'agira donc d'un travail obligatoire, à durée déterminée, au rabais. Pas un véritable emploi.

- soit un « projet individualisé d'intégration sociale » menant à terme à un emploi. C'est-à-dire la signature d'un contrat par lequel le jeune s'engage à suivre telle ou telle formation, fournir des preuves de recherche de travail, modifier telle ou telle chose dans sa vie,

...

Le revenu minimum n'est donc plus un droit. Il peut être perdu si les engagements dont il est la contrepartie ne sont pas respectés.

❑ Pour les plus de 25 ans :

Le droit à un revenu minimum est maintenu mais il n'est plus automatique. Le CPAS peut imposer unilatéralement l'une des deux autres possibilités « offertes » aux moins de 25 ans dans les mêmes conditions (soit un travail soit un contrat d'intégration). Etant donné le rapport de force entre le CPAS et le minimexé, ce sont surtout ces deux dernières options qui seront peu à peu imposées à tous.

❑ Le projet contient d'autres propositions, entre autres :

- Il prévoit une augmentation de 4% pour 2002 et une autre de 6% dont la date d'application n'est pas précisée. C'est une augmentation insuffisante pour vivre dans la dignité. Chaque personne en Belgique devrait disposer d'une somme équivalente à la partie de revenus insaisissable, soit 34.000 francs par mois.

- Il prévoit une augmentation du minimex de 3000 Frs pour les personnes qui paient une pension alimentaire à leurs enfants et aux parents qui exercent la garde alternée des enfants. C'est une augmentation insuffisante. Les parents qui sont dans cette situation devraient obtenir le taux chef de ménage.

Non à ce projet de loi rétrograde ! Oui à une amélioration importante de la loi actuelle et des pratiques du CPAS !

DROIT AU MINIMEX EN DANGER !

Nous sommes inscrits au CPAS et c'est à peine si nous survivons avec le peu que nous percevons.

Nous aurions bien aimé avoir un travail convenable pour échapper à pareille situation. Et parce que nous n'y arrivons pas - chacun avec ses raisons -, nous sommes obligés de supporter les contrôles humiliants et les suspicions continuelles du Centre.

Eh bien, les ministres n'ont pas assez avec ça ! Ils veulent que nous nous soumettions encore plus. C'est pour cela qu'ils veulent maintenant changer la loi sur le minimex. Et avec cette nouvelle loi, le minimex ne sera plus un droit.

A l'avenir, nous serons obligés de le quémander comme si nous faisons la manche. Le minimex ne sera plus un devoir des pouvoirs publics à l'égard de quiconque est dans le besoin.

Non, à l'avenir, le minimex, nous serons obligés de le mériter. Et pour le mériter, il faudra signer un contrat par lequel nous nous engageons à accepter n'importe quel boulot même provisoire et sous-payé qu'on nous trouvera. Sinon, pas de minimex !

Si nous refusons de nous plier à ce chantage, nous pouvons crever de faim ou de froid, nos enfants manquer de presque tout, les ministres n'en ont que faire. C'est pour les riches qu'il se font des soucis. Et les riches veulent que nous travaillions pour deux fois rien quand ça les arrange et que nous soyons jetés à la rue quand ça les arrange.

La nouvelle loi a déjà été adoptée par les ministres en septembre, mais elle n'a pas encore été votée par le Parlement. Il est encore temps pour agir ! Cette loi ne doit pas passer ! Nous devons dire haut et fort :

- **Le minimex est un droit, pas une aumône !**
- **Un emploi est un droit, pas une punition**

NOUS IMPOSER UN TRAVAIL N'EST PAS LE RÔLE DU CPAS !

APPEL À LA MANIFESTATION LE 15 DÉCEMBRE A BRUXELLES

À l'occasion du sommet européen à Laeken, plusieurs manifestations auront lieu à Bruxelles les jeudi 13 décembre (syndicats officiels européens), vendredi 14 (coordination d 14), et samedi 15 (diverses organisations politiques séparées).

Le samedi 15 décembre, plusieurs milliers d'anarchistes venus de divers pays européens se rassembleront pour une manifestation sous des mots d'ordre propres

En effet, il ne s'agit pas seulement pour nous de nous opposer aux nouvelles décisions qui vont être prises, que ce soit

en matière de mobilité, d'immigration ou d'enseignement, mais de réaffirmer les valeurs sur lesquelles nous voulons fonder une nouvelle société. Ces valeurs que nous promouvons se trouvent également sur l'affiche jointe à ce numéro d'AL, que nous demandons à tou(te)s de coller dans un lieu où elle puisse mobiliser le plus largement possible.

Certains groupes ou individus nous demandent pourquoi nous ne participons pas à la deuxième manifestation de d14, qui a lieu en même temps. Voici les

raisons pour lesquelles nous appelons à
un rassemblement des anarchistes :

- Lorsqu'est née la coordination d14, il a été convenu que le seul jour d'action commune serait le 14 décembre, et que, les autres jours, chaque groupe développerait les actions qu'il voulait de son côté. Notre décision de manifester seuls le samedi a donc été prise depuis cet été. D'autres groupes membres de d14 ont d'ailleurs annoncé qu'ils ne défileraient pas avec d14 ce jour-là parce qu'ils avaient préparé leurs propres actions.

- La manif d14 de samedi rencontre peu nos préoccupations car, d'une part, elle se concentre sur le thème de la paix, et, d'autre part, elle se fera en regroupement avec Attac et les ONG sous la bannière commune « Une autre Europe pour un autre monde », dont la charte efface tout le contenu radical et anti-capitaliste de notre protestation.

- De nombreux groupes anarchistes se sentent trop éloignés de certains groupes politiques de d14 et préfèrent manifester sous d'autres mots d'ordre.

- Notre parcours passe par des endroits qui sont directement concernés par la mondialisation (quartiers populaires, lieux symboliques) et permet de rejoindre la street party organisée par le collectif *BRUXXEL*.

Cette manif comportera à la fois la déclaration de nos opinions politiques par le biais des banderoles et des tracts, et un aspect festif apporté par la musique et les chants. A ce propos, ce serait bien qu'on soit capables d'ici là de chanter la chanson de circonstance dont voici les paroles (sur l'air de « La mère Michel ») :

*La mondialisation, la globalisation,
Les restructurations, les privatisations,
Toutes ces machinations
Ne nous disent rien de bon
Nous n'y vendrons pas nos âmes
Aux multinationales*

*Tout pour le fric
C'est diabolique
Tout pour l'pognon
Nous résistons
Tout pour le fric
Tout pour l'pognon
Nous disons NON !*

*C'est ici à Bruxelles
Qu'sévit Louis Michel
Cette espèce de pion
Qui nous donne du mouron
Avec toutes ses combines
Il nous mène à la ruine
Et ce n'est pas demain
Que tous auront du pain (refrain)*

*Pour plus d'égalité
Ensemble tous mirlitons
Les vues de l'OMC
Sont pas notr' tasse de thé
Que tous ces décideurs
Qui veulent notre malheur
Sach'nt que dans l'monde ention
On résiste par millions (refrain)*

Rendez-vous à 14 heures, dans le square qui jouxte le Parvis de St-Gilles, avec drapeaux noirs, calicots, instruments de musique,

...

Pour tout renseignement complémentaire : Centre libertaire, 65 rue du Midi, 1000 Bruxelles, e-mail centerlib@anarchy.be

Réflexions sur de nouvelles manières de manifester

Nous sommes tous en train de repenser notre tactique à la lumière de la situation présente. Nous débattons souvent des tactiques en termes de moralité - est-il juste ou injuste, violent ou non violent, de relancer une grenade lacrymogène dans un cordon policier ? De casser une fenêtre ?

Nous ferions mieux de nous demander "Cette tactique soutient-elle nos objectifs?" et "Fonctionne-t-elle vraiment?".

Choisir une tactique efficace

Les partisans des tactiques très axées sur la confrontation, qu'il s'agisse de casse ou de se battre avec les policiers, tentent généralement de porter des coups contre le système. Mais pour l'heure, le système a reçu un coup bien plus sévère que nous ne pourrions l'imaginer et vacille vers le fascisme, et non la libération. Dans le climat présent, ce type d'action a toutes chances d'avoir l'effet inverse et de conforter la légitimité du système. De nombreuses tactiques non violentes classiques sont conçues pour renforcer le contraste entre eux et nous, pour revendiquer une morale élevée et montrer du doigt la violence du système. Mais nombre de ces tactiques ne fonctionnent plus comme avant. Les tactiques statiques, passives deviennent ennuyeuses et perdent leur effet. Les arrestations arbitraires, symboliques, ne semblent plus impressionner le public par notre

noblesse de cour et notre engagement, pour autant qu'on les remarque. Les arrestations de masse peuvent servir à justifier la violence policière, même lorsque les personnes arrêtées étaient complètement pacifiques. Lorsque la police coopère pour rendre l'arrestation facile et peu risquée, le processus confirme, au lieu de remettre en question, la puissance de l'Etat. Lorsqu'elle ne le fait pas, même les actions symboliques se paient cher en temps de prison et de liberté surveillée. Le prix en vaut peut être la chandelle, mais nous ne pouvons le payer qu'un certain nombre de fois dans la vie ; nos choix doivent donc être réfléchis et stratégiques. Il nous faut une nouvelle grammaire tactique, qui soit efficace, visionnaire, "confrontationnelle", sans pouvoir être lue comme proto-terroriste, et qui favorise une crise de légitimité du système.

Quelques pistes à développer lors des prochains rassemblements

L'un des intérêts des rassemblements de masse est l'éducation et la formation que nous avons pu assurer les uns aux autres, des séminaires sur l'économie mondiale aux cours d'escalade. Presque tous les Sommets ont eu leurs contre-sommets. La plupart d'entre eux ont suivi dans les grandes lignes le format d'une conférence conventionnelle avec des intervenants s'adressant à un public ou animant le débat. Mais on pourrait y intégrer bien plus de manières interactives et créatives d'enseigner et d'apprendre : jeux de rôles, conteurs, conseils. Nous pourrions organiser une simulation géante de réunion dans laquelle les gens joueraient le rôle des délégations et se débattraient avec les questions sur la table, mais en partant de nos propres valeurs. Les gens ont envie de parler de la guerre, de leurs craintes et de leurs convictions et de leurs opinions. Les Zapatistes nous donnent l'exemple du processus consultatif qui consiste à aller vers les gens pour tout à la fois écouter leurs préoccupations et les mobiliser.

Nous pourrions interrompre les discours dans les meetings pendant dix minutes pour que les gens puissent se parler. Ou nous pourrions nous passer totalement des discours et demander à la place à des groupes d'animer des discussions en petits groupes sur leurs problèmes et tactiques, organiser des formations brèves, proposer des jeux, des danses ou des rituels. Et nous pourrions développer des moyens de créer des Conversations publiques instantanées sous forme d'actions et d'éducation. Les caravanes

peuvent apporter la discussion et l'éducation hors des centres urbains et pourraient représenter les énergies et les solutions de substitution, avec des moteurs carburant à l'huile végétale, des panneaux solaires pour faire marcher les sonos. Ce ne sont là que quelques idées qui peuvent stimuler notre réflexion et réveiller notre créativité.

★ **Starhawk**
www.starhawk.org

POURQUOI NOUS MANIFESTONS CE 15 DÉCEMBRE

POUR LE POUVOIR DE GÉRER NOTRE PROPRE VIE

Nous sommes tous capables de prendre des décisions personnelles pour ce qui nous concerne personnellement, collectives pour ce qui concerne une collectivité, en échangeant nos arguments dans des assemblées libres et ouvertes à tous. La seule vraie démocratie est la démocratie directe ; la seule organisation à grande échelle qui respecte tous les individus est la fédération d'assemblées locales autonomes.

POUR UNE GESTION ET UNE PROPRIÉTÉ COLLECTIVES DE TOUTES LES RICHESSES DU MONDE

Celles-ci sont le bien de l'humanité présente et à venir et nul individu ou groupe d'individus n'a le droit de se les approprier. La gestion des ressources naturelles doit garantir leur transmission aux générations futures, ce qui implique l'abandon d'une économie basée sur le productivisme et le profit.

POUR UNE SOCIÉTÉ SANS DOMINATION NI EXPLOITATION

Nous n'admettons aucune forme de domination, qu'elle soit politique, économique, militaire, technocratique, raciste ou sexiste, ni aucune forme d'exploitation. Il n'y a pas de « capitalisme à visage humain » car le capitalisme est fondé sur l'exploitation de l'humain par l'humain. La lutte des classes doit déboucher sur une économie solidaire, basée sur le principe : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

POUR UNE MONDIALISATION DE LA SOLIDARITÉ

Loin d'être « anti-mondialistes », nous réclamons l'arrêt du pillage du Tiers-Monde et une organisation des échanges sur une base égalitaire, assurant à tous la jouissance de tous les biens. Nous refusons l'Europe forteresse dont les frontières ne s'ouvrent qu'aux désirs du patronat en quête de certaines catégories professionnelles et profitant du travail au noir des immigrés clandestins.

POUR UN ENSEIGNEMENT VISANT L'AUTONOMIE ET LA LIBERTÉ DE L'INDIVIDU

L'éducation et l'enseignement doivent apprendre à délibérer collectivement plutôt qu'à obéir, à augmenter la liberté de chacun par celle des autres plutôt qu'à écraser ses concurrents, à encourager les découvertes et les expériences plutôt qu'à se fondre dans le conformisme abrutissant du producteur-consommateur

POUR UN DÉSARMEMENT MONDIAL

Supprimons les causes de la violence et les moyens de l'exercer.

POUR UNE MANIFESTATION LIBERTAIRE, UNITAIRE ET NON-VIOLENTE

UN CERTAIN MALAISE SUBSISTE

N'existerait-il pas un malaise qui minerait de manière insidieuse le débat nécessaire sur la violence et la non-violence après Seattle ? Ce malaise, s'il existe, a certainement continué à se développer en Europe après les tragiques événements survenus au sommet du G8 à Gênes. La terreur et les provocations policières ont été suivies par de violentes campagnes de propagande "anti-casseurs" visant à fracturer le

mouvement. Ces campagnes me semblent avoir suscité une certaine gêne dans la gauche radicale en général, chez les anarchistes en particulier. Ainsi, il est parfois devenu plus difficile de critiquer certaines tactiques par crainte de briser une unité nécessaire dans cette période d'expansion du mouvement certes, mais accompagnée aussi d'une répression féroce, dont les anarchistes sont parmi les premiers à payer la note.

BRUXELLES EN DÉCEMBRE

Dans toutes les réunions pour la préparation des événements de décembre à Bruxelles auxquelles j'ai assisté, il existait un consensus fort parmi les personnes présentes pour que la manifestation libertaire du 15 décembre reste pacifique. Malgré cela il ne fut pas décidé de rendre cette manifestation explicitement non-violente. Un autre exemple, la position concrète à aborder vis-à-vis d'actions de destruction de la propriété aux abords de la manif, m'a semblé être resté peu abordée et difficile à mettre sur la

table. Ce malaise (que tous ne ressentent peut-être pas) trouve sans doute son origine dans une question, simple mais difficile, à laquelle nous sommes quelques uns à vouloir affronter. Cette question qui n'a pas encore pu trouver de réponse claire est la suivante : *Comment organiser une manifestation délibérément pacifique sans tomber dans les pièges de la division?* Question à laquelle, évidemment, personne ne peut apporter de réponse toute faite. Ce texte ne s'y essaie pas, il se limite à une synthèse de différentes réflexions qui ont vu le jour depuis Seattle sur ce thème de la (non)violence lors des contre-somets. Ce texte n'apporte rien de fondamentalement nouveau (de nombreux textes ont déjà vu le jour) et se voudrait tout au plus une clarification du problème accompagnée d'une ou deux pistes de réflexion.

LES MÉDIAS CONTRE LES ANARCHISTES

Pour commencer par un constat évident, depuis les blocages de masse survenus lors du sommet de Seattle, la presse américaine et européenne n'ont eu de cesse de dénoncer les violences commises par les "anarchistes". Depuis longtemps, les anarchistes n'avaient plus été mis ainsi sur les devant de la scène, ce qui confirme l'ascension du mouvement libertaire sur le plan international. Hélas, cette situation n'est pas sans analogies avec l'archéologie du mouvement, en l'occurrence la période de la "propagande par le fait". Comme la presse bourgeoise de la fin du 19^e siècle agitait alors le spectre de l'anarchiste-poseur-de-bombes pour terroriser les populations, les médias ont sorti aujourd'hui l'épouvantail de l'anarchiste-casseur-de-vitrines, s'immiscent dans les mouvements de masse pour y propager désordre et

violence. Il semble hélas que la presse, mais aussi l'opinion publique, ne veulent bien reconnaître notre existence que lorsque celle-ci est amalgamée avec des scènes de violence et de saccage alors qu'elle tourne facilement le dos à toutes les activités militantes quotidiennes des activistes anars que ce soit au sein des mouvements sociaux ou dans les lieux autogérés. Léo Ferré aurait-il vu juste en chantant que *les anarchistes, on ne les voit jamais que lorsqu'on a peur d'eux...*

Ceci est une réalité à laquelle nous devons faire face. Il semble que chaque fois que le mouvement libertaire constituera une force avec laquelle il faudra compter un tant soit peu, il aura à faire face à la diffamation grossière. Nous n'y pouvons rien. Même si le mouvement était unanimement non-violent, il est peu probable que cela modifierait la contre-propagande qui a toujours été menée à notre rencontre. Ceci dit, cette contre-propagande, aussi stupide soit-elle, n'est pas à prendre à la légère car elle a peut avoir pour but non dévoilé de préparer le terrain dans l'opinion publique à une répression "légitime" à notre rencontre. Pour revenir à la période de la "propagande par le fait", n'oublions pas que celle-ci a été suivie d'une répression effroyable contre le mouvement anarchiste, qui n'en est pas sorti indemne. Sans être alarmiste, la question de nos choix stratégiques et de leur lisibilité politique reste d'actualité si nous souhaitons éviter un isolement dangereux.

TACTIQUES POLICIERES

À la lumière des tragiques événements de Gênes, la tactique des forces de l'ordre lors des grandes manifestations "antimondialistes" semble bien

établie. Dans un premier temps, les robocops laissent les groupes de destruction de propriété agir en toute liberté. Si on juge qu'ils ne sont pas assez nombreux, des flics déguisés ou encore des groupements d'extrême-droite se joignent à eux. Le deuxième temps consistera alors à charger brutalement les manifestants pacifiques, avec au préalable quelques provocateurs parmi les manifestants de préférence afin de semer la confusion nécessaire. Que les manifestants résistent ou nous, de manière violente ou non, les forces du désordre ne feront pas de détail : leur violence s'abattra indifféremment sur ceux qui se battent, ceux qui résistent par la non-violence active, et ceux qui fuient. Personnes âgées, femmes, enfants, manifestants, journalistes, habitants de la ville qui passent là par hasard, tout le monde y passe. Là où il y avait un carnaval festif, il ne restera plus qu'un chaos enfumé...

Les forces de l' "ordre" offrent ainsi aux médias des scènes de violence et de saccage qui choqueront les habitants et aideront à légitimer la répression dans l'opinion publique. De plus, en alimentant le climat de terreur entretenu par les médias autour des manifestations "antimondialisation", on déplace l'objet du débat sur la seule question de la (non)violence en occultant ainsi l'objectif politique de ces actions, qu'elles soient de désobéissance civile non-violente ou de destruction de biens capitalistes. Les appels aux antimondialistes pacifistes à se distinguer nettement des "casseurs" lancés par divers parlementaires vise nettement à diviser un mouvement déjà très hétérogène^[1]. Tous les

^[1] Dans un document émanant du département fédéral suisse de justice et police intitulé *Le potentiel de violence résidant dans le mouvement antimondialisation* (juillet 2001), les

amalgames grossiers entre radicaux non-violents (comme les *Tute Bianche*) et "casseurs", ou entre "casseurs" et "anarchistes" sont bien entendu les bienvenus dans le discours dominant afin d'obscurcir d'avantage la lecture politique des différentes composantes du mouvement pour une autre mondialisation. Le but est très clairement de briser la solidarité entre manifestants et d'enfermer dans un ghetto les éléments les plus radicaux, quels que soient leurs modes d'action d'ailleurs. L'idéal des gouvernants étant que les manifs anti-mondialistes retournent aux défilés encadrés, tranquilles et sans surprises, dont le capitalisme s'accommode fort bien dans les pays dits développés.

Pourtant il ne devrait faire aucun doute pour personne que ce sont bien les gouvernements européens qui portent l'entière responsabilité morale des violences qui ont pu se produire lors des derniers sommets. *Les interventions généralement démesurées des forces de l' "ordre", leur propension à tirer les premiers, leur bêtise dans le harcèlement continu des manifestantEs sont au moins autant responsables de ce théâtre de guerre civile qui se répète de contre-sommet en contre-sommet que les manifestantEs qui se sont défenduEs contre les attaques policières et même que la minorité qui revendique la destruction matérielles. Cette minorité n'aurait pas été la, nous pensons que les attaques*

forces de l'ordre préconisent explicitement cette tactique : "Les revendications et les appels au dialogue des membres les plus pacifiques du mouvement antimondialisation devraient être considérés avec plus de sérieux. Leurs tentatives de se détacher des groupes les plus violents devraient être soutenues de manière plus active."

http://www.bap.admin.ch/f/aktuell/bericht/ef_GpAGBw_bericht_2000_01.pdf

policieres auraient été les mêmes, simplement parce que les manifestantEs dits "non-violentEs" ou "pacifiques" étaient déterminéEs à bloquer le sommet.^{2[2]}

Une fois ceci admis, cela ne solutionne toujours pas la question de départ *Comment organiser une manifestation délibérément pacifique sans tomber dans les pièges de la division?* Cette question en amène inévitablement deux autres, chacune très complexe :

- 1) l'attitude à adopter vis-à-vis des "Blacks Blocks";
- 2) les réactions collectives et individuelles face aux provocations ou aux charges policières.

LES BLACKS BLOCKS

Il convient tout d'abord de préciser que ce vocable ne désigne pas des groupes constitués mais des pratiques mises en place pour la durée des contre-sommets, très différentes les unes des autres, et menées par des acteurs hétérogènes (notons qu'il ne sont pas exclusivement composés d'anarchistes par exemple, on y trouve de nombreux communistes partisans de la guérilla urbaine, ainsi que des révoltés sans attaches politiques).

Pour prouver la diversité des approches regroupées sous le terme "Black Block", Patrice Spadoni notait que *de nombreux témoignages ont rapporté de sévères dissensions entre les membres de ces Blocks, opposant ceux qui voulaient limiter leurs cibles aux "symboles les plus évidents du capital", à ceux qui s'en prenaient aux voitures des Gênois et aux commerces de proximité.* (...) *D'autres*

^{2[2]} Trouvé sur la liste de diffusion de la Fédé Anarchiste.

témoignages attestent que certains cortèges se réclamant des Blacks Blocks ont respecté le caractère pacifique des manifestants, n'engageant les exercices qui leur sont propres que plus loin, ou après la dissolution des cortèges.

Il est essentiel de préciser cette hétérogénéité dans les pratiques des militants pratiquant la destruction de propriété privée en reconnaissant la maturité politique de nombre d'entre eux afin de détruire l'image caricaturale donnée dans les médias. En ce qui concerne la destruction matérielle, sur le plan du principe, il est clair que les anarchistes ne confondront jamais la violence des "Blacks Blocks" qui ne se manifeste qu'à l'encontre d'objets matériels avec la violence des "Blue Blocks" suréquipés, que ce soit en armes ou en protections, qui *répondent à la révolte violente par une violence que nous jugeons pire que celle des "casseurs" car c'est une violence aveugle, qui peut frapper touTEs les manifestantEs quelqu'ils/elles soient.*² Tous les non-violents honnêtes revendiquent aussi cette distinction.

Un certain nombre d'entre rejoignent même l'idée selon laquelle *détruire des objets inanimés – des choses qui ne peuvent ressentir la douleur – n'est pas de la violence.*^{3[3]} Ceci ne les empêche pas de critiquer ouvertement cette tactique sur différents plans. Il n'est pas la place ici pour en faire une critique détaillée^{4[4]} et

^{3[3]} Extrait d'une contribution au débat initié par les pacifistes de la *War Resister League* concernant la destruction de la propriété (*Non-violent activist*, n°s de juill.-août et sept-oct. 2001).

^{4[4]} Les anglophones peuvent par exemple se référer aux critiques détaillées, et argumentées point par point, vis-à-vis du communiqué du

parfaitement nuancée. Cependant on peut commencer en constatant que sur le plan du mouvement de masse qui s'est élaboré dans les luttes pour une autre globalisation, cette tactique se révèle contre-productive de manière évidente. Premièrement, ces actions ne provoquent aucun dommage aux gigantesques multinationales qui se moquent de quelques vitrines cassées et répercutent de toute manière les coûts sur les populations locales. Ensuite, cette tactique a pour principal effet d'isoler encore d'avantage les plus radicaux du mouvement.

Si les anarchistes se moquent bien que soit ternie l'"image respectable" que certains souhaitent donner aux manifestations, il me semble néanmoins important de reconnaître que la tactique de destruction de la propriété contribue à obscurcir le débat politique sur la mondialisation néo-libérale en le faisant dévier sur des questions périphériques (de sécurité, de violence, etc). On peut poursuivre en évoquant que la lisibilité de tels actes par l'opinion publique est quasi-nulle (sauf peut-être parmi les franges déjà radicalisées et conscientisées de la population). Il ne suffit pas qu'une cible soit bien choisie pour qu'une action soit bien comprise. De manière générale, il n'est pas certain que tous les "blacks blocks" considèrent en profondeur le rôle qu'il jouent dans le contexte de manifestations de masse. Enfin, la dernière critique concerne uniquement certains "Blacks Blocks", ceux qui utilisent, de fait, la masse comme bouclier en se réfugiant au sein de cortèges pacifiques pour couvrir leurs actions. Une critique ferme

collectif ACME (une section du Black Block de Seattle) sur le site "Nonviolence, trashing and movement strategy"
<http://www.lbbs.org/trashing.htm>

peut probablement être adressée à ces comportements irresponsables, compte tenu des conséquences graves que de tels actes peuvent entraîner sur les autres manifestants, qui ne leur apportent pas obligatoirement leur soutien. Précisons de suite que, comme il a été souligné explicitement plus haut, il serait malhonnête de ranger l'ensemble des "Blacks Blocks" dans cette catégorie car bon nombre font preuve d'un grand courage en s'exposant seuls aux conséquences de leurs actes en agissant par groupes spécifiques,

des pierres ou des poubelles en guise de riposte ou pour couvrir la fuite des autres, il s'agit principalement de réactions instinctives d'auto-défense qu'il est impossible de condamner. La vraie question n'est pas là. La question qui reste en suspens, c'est la répercussion que l'usage de la violence (même défensive) dans un mouvement de masse peut avoir sur la lecture politique qu'en aura la population. Cette question mérite d'être posée si l'on se place dans une logique à long terme où nous désirons continuer à élargir le mouvement

VI OL EN CE ET ME DI AS

La
gran
de
pres
se
aime
à
cond
amn

loin des cortèges ou après leur dissolution.

VIOLENCES DÉFENSIVES

Concernant les ripostes que des manifestants peuvent opposer à des charges policières, cette question semble facile à trancher sur un plan théorique. Il ne fait aucun doute que certaines violences peuvent limiter d'autres violences et que la légitime défense est un droit élémentaire. Sur un plan pratique, lorsque des policiers tirent (par exemple, ce n'est malheureusement pas le pire) des grenades lacrymogènes à tir tendu sur une foule de manifestants, si certains balancent

à une partie plus large de la population, oscillant pour l'instant entre sympathie et méfiance.

Après avoir essayé de préciser brièvement les deux formes que la violence a pu prendre dans les rangs des manifestants lors des contre-sommet, il devient maintenant possible de tenter d'attaquer le cœur du problème, le problème de la cohabitation des tactiques.

LE MOUVEMENT "ANTIMONDIALISATION" N'APPARTIENT À PERSONNE

Le mouvement n'appartient ni aux ONGs, ni aux lobbies genre ATTAC, ni aux syndicalistes, ni aux écologistes, ni au cocos, ni aux

pacifistes, ni aux anars, ni aux Blacks Blocks, ... Sa force réside dans sa diversité. S'il est vrai que l'énorme majorité des manifestants est résolument non-violente, cependant tous ne donnent pas le même sens à ce mot, et derrière cette unanimité de façade envers des actions pacifiques, se cachent des approches en réalité profondément différentes. Une question se pose donc : *Puisque le Mouvement n'appartient à personne, comment pouvons-nous arriver à un mouvement multi-cause, multi-tactique, mutuellement respectueux et avec l'identité des groupes préservée ?* C'était une des questions déjà posée par l'américain Michael Albert (Z Net) après Seattle^{5[5]} :

Comment des marcheurs pacifiques, ceux qui font de la désobéissance civile et ceux qui s'adonnent à des actes illégaux de destruction de la propriété d'entreprises peuvent-ils coexister sans se retourner les uns contre les autres et sans diminuer la portée des efforts de chacun ? (...) Comment des groupes différents avec des vues différentes sur les tactiques et la stratégie peuvent-ils tous appartenir à un seul grand mouvement, aucun n'étant réprimé dans ses aspirations et ses expériences et pourtant aucun n'empiétant sur les autres par ses choix ?

Ces questions étaient déjà répondues de façon partielle par la forme d'organisation de mouvement de masse, adoptée à Seattle et lors des contre-sommets qui ont suivi : la formation de groupes affinitaires aux objectifs distincts, de taille diverses et travaillant tant que possible sur base du consensus. Cette forme d'organisation a fait ses preuves, elle a démontré pratiquement la capacité créatrice des

mouvements de masse, sans nécessité de prises de décisions centralisées dans les mains de quelques organisateurs.

Ce n'est pas un hasard si le terme de "groupes d'affinités" a été emprunté aux *grupos de afinidad* du mouvement anarchiste espagnol des débuts du vingtième siècle^{6[6]}.

Hélas ce choix organisationnel, ne résout pas entièrement la question initiale (ce qui est probablement impossible à faire de manière absolue). Si ce système de fonctionnement permet, tant que faire se peut, de délimiter des espaces où se dérouleront indépendamment chaque type d'actions sans interférences destructives, ce système ne garantit cependant pas la cohésion du mouvement. Ce système n'a, par exemple, pas pu empêcher des lignes de fracture d'apparaître au sein du mouvement, et cela dès Seattle.

UNITÉ ET RESPECT MUTUEL

Une piste à explorer a déjà été proposée par divers acteurs de Seattle justement. Elle visait explicitement cette frange des "Blacks Blocks" très organisée et très mobile qui parvint presque complètement à éviter les affrontements policiers, les gaz et les arrestations. La question qui leur était posée peut sembler naïve mais s'avère pleine de bon sens : *Est-ce que utiliser leurs prouesses organisationnelles pour protéger leurs compagnons manifestants en diminuant l'efficacité de la violence policière et en aidant les autres à l'éviter n'est-il pas plus courageux (et meilleur politiquement) que de mettre les autres en danger en fournissant un prétexte pour plus de violences policières ?(...)*

J'ai toujours été (...) impressionné par le courage des personnes expérimentées qui pouvaient aisément voir ce qui était en train d'arriver et pouvaient s'échapper si ils le voulaient, mais qui à la place utilisaient leurs talents pour aider à protéger leur co-manifestants moins bien préparés.^{7[7]}

Nous sommes nombreux à reconnaître du courage à bon nombre d'activistes "Blacks Blocks" engagés dans des actions d'affrontement délibéré ou de destruction de la propriété. Je crois certains d'entre nous, par contre beaucoup plus sceptiques quant à la pertinence de ces choix tactiques. Ces divergences de vue n'empêchent pas que les anars ne tomberons sans doute pas dans le piège de la division. Ceci implique aussi que l'on puisse souhaiter que pour les manifs internationales prévues les 14 et 15 décembre, les militants engagés dans ce type d'action rejoindront les manifestants non expérimentés et les feront profiter de leur expérience de manifs "dures" pour les aider à réagir sans panique ni riposte guerrière aux éventuelles agressions policières.

Cette tactique de collaboration et d'entraide semble s'avérer être la voie qui a été suivie de manière floue, implicite et spontanée dans les dernières manifestations en Belgique, qui se sont toutes bien déroulées. On peut s'en réjouir et espérer seulement que les réflexions et les efforts dans cette direction iront encore grandissant pour une unité et une solidarité fermes lors des manifestations de décembre à Bruxelles.

Si l'unité libertaire est indispensable pour résister à la répression, néanmoins il reste

^{5[5]} Ao! Espaces de la parole, Vol. VI, n° 2 (été 2000)
<http://www.ao.qc.ca/traductions/znet/movement.html>

^{6[6]} Sanderson Beck, "Nonviolent Action Handbook"
<http://www.san.beck.org/NAH1-Nonviolence.html>

^{7[7]} Michael Albert, "Reply to the ACME collective"
(<http://www.lbbs.org/replytoacme.htm>) trad. perso. donc approx.

sans doute tout aussi indispensable que dans la presse anarchiste on continue à débattre de l'efficacité et de l'opportunité des différentes tactiques. Certes, l'unité ne peut se réaliser que dans la diversité et le respect mutuel de choix de chacun mais une cohabitation saine et durable ne peut se faire que si elle est accompagnée de confrontation d'idées constantes, surtout sur les sujets sensibles (comme les choix tactiques ou les moyens d'action). Osons peut-être d'avantage cette confrontation directe entre nous avant, pendant et après les contre-sommetts. Ce n'est pas lors des actions, dans l'urgence, que ces divergences pourront être débattues et dépassées.

POUR CONCLURE

Les anars ne tomberont certainement pas dans le piège de la division, particulièrement dans cette période difficile de propagande et de répression anti-anarchistes, dans laquelle une solidarité forte est plus que jamais nécessaire. Cet appel à la solidarité est également lancé à tous les sympathisants des idées libertaires afin de soutenir le mouvement anar contre les vagues de criminalisation actuelles.

Héberger des compagnons pour la durée du sommet ou rejoindre la manifestation du 15 décembre constituent des moyens (parmi bien d'autres) de signifier que les idées libertaires trouvent un écho et un soutien plus large que les cercle restreint des militants anarchistes spécifiques. C'est pourquoi la manifestation "pour" du samedi 15 décembre ne se veut pas une manifestation spécifiquement anarchiste. Les libertaires savent que ce n'est qu'en élargissant le mouvement qu'ils pèseront efficacement sur les réalités sociales.

Les gouvernements qui ont armé la répression veulent nous réduire

au silence, nous forcer à faire des manifestations qui ne soient pas festives. Ces gouvernements souhaitent nous obliger à résister et à riposter par la violence. Si nous pouvons continuer à les surprendre toujours d'avantage par nos mani-fêtes et nos manifest-actions radicales et sans violences, si nous réussissons à développer notre créativité et à prouver notre imagination au niveau local et international dans nos résistances actives et festives aux forces du désordre, il y a fort à parier que le mouvement libertaire continuera à se renforcer en s'élargissant d'avantage et pourra faire ainsi face à la répression.

★ Xavier Bekaert

NB C'est important de le préciser : ce texte exprime uniquement mes opinions personnelles et n'engage en aucun cas l'opinion d'aucun des participants du collectif anarchiste travaillant depuis des mois à l'accueil des manifestants, à l'aide juridique et médicale, à la préparation de la manif du 15, etc. Ce texte ne vise nullement à la polémique, seulement au débat, et si certains sont choqués par ce texte, toute critique ne peut être dirigées que contre ma personne et nullement contre les libertaires qui continuent à abattre un travail considérable depuis des mois pour préparer ce contre-sommet.

X
a
v
i
e
r

B
e
k
a
e
r
t

(
B
r
u
x
e
l
l
e

Les articles de Cécily à propos de l'organisation des manifs contre les sommets européens parus le mois dernier dans AL ont provoqué de vives réactions.

Morceaux choisis.

HYPOTHÈSE ABSURDE ?

Ok, que tu ne crois pas au fait que le PTB vit uniquement grâce à ses membres et sympathisants est une chose. C'est ton droit le plus strict de penser cela. Mais l'écrire dans une revue est autre chose: c'est de l'information mensongère. Et en prenant l'hypothèse que moi ou quelqu'un d'autre t'attaque en justice pour cela, tu serais là bien obligée de montrer des preuves...que tu n'as pas!

En fait ce qui me choque c'est que quelqu'un (toi en l'occurrence) qui écris dans une revue puisse dire ce genre de chose sans vouloir le moins du monde vérifier l'info. Je précise que je dis cela sans aucune agressivité et mon but n'est pas d'attaquer AL, mais je trouve que c'est un débat intéressant. Imagine que je dise qu'AL est financé par le PS (hypothèse tout à fait absurde d'ailleurs), tu ne crois pas que tu réagirais? Vu que je n'ai aucune preuve, je dirais comme toi: je crois que, je suppose que, etc...

Je voudrais enfin signaler que les comptes bancaires du PTB sont surveillés par la sûreté de l'Etat (interview de l'ancien responsable de la sûreté dans un "Vif l'Express" d'il y a quelques années) et que si on recevait de l'argent de Pékin ca se saurait.

Je répète que ma démarche est entreprise avec la volonté de dialoguer.

Salutations anticapitalistes,

★Ernesto.

djoutche@hotmail.com

QUAND UN GROUPE S'AUTOFINANCE ENTIÈREMENT, CELA SE VOIT, EN POSITIF ET EN NÉGATIF

Salut Ernesto,

Un petit mot de cette histoire chinoise.

La Sûreté est tenue au secret professionnel. Donc, le PTB pourrait recevoir de l'argent de n'importe où qu'il n'en filtrerait rien dans la société civile. Si le PTB m'attaquait en justice pour cela... beaucoup de militants verraient de quel bois se chauffe le PTB!

Si quelqu'un écrivait dans un journal quelconque qu'AL reçoit de l'argent du PS... ou, mieux, de la CIA, pour activités contre-révolutionnaires par exemple... (toujours mon goût pour les scoops douteux), on rigolerait comme des bossus et on n'aurait aucune envie de se fâcher! Tant ce serait invraisemblable, parce que, je le répète, quand un groupe s'autofinance entièrement, cela se voit, en positif et en négatif.

Pour ce qui est du négatif, si tu as encore le courage de lire AL, tu remarqueras que, le mois dernier, il y a eu deux "poing final" dont un a été rédigé par les Comités Blancs. Et je te jure qu'ils ne nous ont pas financés pour qu'on leur laisse cette page!

★Cécily

Je pense que l'on peut critiquer le ptb sur des bases plus solides. Tes écrits font part de tes impressions, qui sont tout à fait honorables, mais cela ne reste que des impressions basées sur ce qu'à fait le ptb avant. Je ne dis pas que je ne suis pas d'accords avec toi, je connais trop peu leur passé et la situation actuelle pour pouvoir juger objectivement, je dis juste qu'il est facile pour eux de retourner ton article, et ce n'est pas une bonne chose pour les idées que tu défends.

Amitiés,

★Nicolas

"LE PTB POSE PROBLÈME..."

Le PTB pose problème mais tu n'as pas été capable d'analyser la situation en profondeur...

Les conférences de presse Trots-PTB , puis PTB-PTB je le prend vraiment mal! C'est moi qui m'en occupais - si tu veux, j'ai des photos parues dans les journaux Tu ne vois vraiment que les communistes! Les autres y passent à l'oubliette où on leur colle l'étiquette PTB car "si on est pas contre, c'est qu'on est pour! Et HOP!"... Merci pour moi et les autres qui ne veulent pas rejoindre des groupes politiques bien distinctifs qui ferait qu'on arrêterait pas de leur coller des étiquette à la con sur le dos.

Ma dernière remarque est de dire que la critique est nécessaire, mais pourquoi n'as tu pas approché le groupe pour faire ces critiques au lieu de le fuir et de tirer de loin comme tout bon militaire qui se respecte?

Pour Indymedia, je m'en fous allègrement. Les anar qui participent ne vont pas arrêter pour autant même si ils ont vu l'envers du décor... comme tu dis. A Bruxelles, ce sont les anars qui nous hébergent, on va s'arranger pour publier des articles sur la récupération du parti anar sur Indymedia et les nombreux liens à effet que ca aura produit dans la diffusion de l'information (attention, je blague).

Ah! Ah' Je ris encore des fonds chinois du PTB (un scoop!).

Les stalinistes ont du fric parce qu'ils rassemblent plus de monde que les trots et anars réunis et qu'ils savent faire payer leurs membres.

Ce qui me fait peur, c'est que maintenant... Alternative Libertaire est un journal qui a autant de crédibilité que Solidaire... Qu'est-ce qui se passe?

★Arnaud
arnaudleblanc@swing.be

UN PETIT BOUT D'EXPLICATION ADDITIONNELLE

COMMENT J'EN SUIS ARRIVÉE À SUPPOSER QUE LE PTB ÉTAIT AIDÉ PAR LA CHINE

ET POURQUOI CETTE QUESTION EST IMPORTANTE

CONSTAT :

Le PTB vit au-dessus de ses moyens déclarés.

⇒D'où sont venus les moyens pour les maisons qu'il a en propriété et d'où viennent ceux pour les maisons qu'il a en location ?

⇒D'où vient le matériel, d'imprimerie , photocopieuses, ordinateurs ainsi que le matériel mis en œuvre dans les maisons rénovées ? Par comparaison : seules les administrations préférées du gouvernement et les ASBL les mieux subsidiées ont des locaux du standing du PTB.

⇒Pour éditer l'hebdomadaire, animer les centres culturels, organiser les militants, le PTB a besoin d'un certain nombre de permanents. Qui les paie ?

Je sais que les membres du PTB versent au parti toute la partie de leur revenu qui dépasse un certain seuil, mais je ne pense pas qu'il y ait au PTB beaucoup de cadres supérieurs. Il y a bien des médecins qui travaillent dans les maisons médicales du PTB, mais que reste-t-il pour les autres activités une fois que le médecin a son revenu et que les frais de la maison médicales ont été couverts ?

QUESTION :

Et toi, as-tu des preuves relativement aux moyens du PTB ? Le PTB est-il démocratique en interne, c'est-à-dire, notamment, est-il transparent pour ses militants ?

EMBARRAS...

Je n'ai pas sucé complètement de mon pouce que le PTB reçoit ou a reçu des moyens d'un parti ou du parti chinois. Cela me vient d'une conversation avec quelqu'un du D14. Je l'identifiais comme du PTB parce qu'on était en train de discuter de l'image de "secte" du PTB et que je marchais sur des œufs, je ne savais pas comment (m')expliquer mon intuition. Tout à coup, j'ai eu l'idée de lui poser la question qui me taraude : "le PTB a quand même de bons moyens ; d'où viennent-ils ?" Il m'a sincèrement répondu que, pour ce qu'il en savait, il y a plusieurs années, le PTB recevait 1% de la valeur des transactions commerciales entre la chine et la Belgique. Pour le présent, il ne savait pas. C'est ce qu'il m'a dit, mais je ne sais plus avec qui j'ai eu cette conversation, tout ce que je sais c'est qu'elle a eu lieu avec quelqu'un du S22 vers D14 fin août ou début septembre.

POURQUOI CETTE QUESTION ME TARAUDE :

Pour qu'un mouvement de résistance ait de l'envergure, il est presque inévitable que certaines de ses composantes au moins aient des ressources extérieures au tour de chapeau parmi les militants. Mais il est très important de connaître l'origine de ces ressources, car elles déterminent la nature et le degré de l'engagement des composantes du mouvement qui en bénéficient et en dépendent.

Comme tu vois, si je ne suis pas d'accord avec Marx quand il dit que, pour arriver au communisme, il faut passer par la dictature du prolétariat, par contre je suis tout à fait d'accord avec son principe du "matérialisme" : c'est l'origine des revenus qu'on a qui détermine la volonté politique qu'on a.

Cela vaut aussi pour les organisations.

★Cécily

JE SUIS ÉTONNÉ !

Bonjour à toi !

Je suis surpris de ta réaction dans AL à propos de d14, il me semble que tu as pu voir et écouter ce qui c'est passé ; j'étais là aussi !

J'ai voté pour plus d'intervenants, pourtant je ne sens pas qu'il y ait eu prise de force de la part du PTB, le vote était là ... Alors, même si cela n'était pas ce que je souhaitais ... c'était démo, non?

Soit sur cette question, il fallait encore plus de camarades à la réunion, mais cela ?

Si tu ne te souviens pas qui je suis ; c'est l'artiste des salopettes !

Et pour ton information, il n'y a eu que deux personnes "d'Indymédia" qui sont venues pour m'aider à les réaliser.

La suite à Gand ne m'a pas fort intéressé, mais une autre lutte a été visible, puisqu'il fallait que nous commencions à Liège ...Nous l'avons fait! Dès lors pourquoi cracher dans la soupe ?

Je continue à lire tes articles avec intérêt dans AL, mais Zut ne déconstruit pas ce qui n'a pas encore eu le temps d'exister.

Artistiquement !

A plus...

★Jean-Paul Wuidard

VOTE = DEMOCRATIE ?

En ce qui concerne le vote du lundi, il a été retardé d'une heure et demi, par une heure et demi de discussion stérile et très énervante, jusqu'à ce que tous comprennent qu'il y aurait une grosse crise si la majorité ne votait pas dans un certain sens. Un vote peut être influencé, et donc malheureusement, le vote n'est pas une garantie de démocratie...

★Cécily

à titre perso...

J'aimerais saluer le courage dont Cécily a fait preuve en écrivant et en publiant ces articles dans AL. Elle n'a fait que décrire ce qu'elle a vu et ce qu'elle a vécu. Avec sincérité.

Comme elles, nombreux sont celles et ceux qui critiquent le PTB et se plaignent de ses attitudes autoritaires ou récupératrices. Mais ils le font toujours en privé, comme ces automobilistes qui engueulent les piétons la vitre fermée. Elle, a osé le faire ouvertement.

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que le PTB est avant tout un parti politique et qu'il suit donc une logique de parti. Au même titre que le PS, Ecolo, et tous les autres... Il n'y a rien à en attendre.

★Gun

L'ANARCHISME CHRÉTIEN SELON TOLSTOÏ

Dieu est mort : vive le Christ !

**Selon Tolstoï, comme selon certains théologiens de la Libération,
le vrai message chrétien est athée.**

Grands dieux! Qu'est-ce à dire?

Nous ne reconnaissons pas de dieu créateur extrinsèque du monde, origine de toutes les origines: Dieu, c'est l'esprit dans l'homme, c'est sa conscience, c'est la connaissance de la vie. Chaque homme reconnaît en lui-même un esprit libre... l'homme se reconnaît ainsi fils de Dieu, à l'exemple du Christ.

Depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, la vie humaine est une série ininterrompue d'actions; entre cent actions à sa portée, l'homme doit chaque jour choisir celle qu'il compte accomplir; par conséquent, l'homme ne peut manquer de s'astreindre à suivre une certaine ligne de conduite... Eh bien, cette ligne de conduite, on peut la trouver dans l'Evangile. Il n'y a donc pas de Dieu qui donne des ordres à suivre aveuglément: il n'y a de divin qu'un guide humain, Jésus, qui a révélé une doctrine sociale parfaite et rationnelle. Si on dit que Dieu s'est fait homme, et qu'il est mort, voilà ce que cela signifie: il a fusionné avec le monde et par-là il lui indique la voie de se sauver. Depuis lors, le monde peut devenir divin... si nous le voulons.

Le Pari

Selon Tolstoï, il faut fermer les tribunaux, car ils ne font que nuire à la

vie en société. Dans la société voulue par Jésus, on ne punit pas, on ne tient pas de comptes, on ne tranche pas les litiges. *Le droit est en opposition au postulat de la non-résistance au mal. Le Christ l'a déclaré. Ses paroles: « Ne jugez point, afin que vous en soyez point jugés » et « ne condamnez point et vous en serez point condamnés », ces paroles ne veulent pas seulement dire: ne jugez pas votre prochain en paroles, mais encore: ne le condamnez pas par le fait; ne jugez pas votre prochain d'après vos lois humaines, par vos tribunaux. Ici le Christ (...) rejette « l'administration de la justice comme telle ». Il dit: vous vous imaginez que vos lois diminuent le mal, elles ne font que l'agrandir; il n'y a qu'un seul et unique moyen pour empêcher le mal, c'est de faire du bien à tous, sans distinction. »*

En clair, il faut être contre la peine de mort, pour la libération immédiate des détenus à Lantin, pour donner aux voleurs tout ce qu'ils souhaitent, pour donner aux drogués leur substance à volonté et aux paresseux leur revenu vital sans contrepartie. Si on cesse de réprimer, il deviendra inutile de réprimer.

Les tribunaux et la force publique, en défendant la propriété, permettent l'accumulation démesurée, et corrélativement sèment la misère. Ils

créent les voleurs. Ils sèment la colère. Alors ils estiment que le vol et la colère sont à juger, à punir et à réprimer. Mais ils en sèment davantage. C'est un cercle vicieux. En provoquant, en combattant et en vainquant ses ennemis, l'Etat exploite leur capitulation sans conditions et se donne la puissance d'augmenter la misère, donc la colère... La force publique, c'est une troupe de bons à tout faire sans scrupules, au service de la spirale étatique. C'est pourquoi, s'il faut fermer les tribunaux, il faut également disperser la force publique.

Jetez-vous à l'eau, et vous marcherez dessus; changez votre filet de côté, et vous aurez tout le poisson nécessaire pour nourrir les paresseux, avec les pains multipliés par dessus le marché (des fois qu'il y aurait des végétariens parmi eux); abolissez les instances de répression et d'obéissance aux lois, et il ne sera plus nécessaire de châtier ni de contraindre personne. C'est le pari de Jésus et de Tolstoï, et, ma foi, les fluctuations de l'insécurité et de la violence dans le monde ne leur donnent pas franchement tort.

En guise d'homélie

Rendre le bien pour le mal, ne pas se défendre: ce terrible principe ne vaut qu'à l'égard des opprimés; pas à l'égard des oppresseurs. Il est odieux pour avoir

été interprété et récupéré, dans l'Évangile même, dans un sens de non-résistance aux puissants. Luther ne s'est pas privé de jouer de cette corde-là.

Malheureusement, il n'est pas seulement inapplicable à l'égard des oppresseurs: il est inapplicable tant qu'existent des oppresseurs. Tant qu'existent des oppresseurs, toute attitude de non-résistance à l'égard des opprimés paraît assez suicidaire. Par exemple, dans un État constellé d'exclus, celui qui possède trop peu va craindre que ceux qui possèdent encore moins ne lui prennent le peu qui lui reste. Le dispositif sécuritaire de l'État lui est un abri auquel il doit de ne pas tomber aussi bas que ses prochains trop proches. Malgré lui, il est dans le mal, il s'y roule comme dans la fange, et comment s'en sortir?

Le monde que la foi considère comme possible, sans doute ne faut-il pas espérer y parvenir en le construisant de bas en haut, comme ont tenté de le faire les prêtres-ouvriers. Ils ne sont pas si souvent aimés des damnés de la terre: ils leur sont un exemple d'oppression consentie, d'ascèse dont les damnés de la terre ne veulent pas. Les pauvres parmi les pauvres siégeront quand même bien au paradis, aux côtés des terroristes et des kamikazes, à la place réservée aux âmes pures fourvoyées, c'est-à-dire à ceux qui ne se sont jamais habitués au mal mais qui se sont engagés dans des stratégies calamiteuses.

Les anars ne suivraient-ils pas les prêtres-ouvriers en rendant à César ce qui appartient à César, en cultivant des choux et en se désintéressant des lieux où l'accumulation s'est réalisée? Si on veut aller de l'avant vers le monde que la foi tient pour possible, on ne peut que travailler de haut en bas, en commençant par attaquer le pouvoir, par le contraindre à faire redescendre vers la société les bienfaits qu'il lui confisque, avant sa dissolution dans la société d'égalité. La dissolution du pouvoir, c'est quand chacun a de quoi vivre même sans travailler, et donc ne travaille plus que par goût: goût du confort ou goût de l'activité elle-même. Mais défaire l'accumulation implique de confondre par moments nos objectifs avec ceux d'ATTAC, obligeant ainsi ATTAC à prendre les siens au sérieux et à ne pas verser dans le folklore subventionné. Car ces objectifs seuls peuvent donner aux militants quelque chose à offrir au monde.

★Cécily

—

REGARD SUR LE CHRISTIANISME

Durant l'Antiquité, Dionysos fut le dieu des réprouvés, des petits, des obscurs.

Quand ils se révoltaient, ou succombaient à des crises collectives d'improductivité avinée, ils disaient que le dieu les possédait, et les dieux

"Il est impossible de reconnaître une autorité divine à des textes encombrés de variantes, d'interpolations, d'erreurs chronologiques, de contradictions, de références à d'autres textes de même valeur ou de sens distordu. Il est impossible de se fier à des récits qui ne sont pas contemporains des faits racontés et qui se

ultérieurement de témoins aristocratiques se trouvaient bien obligés de recevoir Dionysos dans leur Olympe, pour entamer avec lui la négociation d'un pacte social^[1].

Puis, Alexandre le Grand fit un tabac en se prétendant Dionysos en personne et en fondant un empire aux classes prétendument réconciliées. Mais le grand art de l'imposture ne se transmet pas à ses moins grands successeurs. Au début de notre ère, nombreux étaient les groupes sociaux, politiques, religieux qui se moquaient de leur empereur, déguisé en Apollon ou en Dionysos avec autant de goût que nos membres du gouvernement se déguisent en socialistes ou en écologistes. On ne rendait à ces empereurs leur culte obligatoire que du bout des lèvres, voire pas du tout. La religion du peuple était à présent une forme archaïque du christianisme.

Qu'était ce christianisme archaïque?

On pense que, du I^{er} au IV^{ème} siècle de notre ère, pullulaient les Evangiles, livres de référence de communautés sociales, souvent écrits en Grec, parce que le Grec était la langue des mages, des mystères et des religions. C'étaient des livres de spiritualité, dans le même style que « Le Prophète » de Kahlil Gibran, qui attribuaient à quelque « Maître de justice », à un Messie, à un

Kristos à la fois dieu et humain, des paroles sociales, morales, politiques. Les noms des Messies et des Maîtres de justice variaient d'un livre à l'autre. Il y était souvent question de l'effondrement de l'empire du mal et de l'avènement d'un monde juste, conforme à Dieu. Ce serait une société caractérisée par la gestion communautaire et égalitaire des biens, où la répression et les châtements seraient remplacés par l'entraide et la réparation.

Ces réseaux chrétiens s'unifièrent et se coordonnèrent plus ou moins et harcelèrent si bien le pouvoir impérial, qu'au IV^{ème} siècle, Constantin s'inclina et adopta cette religion. Dans le but de donner une constitution nouvelle à l'empire, qui soit inspirée le plus directement possible des préceptes du « vrai Dieu » populaire, il fit sélectionner et compiler les textes des Evangiles canoniques par des dignitaires religieux qui acceptaient de collaborer; et ces savants retinrent les quatre que nous connaissons. C'est à cette occasion que, d'un Evangile attribué à un « Nazoréen » et d'un autre intitulé « Paroles de Jésus », ainsi que pour complaire à un vaste courant réuni autour d'un « Galiléen », naquit le personnage de Jésus de Nazareth, en Galilée... s'il faut en croire Raoul Vaneigem^[2]. Il y a des leaders charismatiques qui ont été crucifiés à l'époque où on situe Jésus, accusés d'activités subversives contre l'Empire, et contre le Temple de Jérusalem qui collaborait avec l'Empire romain. Mais aucun ne s'appelait Jésus. Vaneigem suppose aussi que les lettres de Paul ont été « inventées » par Marcion; autrement dit que c'est l'armateur et grand voyageur Marcion (100-165) qui les a mises en circulation, et qu'avant cela, les historiens ne parlent pas plus de Paul que les historiens de l'époque de Jésus n'ont parlé de Jésus. « Inventer » signifie « trouver » en Latin.

Et les savants du IV^{ème} siècle déclarèrent que ces quatre Evangiles avaient été écrits par les témoins à peu près directs de Jésus, retouchèrent un peu les lettres de Paul-Marcion et dirent apocryphes tous les Evangiles non pas ultérieurs, mais antérieurs.

Actuellement, les historiens de la religion chrétienne prétendent qu'il y a eu d'abord les quatre Evangiles, puis

Paul, puis un courant « gnostique » qui a engendré des Evangiles apocryphes à la pelle. Mais le message de Dieu, très tôt écrit par les quatre Evangélistes, a traversé ce fatras et a été légué pur à l'Eglise institutionnalisée.

Cependant, il faut peut-être voir autrement l'ordre chronologique et logique entre les choses. Au début, le christianisme était gnostique et éparpillé entre des tas de communautés qui avaient toutes un Christ différent. *Au dire des gens, quel est le Fils de l'Homme? (...) Pour les uns, Jean Le Baptiste; pour d'autres, Elie; pour d'autres encore, Jérémie ou quelqu'un des prophètes.* (Mt 16, 13) Puis une Eglise est née, proche du pouvoir impérial. Cette Eglise a sélectionné les éléments promus à la dignité de religion « catholique » (universelle), et a déclaré « hérétique » (née du caprice individuel) ce qui ne cadrait pas avec son noyau dur. Elle aurait transformé l'Angelos-Christos des communautés chrétiennes en un personnage apparemment historique: Jésus de Nazareth, fils de Marie et de Joseph, né en Galilée.

Du coup, il apparaît que le pacifisme de Jésus à l'égard des Romains et des puissants, ses allusions à un autre monde non terrestre, n'étaient peut-être pas dans la doctrine chrétienne archaïque, qui devait être beaucoup plus révolutionnaire. Selon l'ancienne doctrine, cette génération-ci, déjà, verrait le royaume de Dieu; et c'est encore écrit dans la parabole du Figueur, dans trois des quatre Evangiles canoniques: *cette génération ne passera pas avant que tout cela ne soit arrivé.* Quant à la fameuse tirade sur les deniers de César (Mc 12, 13-17; Lc 20, 20-26; Mt 22, 15-22), elle ne signifie pas qu'il faut payer tous ses impôts à l'Empire et se laisser mourir de faim: elle signifie qu'il faut renoncer à une économie monétaire qui permet l'accumulation... Même nuancé pour s'accorder avec l'ennemi d'hier, le message évangélique demeure, par endroits, un message de révolution, un message anarchiste. Sa portée n'a pas été assez déformée par les compilateurs du IV^{ème} siècle pour devenir inaudible par les fidèles. Les compilateurs n'avaient peut-être pas le choix, dans l'état de révolte endémique où se trouvait l'empire romain, que de respecter la tradition écrite des communautés chrétiennes de base.

Une fois ces choses très démocratiques écrites dans le livre sacré, elles ressemblent

^[1] Henri Jeammaire, « Dionysos », éditions Payot

^[2] « la résistance au christianisme », Fayard 1993

périodiquement quelques problèmes au pouvoir. Une grande partie des hérésies du Moyen-Age furent des doctrines anarchistes justifiées par des passages des Evangiles. Pour la raison que les Evangiles suscitaient un peu trop d'attitudes irrespectueuses ou même révolutionnaire chez des gens simples et laborieux à l'encontre des accumulateurs et des puissants, leur traduction en langue vulgaire fut interdite par Rome. Mais il se répandait des Bibles traduites, en moins de temps qu'il n'en fallait aux autorités pour les saisir et les brûler. Les Vaudois, dont beaucoup finirent dans les gèôles et les flammes de l'Inquisition, se reconnaissaient à leur bonne connaissance des textes sacrés, anormales chez des paysans et des artisans. Leur crime: ils se réunissaient secrètement et lisaient ces Evangiles en langue vulgaire; d'où résultait qu'ils n'écoutaient pas les prêtres, dont ils trouvaient les sermons stupides et impies; qu'ils leur tenaient tête; qu'ils ne respectaient pas leur chef, le pape de Rome; qu'ils oeuvraient pour un monde d'égalité où la richesse serait partagée et la prospérité pour tous. Ils se disaient, non sans raison, plus fidèles que l'Eglise au message du Christ^{10[3]}.

Tolstoï était d'avis que le message chrétien est anarchiste. Il est un précurseur de certains concepts qu'on retrouve dans la théologie de la Libération. Celle-ci, condamnée dans les années 80 par l'Eglise catholique, est la dernière en date d'une longue lignée d'hérésies qui ont toujours débuté de la même façon: par une lecture des Evangiles^{11[4]}.

EXHORTATION À LA PAIX

En 1525, une armée de paysans révoltés prit le contrôle d'un vaste territoire, situé dans l'Allemagne actuelle et d'une superficie de plusieurs fois la Belgique. Ils avaient pour stratégie de démolir et de raser les châteaux, et pour coordinateur (ou sous-

commandant) le prêtre Thomas Munzer.

Et puis, au décours de l'histoire, Muntzer et les paysans offrirent de conclure la paix en douze articles.

Peut-être ont ils commis là une gaffe historique. En tout cas, il faudra attendre les Bolcheviks pour essayer l'autre stratégie.

Les articles de Muntzer prévoient que tout travail pour le seigneur mériterait rémunération, que le servage serait aboli, que des terres et du gibier resteraient communs, que le loyer des fermages serait raisonnable, et enfin que les gens du pays ne payeraient la dîme qu'aux curés reconnus par eux, curés chargés d'enseigner la Bible sans y ajouter de prescriptions humaines.

Dans l'esprit de Munzer et de beaucoup de paysans, ces douze articles reviennent à soumettre les seigneurs comme les travailleurs à la loi divine, avec pour effet que nul ne serait plus séparé de la grâce par l'oppression.

Certains seigneurs locaux ne sont pas loin de faire amende honorable et d'accepter les douze articles pour sauver leur château. Quelques uns sont accueillis dans l'armée des paysans et pensent ainsi conserver une place dans le nouveau régime. Pour d'autres, ainsi que pour ceux dont les domaines sont en dehors du territoire de la révolte, les négociations ne servent qu'à leur donner le temps de réunir leur armée.

Le chancelier Leonhard von Eck piaffe.

Il écrit aux ducs de Bavière:

12 février - Je ne peux rien écrire à Vos Grâces princières, sinon que les paysans se multiplient et qu'on s'attend à ce que jeudi (16/2) près de dix mille paysans en armes seront rassemblés. Ceux de la noblesse dont les paysans sont les sujets se conduisent comme de vieilles femmes et semblent presque morts. (...) Je crains que les paysans ne nous attaquent s'ils voient le grand découragement de leurs maîtres. J'ai exprimé l'opinion qu'on devrait viser leur capitaine, qu'on aurait pu enlever avec dix chevaux, et le jeter en prison. Mais mon conseil a presque fait pleurer ces braves dévots. C'est pourquoi Vos Grâces Princières voudront bien ne pas tarder avec leurs cavaliers; j'espère que cela ne durera pas trop longtemps.

15 février - S'il arrive cependant que l'affaire se déclenche, il ne faudrait pas agir autrement que si le Turc était dans le pays (...) Si Vos Grâces Princières avaient de l'argent et des réserves de

matériel de reste, ce serait une joyeuse guerre, mais si elle commence, il importe d'avoir des mercenaires et cela coûte beaucoup d'argent.

22 février - Moi aussi, je voudrais que Fugger éprouve de l'amour fraternel pour moi et partage ses biens.

2 mars - Il y a une grande division dans les villes. Les luthériens qui sont pauvres donnent raison aux paysans. Les non-luthériens et les luthériens qui sont riches donnent tort aux paysans.

7 mars - Par l'amour de Dieu, que Vos Grâces Princières regardent du côté des pâysans. « Le gibier et les poissons sont libres et ne rien donner à personne. » Ce diable ne saura être chassé sans le bourreau si Vos Grâces Princières veulent bien m'en croire. Il faudra bien en passer par là.

9 mars - L'amour fraternel des paysans m'est tout à fait étranger. Je n'ai pas partagé volontiers avec les frères et soeurs par le sang - qu'en serait-il alors avec des étrangers et des paysans!

(...) 13 avril - Je n'ai vraiment rien observé de plus effrayant que ce découragement nouï de toutes les autorités. Lorsqu'on s'est un peu défendu les paysans n'ont rien conquis. (...) C'est pourquoi dans cette affaire la bataille la plus grande, c'est d'amener les autorités à faire preuve d'un courage plus viril. Alors il en sera fini de la paysannerie.

30 avril - Il faut punir et punir durement. Ce fléau et cette défection des sujets ne seront pas matés par des paroles sucrées.

(...) 7 juin - Vos Grâces Princières ne doivent pas hésiter et considérer seulement que le Turc est là, qu'il faut se défendre ou s'attendre à mourir ou être chassé.

Dans ce conflit, on demande l'arbitrage du célèbre Luther.

Luther publie un document d'une dizaine de pages: *Exhortation à la paix*, en réponse aux douze articles. Aux seigneurs, ils dit qu'ils ont bien cherché

10[3]

"Si
quel
qu'u
n te
frap
pe
sur
une
joue
,

iginal

la révolte par leurs iniquités, en dissipant dans le luxe le nécessaire extorqué aux paysans.

Il leur dit que tous les articles, tant ceux qui concernent l'enseignement de l'Évangile que ceux qui concernent l'état matériel des paysans, sont *justes*. Car l'autorité n'est point instituée pour son propre intérêt ni pour faire servir les sujets à l'assouvissement de ses caprices (...) mais bien pour l'intérêt du peuple.

Aux paysans, il consacre un texte deux fois plus long qu'aux seigneurs et accablant. Ils leur dit que ce n'est pas en vertu de Dieu qu'ils revendiquent les douze articles, mais pour satisfaire leur propre nature.

S'ils se révoltent, ils seront éloignés de Dieu, on veut dire damnés, car *quelques justes que puissent être vos demandes, il ne convient pas au chrétien de combattre ni d'employer la violence: nous devons souffrir l'injustice, telle est notre loi. (...) les demandes que vous avez adressées ne sont pas contraires au droit naturel et à l'équité par leur teneur même, mais par la violence avec laquelle vous les voulez arracher à l'autorité.*

En outre, les paysans veulent se faire justice à eux-mêmes, et nul n'est valablement juge et partie (sauf les seigneurs.)

En cas de succès de l'usage de la force, ce vice de forme conduirait les paysans à dépasser irrésistiblement (à leur tour) les limites des douze articles. N'y a-t-il pas déjà des bandes parmi eux qui pillent et tuent sans mot d'ordre ?

C'est le problème de l'autorégulation du pouvoir.

Une des *vieilles femmes* qui font frémir le guerrier Eck, n'est autre que le prince-électeur Frédéric le Sage.

Il écrit: *Ainsi, c'est une si grande affaire qu'il faut user de violence. Peut-être a-t-on donné aux pauvres gens des raisons de faire une pareille rébellion, en particulier en interdisant la parole de Dieu. Ainsi, les pauvres sont opprimés de beaucoup de façons par nous autres, autorités séculières et ecclésiastiques, que Dieu détourne sa colère de nos têtes. Si Dieu le veut, il en ira donc ainsi que l'homme du peuple gouvernera. (...) Prions Dieu pour le pardon de nos péchés et confions-nous à lui.*

Le prince-électeur a des raisons de se confier à Dieu: il est âgé et malade. Il meurt peu après. Son successeur Jean de Saxe se demande s'il doit céder aux paysans. *Si le Seigneur veut que je reste prince, que sa volonté soit faite, mais je puis être aussi un autre homme.*

Quelqu'un veille: Luther. Il rapporte: *En 1525, l'Électeur Jean de Saxe me demanda s'il devait accorder aux paysans les douze articles. Je le détournai entièrement d'en approuver un seul.* Ils étaient pourtant tous *justes*.

Alors une grande armée des seigneurs se trouve enfin réunie face à celle des paysans. Ce voyant, les seigneurs qui avaient parié sur les paysans repassent tous chez les leurs.

Tous, sauf un: Florian Geyer.

Münzer fut exécuté quelques jours après la défaite.

★Cécily

**LE PROTESTANTISME, LE
TOMBEAU DE LA
CONSCIENCE,
DU SENTIMENT, DU CŒUR"
(AUGUSTE BLANQUI)**

Bref, Luther renvoi les paysans à l'oppression, et prie gentiment les seigneurs de ne pas se comporter avec l'irrésistible démesure qui résulte de la position de juge et partie dans laquelle ils se trouvent cependant.

**"LA CATHOLICISME EST LE
TOMBEAU DE
L'INTELLIGENCE, DE LA
PENSÉE, DU CERVEAU ;**

L'ISLAMISME :

IDÉOLOGIE POLITIQUE ET MOUVEMENT

Depuis l'invasion de l'Egypte par les armées de Napoléon en 1798, qui a marqué les débuts de l'implication moderne de l'Ouest dans le monde arabe, le nationalisme arabo-islamique a assumé trois fonctions successives, avec un certain degré de recouvrement: le nationalisme libéral, le socialisme arabe, et l'islamisme (1).

Le **nationalisme libéral** en tant que mouvement politique a été représenté par le régime étatiste, de développement national de Mohamed Ali en Egypte, caractérisé par son but de dépassement du "féodalisme oriental" et son projet (qui finit par échouer) de modernisation, et de développement du capitalisme. Du point de vue idéologique, ce nationalisme libéral recherchait, dans les écrits de Jamal al-Din al-Afghani, à unir la nation musulmane, la huma, à résister à l'impérialisme occidental en réconciliant l'islam et le rationalisme moderne, grâce auquel une nation musulmane puissante pouvait être forgée; une vision élaborée par Mohammed Abdhuh qui croyait que la raison et la révélation(islamique), l'islam et la science moderne, pouvaient être réconciliés, bien que cette réconciliation nécessitât le démantèlement des institutions sociales, économiques et politiques traditionnelles du monde musulman, qui représentaient, dans son esprit, des perversions de l'islam. (Il est intéressant de noter que les disciples d'Abdhuh, comme Qasim Amin, défendaient l'émancipation des femmes, avec l'idée que la Chari fournissait une base pour l'égalité des femmes, qu'il considérait cruciale pour le progrès de la société humaine.) Ce qui est remarquable dans ces idéologies et dans leurs projets politiques est le fait qu'elles étaient intimement intégrées au processus de capitalisation qui s'était répandu de l'Europe vers le monde islamique; qu'elles étaient inséparables du projet de la révolution bourgeoise, de l'anti-féodalisme et du développement économique national, qui constituaient les signes distinctifs du capitalisme ascendant. La dernière manifestation de ce nationalisme libéral dans le monde islamique est peut-être le mouvement politique du Wafd en Egypte, et son leader Sa'd Zaghlul. Héritiers de Abdhuh, Zaghlul et le Wafd cherchaient également à créer les conditions d'un état moderne, démocratique et bourgeois en Egypte. Mais, alors que Mohammed Ali au début du 19ème siècle était prêt à défier directement l'impérialisme occidental, qui s'était mobilisé pour le défaire, le Wafd dans les années 30 a fait

des compromis avec l'impérialisme britannique. Ces compromis démontrèrent que le projet de capitalisation et d'industrialisation dans des sociétés à prédominance agraire, comme celles du monde islamique, allaient rompre avec le libéralisme des nationalistes arabo-islamiques de la phase ascendante du capitalisme.

Les précurseurs du socialisme arabe étaient les mouvements politiques qui, dans les années '30, prenaient pour modèle le fascisme italien ou le nazisme germanique. Des mouvements tels que les Green shirts of Young Egypt ou le parti populaire syrien de Antun Sa'asa étaient déterminés à rompre avec la domination impérialiste de l'Angleterre et de la France au Moyen Orient, et à s'embarquer dans un projet étatique de promotion de l'industrialisation capitaliste.

L'échec de l'impérialisme allemand à dépasser son rival anglo-saxon, a conduit les nationalistes comme Michel Aflak et son parti Baath en Syrie et en Irak et Gamal Abdel Nasser et les Officiers libres en Egypte à adopter le "socialisme" comme route vers l'industrialisation et la modernité, et à s'aligner sur la Russie stalinienne dans son conflit avec l'Ouest. Tous ces mouvements étaient résolument laïques dans leur idéologie, avec souvent des chrétiens, comme Saada et Aflak à leur tête. La nation arabe, et non la huma musulmane, fournissait la base sociale que ces mouvements cherchaient à mobiliser dans les intérêts du modèle de développement étatiste qu'ils représentaient. Le socialisme arabe de Nasser, et son alliance avec la Russie, illustraient ce projet futile. Il n'a abouti ni au développement économique national, ni à l'élimination de l'impérialisme occidental du monde arabo-islamique. Le transfert de l'Egypte du camp soviétique dans le camp de l'impérialisme américain sous Sadate, le traité de paix avec Israël et la subordination du Caire à la banque mondiale, le FMI et d'autres institutions d'hégémonie mondiale américaine, ont marqué l'échec du socialisme arabe à accomplir ce que Mohammed Ali avait

échoué à accomplir plus d'un siècle auparavant. Dans le vide créé par la faillite du socialisme arabe, s'est engouffré un nouveau mouvement politique et une nouvelle idéologie: l'islamisme.

Les précurseurs de l'islamisme contemporain étaient les frères musulmans de Hassan el-Banna en Egypte (fondé en 1928), qui, à la différence des nationalistes libéraux qui cherchaient à réconcilier l'islam et la modernité ou les socialistes arabes résolument laïques, étaient déterminés à rejeter la modernité et à restaurer la règle de la vertu islamique. Et pourtant l'islamisme arriva au pouvoir non grâce aux frères musulmans sunnites (mouvement décapité une première fois par le régime Wafdiste, et les Anglais, et ensuite par les nassériens), mais par le pouvoir de l'ayatollah Khomeyni en Iran. Alors que Khomeyni cherchait à rallier la Shia du monde musulman à sa cause, le fait que la Shia était une minorité, haïe par la (majorité) du monde sunnite de l'islam, a limité sérieusement le succès de Khomeyni et des iraniens. De nouvelles versions, sunnites, de l'islamisme se révélèrent plus aptes à mobiliser les masses d musulmans à la fois dans le monde arabe et en Asie centrale et du sud: le Groupe armé islamique en Algérie, la Jihad islamique et Al-Gama al-Islamiyya en Egypte, le Hamas en Palestine, les Talibans en Afghanistan, et le réseau al-Qaeda d'Oslama ben Laden.

Alors que l'islamisme semble être une idéologie et un mouvement politique fondamentalement opposé à la modernité, et qui cherche à revigorer les croyances et les institutions traditionnelles islamiques, il est en fait le produit de la destruction du monde pré-capitaliste arabo-islamique et son idéologie ainsi que son projet politique sont irrémédiablement marqués de l'empreinte de la modernité et du capitalisme. (Dans cette perspective, l'islamisme a beaucoup de points communs avec le nazisme, avec son recours idéologique à la communauté pré-capitaliste, et la religion aryenne, même s'il incarne les réalités les plus

brutales du capitalisme et de l'impérialisme dans ses relations sociales et son projet politique.)

La connexion étroite entre l'islamisme et le capitalisme apparaît dans les deux dimensions de l'islamisme en tant qu'idéologie et projet politique. Malgré ses appels à la tradition islamique; l'islamisme constitue une forme de proto-état ou de racisme étatique. Nous ne parlons pas ici du racisme dans le sens ordinaire du terme où il s'agit d'une question de couleur (noirs, blancs, etc.), mais plutôt comme toute idéologie basée sur une séparation, une coupure, dans l'entreprise sociale basée sur la naissance, la biologie, la génétique, sur les qualités de l'être même de quelqu'un, opposé à la coupure de l'entreprise sociale basée sur les croyances, les visions du monde ou, comme dans le marxisme, les relations sociales de production (les classes), qui constituent l'antithèse de la biologisation des coupures dans l'entreprise sociale de l'humanité sur lesquelles est basé l'islamisme. La vision misogyne de la femme en tant qu'être biologiquement inférieur, qui fait partie intégrante de l'idéologie des talibans et de al Qaeda (et qui n'a aucune base dans l'islamisme traditionnel), le badge jaune que le régime taliban impose à la minorité hindoue en Afghanistan, la reconceptualisation de la huma sur des bases génético-biologiques, opposé à la communauté basée sur les croyances, qui fait partie intégrante de la vision du monde de ben Laden et de l'Islamisme, tout cela atteste du fait que la racialisation de l'Islam est au cœur de cette idéologie. Le racisme étatique et la biologisation des relations sociales font partie intégrante de l'obsession de "purification" qui anime l'islamisme, non pas la purification de l'âme individuelle, mais la purification de l'entreprise sociale elle-même. Les discours de purification qui caractérisent l'islamisme sont eux-mêmes l'antichambre de la purification ethnique et du génocide. Le destin des hindous en Afghanistan des talibans (une minorité de quelques centaines) ou les Hazaras chiites face à la purification ethnique préfigurent la catastrophe qui attendrait les coptes en Egypte (une minorité de 6 millions) si le Jihad islamique en arrivait à prendre le pouvoir. Le racisme étatique, et la biologisation des relations sociales, sont des caractéristiques d'une des dimensions de la modernité capitaliste, son côté sombre, représenté par Auschwitz, Babi Yar, Dresde et Hiroshima, tous des purs produits de la

civilisation capitaliste développée, et inséparables de celle-ci.

Le régime de Khomeyni en Iran, après le renversement du Shah a développé l'industrie pétrolière, liée étroitement à l'économie capitaliste mondiale, et nécessitant un régime brutal d'exploitation du prolétariat, et a développé les industries et les instituts scientifiques pour la production d'armements de destruction de masse, afin de s'élever à un statut de puissance impérialiste régionale majeure. Les Ayatollahs ont pris le chemin du développement du capitalisme scientifique, technologique, économique et militaire qui, en dépit de leur volonté affirmée de pureté islamique, va achever la destruction du monde traditionnel islamique du passé iranien. Les mêmes impératifs sont à l'œuvre dans la branche sunnite de l'islamisme représenté par al-Qaeda, même s'il ne s'agit que d'un proto-Etat. Le projet de Ben Laden d'élimination de l'impérialisme occidental du sol de la nation musulmane semble comporte deux buts à court terme: utiliser le régime des Talibans en Afghanistan comme tête de pont pour déstabiliser et renverser le régime laïque du Pakistan, assumer le pouvoir d'Etat au Pakistan, et, avec celui-ci, la capacité nucléaire sur laquelle peut se projeter le pouvoir "islamique"; renverser le régime saoudien, dépendant des Etats-Unis, et par là même contrôler la plus grande partie de l'offre mondiale de pétrole (2). La question qui se pose n'est pas la probabilité de succès d'un tel projet (qui est probablement minimale), mais plutôt sa nature capitaliste ou son contenu de classe. Une capacité nucléaire (une bombe islamique), et un contrôle du pétrole, nécessitent la technologie capitaliste, la science, et les relations sociales, que les islamistes critiquent verbalement, mais qui sont inséparables de l'islamisme en tant que mouvement et projet politiques.

Pour analyser le phénomène politique que constitue l'islamisme, il est nécessaire de se centrer sur trois éléments distincts, mais intimement liés: les conditions socio-économiques qui ont fait le lit dans lequel une telle idéologie et un tel mouvement politique ont pu prendre place et gagner un support populaire; les classes sociales et les couches qui véhiculent cette idéologie et le cadre et la direction de ce mouvement; le contenu de classe de ce phénomène socio-politique. Les conditions socio-économiques qui ont nourri l'islamisme sont l'appauvrissement et le désespoir des

masses arrachées à une existence pré-capitaliste d village ou artisanale par le développement du capitalisme, même si ce dernier est incapable de fournir un emploi pour les couches nouvellement urbanisées et rapidement croissantes, qui sont condamnées à habiter les bidonvilles autour de la métropole capitaliste une masse de gens dépourvus d'éducation et qui n'ont pour toute perspective de vie que le chômage quasi permanent et la marginalisation. C'est le destin réservé par le capitalisme au Tiers-Monde en général, et au monde arabo-islamique en particulier, et il fournit les conditions socio-économiques pour l'extension de l'islamisme. Les classes et couches qui fournissent les cadres et les leaders des mouvements islamistes sont la petite-bourgeoisie et l'intelligentsia.

Ce n'est pas une coïncidence si l'idéologue et l'organisateur de Al Qaeda (le lieutenant en chef de Ben Laden) était un chirurgien réputé, l'enfant d'une famille dirigeante de l'intelligentsia égyptienne. Alors que le soutien populaire de l'islamisme vient des très pauvres, les cadres et les dirigeants de ce mouvement sont très éduqués, des produits du monde laïque de la médecine et des ingénieurs, par exemple (3). Et pourtant la provenance de classe des cadres d'un mouvement politique n'en détermine pas le contenu de classe.

L'élément le plus crucial d'une analyse de l'islamisme, comme nous l'avons expliqué plus haut est capitaliste dans sa nature de classe; une expression ou une manifestation du capitalisme dans ses conditions historiques et culturelles déterminées: le monde arabo-islamique à l'époque du capital mondialisé et de l'hégémonie américaine. L'islamisme est une réaction brutale et violente à cette hégémonie, qui ne contient que les destructions de masse et l'oppression brutale pour les populations de ce monde, une issue qui ne peut être contrecarrée que par la lutte de classe capable de renverser les relations sociales capitalistes qui l'ont générée et dont l'islamisme est une manifestation locale actuelle.

★Mac Intosh

(Internationalist Perspectives, New York)
Traduction Jacqueline (Perspectives Internationalistes, Bruxelles)
Cercle
social@cerclesocial@altern.org

(1) Ces trois formes de nations arabo-islamiques sont liées intégralement à la trajectoire du capitalisme, qui soumet le monde aux impératifs de la production de valeur: le nationalisme libéral à la phase ascendante du capitalisme; le socialisme arabe à la phase fordiste de production capitaliste, et l'Islam à l'impact du post-fordisme et à la mondialisation qui règne maintenant en maître.

Une question intéressante de poursuivre malgré ou peut-être à cause de l'opposition des Gauches Communistes au nationalisme est la suivante: un nationalisme des classes exploitées a-t-il jamais été possible; un nationalisme non lié intégralement au projet du capitalisme a-t-il jamais été possible? Par exemple, comment peut-on analyser la rébellion indienne de 1857, la guerre déclenchée par Chamil et les Tchétchènes contre la Russie tsariste au 19^{ème} siècle, pour ne prendre que ces deux exemples? Ces mouvements étaient-ils des manifestations des classes exploitées? Ne se situaient-ils pas en

dehors des ambitions du capital? Étaient-ils "progressifs" ou réactionnaires? Marx lui-même semble avoir changé d'avis à la fin de sa vie, dans sa correspondance avec Vera Zasulich. C'est une question qu'il est intéressant d'examiner, même si elle ne change pas le fait que les formes successives du nationalisme arabo-islamiste moderne que nous discutons ici sont toutes des manifestations du capital. (2) C'est aussi le cas avec les États de la frontière du Nord de l'Afghanistan, le Turkménistan, L'Ouzbékistan et le Tadjikistan, qui sont tous situés

près de la mer Caspienne riche en pétrole, et qu'ont tous leurs propres mouvements islamistes avec des connections étroites avec al-Qaeda.

(3) Il n'est pas surprenant que le leader de l'islamisme en Jordanie, Laith Shubaylat, est l'ancien dirigeant du syndicat des ingénieurs. Ce sont les classes et les couches dans lesquelles les cadres et les dirigeants des mouvements nationalistes sont typiquement recrutés lorsque ces mouvements étaient libéraux, lorsqu'ils étaient laïques et maintenant qu'ils sont islamistes.

BOUDDHISME :

MENSONGES A PROPOS D'UN TIBET MYTHIQUE

L'envers du décor : un peuple plongé dans le servage et les superstitions.

En Occident, le bouddhisme a le vent en poupe. Avec son film *Sept ans au Tibet*, le cinéaste Jean-Jacques ANNAUD nous a fourni une vision idyllique du bouddhisme. 70 millions de dollars, un acteur fétiche (Brad Pitt), tout fut mis en œuvre pour imposer au public une image tronquée de l'histoire du Tibet des années 1943 à 1951.

Un paradis sur terre ?

Le film relate l'éducation du jeune dalaï-lama par un professeur autrichien, Heinrich Harrer, membre du parti nazi depuis 1938 et ami personnel d'Hitler.

Le dalaï-lama est un Jean-Paul II comme les autres.

Philippe VAL (Charlie Hebdo)

Quand Heinrich Harrer arrive au Tibet en 1943, il est accueilli par une famille aristocratique tibétaine, dans une

magnifique demeure. Heinrich Harrer s'amuse avec des moines en patin à glace et déguste le thé avec des notables. Un véritable Paradis !

Mais la réalité est tout autre. Le Tibet vivait sous un régime féodal, encore plus arriéré que celui des pays occidentaux au Moyen-Âge.

Deux classes se partageaient le pouvoir et les richesses : les nobles et le clergé bouddhiste, qui vivaient au crochet du peuple, réduit en servitude.

Le gouvernement du dalaï-lama, chef politique et spirituel, possédait 38% des terres cultivables. Les monastères (37% des terres) exploitaient aussi de nombreux serfs : 20.000 encore en 1954 ! Ceux-ci vivaient dans la misère la plus noire, enchaînés à la terre de leur maître. Tout enfant de serf devenait, dès sa naissance, propriété du seigneur ou du monastère. Souvent incapables de payer le fermage et les taxes, les serfs s'endettaient. 90% d'entre eux l'étaient encore en 1951, parfois depuis trois générations !

Le pays ne comptait que quelques médecins, au service des aristocrates. Pour le peuple, la «médecine» se résumait aux prières des lamas, à

l'exorcisme et aux «vertus soignantes» de tout ce qui avait été en contact avec l'auguste dalaï-lama. Les excréments de ce dernier étaient recueillis sur un plateau doré pour confectionner des «médicaments». Conséquences : le taux de mortalité infantile variait de 40 à 75% selon les castes.

Un océan de sagesse et de paix ?

Tsewang Y. Pemba, réfugié tibétain en Inde, écrit : «*La différence entre riches et pauvres était telle qu'on aurait dit qu'il s'agissait de personnes de races différentes* » (*Tibetan Review*, New Delhi, 12 juillet 1977).

Le film de Jean-Jacques Annaud présente le bouddhisme tibétain comme une vie simple, détachée des aspirations matérielles, auréolée de principes pacifistes, sous la direction spirituelle d'un enfant sacralisé qui ne cesse de débiter -à onze ans ! - des préceptes plus sages les uns que les autres.

Le film met en scène des tibétains qui refusent de tuer des vers de terre en vertu de leur croyance en la réincarnation, en oubliant que les seigneurs et les moines, eux, n'hésitaient pas à couper la main de ceux qui volaient pour manger. La société tibétaine féodale était rétrograde et figée. Par les croyances et les superstitions, les moines terrorisaient le peuple.

Selon le «Karma», concept religieux du bouddhisme, si un pauvre bougre était serf, c'est qu'il avait commis des actes mauvais dans une vie antérieure ; si un riche propriétaire jouissait d'une vie agréable, il le devait à une vie antérieure exemplaire.

Quelle idéologie peut mieux garantir que jamais rien ne sera jamais tenté en

faveur de la liberté et de l'égalité entre les hommes ?

★D'après une étude de Pierre MEUNIER

BOUDDHISME : MENSONGES

A PROPOS D'UN TIBET MYTHIQUE

L'envers du décor : un peuple plongé dans le servage et les superstitions.

En Occident, le bouddhisme a le vent en poupe. Avec son film *Sept ans au Tibet*, le cinéaste Jean-Jacques ANNAUD nous a fourni une vision idyllique du bouddhisme. 70 millions de dollars, un acteur fétiche (Brad Pitt), tout a été mis en œuvre pour imposer au public une image tronquée de l'histoire du Tibet des années 1943 à 1951.

Un paradis sur terre ?

Le film relate l'éducation du jeune dalaï-lama par un professeur autrichien, Heinrich Harrer, membre du parti nazi depuis 1938 et ami personnel d'Hitler.

Le dalaï-lama est un Jean-Paul II comme les autres.

Philippe VAL
(Charlie Hebdo)

Quand Heinrich Harrer arrive au Tibet en 1943, il est accueilli par une famille aristocratique tibétaine, dans une magnifique

demeure. Heinrich Harrer s'amuse avec des moines en patin à glace et déguste le thé avec des notables. Un véritable Paradis !

Mais la réalité est tout autre. Le Tibet vivait sous un régime féodal, encore plus arriéré que celui des pays occidentaux au Moyen-Age.

Deux classes se partageaient le pouvoir et les richesses : les nobles et le clergé bouddhiste, qui vivaient au crochet du peuple, réduit en servitude.

Le gouvernement du dalaï-lama, chef politique et spirituel, possédait 38% des terres cultivables. Les monastères (37% des terres) exploitaient aussi de nombreux serfs : 20.000 encore en 1954 ! Ceux-ci vivaient dans la misère la plus noire, enchaînés à la terre de leur maître. Tout enfant de serf devenait, dès sa naissance, propriété du seigneur ou du monastère. Souvent incapables de payer le fermage et les taxes, les serfs s'endettaient. 90% d'entre eux l'étaient encore en 1951, parfois depuis trois générations !

Le pays ne comptait que quelques médecins, au service des aristocrates. Pour le peuple, la «médecine» se résumait aux prières des lamas, à l'exorcisme et aux «vertus soignantes» de tout ce qui avait été en contact avec l'auguste dalaï-lama.

Les excréments de ce dernier étaient recueillis sur un plateau doré pour confectionner des «médicaments». Conséquences : le taux de mortalité infantile variait de 40 à 75% selon les castes.

Tsewang Y. Pemba, réfugié tibétain en Inde, écrit : «*La différence entre riches et pauvres était telle qu'on aurait dit qu'il s'agissait de personnes de races différentes* » (*Tibetan Review*, New Delhi, 12 juillet 1977).

Un océan de sagesse et de paix ?

Le film de Jean-Jacques Annaud présente le bouddhisme tibétain comme une vie simple, détachée des aspirations matérielles, auréolée de principes pacifistes, sous la direction spirituelle d'un enfant sacralisé qui ne cesse de débiter -à onze ans ! - des préceptes plus sages les uns que les autres.

Le film met en scène des tibétains qui refusent de tuer des vers de terre en vertu de leur croyance en la réincarnation, en oubliant que les seigneurs et les moines, eux, n'hésitaient pas à couper la main de ceux qui volaient pour manger. La société tibétaine féodale était rétrograde et figée. Par les croyances et les superstitions, les moines terrorisaient le peuple.

Selon le «Karma», concept religieux du bouddhisme, si un pauvre bougre était serf, c'est qu'il avait commis des actes mauvais dans une vie antérieure ; si un riche propriétaire jouissait d'une vie agréable, il le devait à une vie antérieure exemplaire.

Quelle idéologie peut mieux garantir que jamais rien ne changera en faveur de la liberté et de l'égalité entre les hommes ?

D'après une étude de Pierre MEUNIER

Transformer la contradiction en force

UNITE ET DIVERSITE

En prolongement des pages consacrées à l'Unité du Mouvement Libertaire, parues dans notre précédent numéro, nous publions ce mois-ci une réflexion sur la diversité et les divergences du mouvement

Construire un mouvement libertaire uni, cohérent, solidaire, qui est contre à priori? Mais de quelle unité parle-t-on ? Avec qui ? Sur quelle base ? Dans quelles perspectives? Avec quels moyens? Les questions, parfois complexes, sont nombreuses et les réponses ne viendront pas du jour au lendemain. La brochure de Jean-Marc Raynaud et Babar, « Unité pour un mouvement libertaire » ⁽¹⁾, malgré ses imperfections et quelques maladrotes, a le grand mérite de lancer (ou plutôt relancer) le débat et de tracer quelques pistes. Le texte qui suit n'a pas la prétention de faire le tour du débat sur l'unité, de nombreux aspects importants n'y sont pas abordés. Il s'efforce simplement d'apporter une contribution à la réflexion collective sur certains obstacles qui se mettent en travers de l'unité, en ayant bien conscience de laisser dans l'ombre des questions incontournables du débat.

CONTRADICTIONS ET DÉPASSEMENT DES CONTRADICTIONS

La question de l'articulation entre l'unité et la diversité est une vieille question, aussi vieille que l'anarchie, aussi vieille peut-être que l'humanité.

D'une part l'unité et la diversité nous apparaissent souvent comme des forces contradictoires entre elles, se repoussant mutuellement. On a tendance à penser que plus on est divers et moins on est uni et réciproquement.

D'autre part, l'unité et la diversité nous apparaissent souvent comme des notions ambiguës, contradictoires en elles-mêmes. La plupart des libertaires aspirent à l'unité tout en s'en méfiant comme la peste. Dans l'inconscient et le conscient de l'anarchiste moyen « unité » rime bien souvent avec centralisation et pouvoir. Mais unité peut aussi rimer avec fraternité et solidarité. La diversité est perçue comme une source de richesse, d'ouverture, de stimulation mais aussi comme une source de conflit, de division, d'affaiblissement. L'unité est perçue comme une source de cohérence, d'efficacité et de paix mais aussi comme une source de contrainte, d'uniformisation et de limitation.

Dans l'idéal, une démarche d'unité ne devrait pas se fonder au départ sur la base d'une approche particulière – par exemple l'approche synthésiste de Jean-Marc et de la FA en générale - mais sur une base plus large déjà représentative de la diversité libertaire à unifier. Ceci-dit, cela n'est pas simple et nous parlons, agissons et écrivons à partir d'une sensibilité particulière, c'est inévitable. Ce qui est évitable, par contre, est de négliger ou oublier la sensibilité des autres tendances partie-prenantes de la démarche ou appelées à s'y impliquer. Une grande vigilance de toutes et tous en la matière sera nécessaire pour la préparation des états généraux. Ces rencontres, si elles veulent aboutir, ne pourront pas émaner d'une organisation particulière ou être accaparées par une composante étroite, non représentative du tout foisonnant. C'est pourquoi elles ne devront exclure personne ni aucun courant de l'anarchisme a priori et veiller à ce que toutes les tendances aient une possibilité d'expression correcte.

Les questions surgissent alors : Comment concilier et réconcilier ces deux forces que sont diversité et unité, les faire travailler ensemble plutôt que l'une contre l'autre? Comment favoriser les aspects positifs réciproques de l'unité et de la diversité et restreindre leurs effets négatifs?

Il est impossible de répondre à ces questions de façon théorique et individuelle. Il n'y a aucun théorème, aucune recette miracle pour résoudre cette confrontation complexe entre unité et diversité. Les réponses ne viendront pas à travers un texte mais dans la pratique, dans la vie. Elles viendront de la participation d'anars de la FA, de la Coordination Anarchiste, de l'Union Anarchiste, de libertaires de l'Organisation Communiste Libertaire, d'Alternative Libertaire (F), de l'Organisation Socialiste Libertaire (S), du Réseau No Pasaran, des Réseaux Maloka, Sans-Titre, et autres Caravanes anti-capitaliste... Des anarcho-syndicalistes des CNT ou de syndicalistes libertaires affiliés à d'autres centrales, des petits groupes autonomes regroupés autour d'une revue, d'un fanzine, d'un site Web, d'un projet artistique ou culturel, d'un squatte, d'une communauté rurale... mais aussi des nombreux individuel-le-s de l'anarchie non organisée, parfois non revendiquée mais vécue, bref de toutes celles et de tous ceux qui voudront apporter leur pierre à l'édifice, sans renier ce qu'ils/elles sont et d'où ils/elles viennent mais sans faire de leur drapeau, de leur étiquette, de leur spécificité un fétiche, une provocation, un obstacle.

COMPLÉMENTARITÉ ACTIVE

Mais pour que ces réponses surviennent, encore faut-il que ces familles d'affinité, ces orga, ces individu-e-s se rencontrent avec une authentique volonté de partage et d'évolution, avec une authentique volonté de complémentarité active. Par complémentarité active, nous évoquons une complémentarité qui ne serait, ni une simple juxtaposition plus ou moins distante des différences, ni une unité uniformisante ou formelle, mais une synthèse dynamique de ces différences.

Pour que cette complémentarité émerge progressivement du brassage des expériences et des réalisations, nous avons impérativement besoin d'un cadre de débat, de travail et d'information réciproque qui puisse accueillir toutes les tendances historiques et sensibilités contemporaines de la mouvance libertaire. Ce cadre pourrait émerger peu à peu à travers des rencontres régulières entre tou-te-s celles et ceux qui partagent ce besoin d'unité et de complémentarité active.

Nous l'avons déjà dit, un tel projet ne peut naître que s'il associe dès le départ des représentant-e-s de toutes les familles d'affinité et des individu-e-s de tous horizons. Il ne peut naître que de la diversité pour s'adresser à la diversité. Il ne peut naître que d'un dépassement pour susciter le dépassement. On ne transmet le feu que si l'on en possède un peu, même sous forme de braise. Attention aussi à la tendance récurrente à la cooptation étroite, au fonctionnement par sympathie naturelle qui limite souvent la richesse du brassage. Faire l'effort d'aller vers celui ou celle qui ne nous attire pas spontanément, vers celui ou celle que l'on ne comprend pas spontanément, vers celui ou celle qui nous demande un effort de communication particulier, de persévérance, de réflexion, c'est déjà poser les bases d'un dépassement fructueux.

S'il est indispensable de proposer un cadre capable d'accueillir sans discrimination l'ensemble des sensibilités anti-autoritaires, il n'est pas envisageable, du moins tant que le processus ne se sera pas fortifié et affirmé, d'accueillir les hostiles. Les personnes ou courants opposé-e-s à la démarche d'unité, retranché-e-s dans des positions polémiques stérilisantes ou un scepticisme dur, torpilleraient la dynamique d'unité avant même qu'elle ne prenne forme. Le débat avec les polémistes et les hostiles pourra avoir lieu – nul n'est jamais exclu du débat – dans une phase ultérieure. Dans une première phase, il semble sage de ne confronter que des personnes ou groupes peut-être très différent-e-s dans leurs approches mais ayant en commun, au minimum, la volonté ferme de travailler à l'unité et un espoir sincère de réussir.

Il n'est pas inutile d'insister. Le but de telles rencontres, si nous voulons qu'elles soient fructueuses, ne se limiterait pas à un face à face tolérant de nos divergences, comme dans les réunions œcuméniques où l'on apprend à «mieux connaître l'autre» mais d'une façon tout à fait formelle, sans profondeur, sans jamais remettre en question le credo de son église. Un tel face à face serait relativement stérile. Le travail de synthèse – car il s'agit bien de cela malgré les difficultés à utiliser ce mot - n'est pas la formation d'un syncrétisme, d'une addition hétéroclite de bouts d'anarchismes disponibles sur le marché et vaguement colmatés avec des bons sentiments, mais une transcendance de l'existant, une reformulation de l'héritage commun préservant celui-ci tout en le dépassant et l'ajustant aux besoins actuels. Ce projet est autrement plus ambitieux et délicat mais aussi, paradoxalement, beaucoup plus réaliste (car les «additions hétéroclites» finissent toujours par éclater sous la double pression de leurs contradictions internes et des attaques extérieures), même si nous n'en discernons pas encore clairement les contours, même si, comme le dit très lucidement Jean-Marc Raynaud, «l'ébauche d'une solution est sans doute à rechercher en dehors des sentiers battus de l'histoire de la quête de l'unité».

GESTATION LENTE

Cette complémentarité active ne naîtra pas du jour au lendemain. Elle prendra vie peu à peu à travers nos efforts et notre obstination à la mettre au monde. Un certain processus de maturation, qui durera peut-être des années, sera nécessaire. L'expérience montre que vouloir brûler les étapes, accélérer artificiellement la maturation de la conscience et de la capacité, produit des dérives centralisatrices, voir autoritaires et une certaine superficialité des solutions. Un processus mettant réellement en œuvre la participation de toutes et tous par la base est forcément lent et progressif, il suppose de s'inscrire dans une perspective à long terme : celle du monde futur que nous voulons bâtir. La conscience aiguë de poser les fondations d'un autre monde doit nous pousser à la recherche de la qualité, laquelle est souvent incompatible avec la hâte.

La plupart des théoriciens de l'anarchie ont bien mis en évidence – et notre expérience le confirme – que c'est souvent pour tenter de résoudre artificiellement les antagonismes, les disharmonies, que l'on recourt à l'autorité. La volonté d'obtenir l'unité et l'ordre, à tout prix, rapidement, sans prendre le temps d'aborder les problèmes à la racine, sont presque toujours les fondements de la prise de pouvoir. A l'origine de cette dérive, on ne trouve pas forcément la soif de domination et l'ambition personnelle mais parfois, simplement, le désir ardent d'en finir avec une période de paralysie ou de chaos, le désir sincère de faire avancer la cause, de débloquer une situation et de gagner en efficacité. «L'enfer est pavé de bonnes intentions» dit le proverbe.

La démarche d'unification serait également susceptible d'offrir un espace de gestion des conflits, pour reprendre l'expression de Jean-Marc. Un espace où l'on apprendrait à vivre les divergences de façon constructive et... libertaire! La société anarchiste n'est pas et ne sera jamais une société lisse, sans oppositions ni contradictions. Sur ce point, ce qui différencie la société anarchiste de la société autoritaire n'est pas l'absence d'antagonismes mais une façon différente de gérer les antagonismes. Dans la mesure où nous renonçons à l'autorité du juge, de la loi et du pouvoir pour trancher les différents, un nouveau rapport aux conflits et une nouvelle approche pratique de leur régulation reste en grande partie à découvrir et à expérimenter, comme le reste. Nous évoquons souvent notre volonté de supprimer les tribunaux mais nous n'avons pas encore renoncé à nous juger les uns les autres et les conflits entre libertaires ne se sont pas raréfiés au point de laisser présager qu'une société réellement nouvelle est en train d'émerger dans nos groupes.

Les conflits peuvent avoir différentes origines. Ce sont parfois des conflits de sensibilités d'action, des conflits d'analyses et de méthodologies, mais ce sont aussi bien souvent des conflits directement liés ou aggravés par des comportements négatifs individuels. Il y a encore un certain tabou à aborder la question des comportements destructeurs et stérilisants dans la mouvance libertaire. La brochure de Jean-Marc n'aborde pour ainsi dire pas la question des comportements comme obstacles à l'unité (manque d'écoute, attitude dominatrice, égotisme, rigidité caractérielle, ambition, besoin de reconnaissance, orgueil, impulsivité, etc.). Pourtant, reconnaître avec lucidité ces obstacles et chercher des moyens efficaces pour les gérer collectivement est capital.

Un des manques actuels des groupes libertaires, organisés ou non, semble être de ne pas parvenir à identifier leurs propres ressources humaines et à exploiter (au bon sens du terme!) ces ressources pour solutionner la question des comportements négatifs.

Nous avons toutes et tous des potentiels différents, c'est ce qui fait la nécessité de la vie en société.

Un grand pas en avant sera fait lorsque nous parviendrons à reconnaître les qualités et compétences des un-e-s et des autres et à encourager la mise en œuvre de ces qualités et compétences. Ce ne sont pas toujours ceux et celles qui s'affirment le plus et qui sont les plus connu-e-s qui ont le plus de capacité à œuvrer dans ce sens... Par exemple, il y a dans toutes communautés humaines des personnes plus douées que d'autres pour écouter avec patience et impartialité, pour apaiser, pour créer des ponts ou des médiations, pour susciter un esprit de conciliation, de réconciliation, etc. Pourquoi ne pas utiliser les capacités de ces personnes et les mandater pour des démarches de pacification, de rétablissement d'un dialogue rompu, de réamorçage d'une relation?

Les états généraux pourraient être une bonne occasion d'aborder ensemble ce genre de problématiques et de dépasser les non-dits et autre politique de l'autruche en la matière.

LE PROBLÈME DE LA STRUCTURATION

Dans ce domaine une prudence et une vigilance particulières s'imposent dans la mesure où un simple outil de coordination peut vite devenir, si l'on y prend pas garde, un centre de décision détaché de la base. Toute rigidification fonctionnelle ou structurelle, toute récupération ou accaparement de la démarche par l'une ou l'autre orga refouleraient inmanquablement tout-e-s les participant-e-s qui n'attendent plus rien des solutions d'unification organisationnelle et qui ont souhaité jusqu'à présent se tenir à distance des lourdeurs structurelles ou des amorces de centralisation ou d'hégémonie.

Il ne s'agit pas non plus de dresser la démarche d'unification contre les organisations libertaires, comme Mao déclenchant la révolution culturelle contre les cadres du PC chinois (en vue d'une reprise en main du pouvoir et non d'une transformation de fond du régime...). La démarche d'unification ne joue pas contre les organisations existantes mais dans une autre perspective, une autre logique. Les orga actuelles ont leur histoire et leur raison d'être, même s'il y a à l'origine de leur création de bonnes et de moins bonnes raisons. Ces organisations apportent ce qu'elles peuvent au mouvement libertaire global et correspondent à un certain stade de maturité, de conscience et de développement du militantisme collectif. Les saborder, sans avoir expérimenté et mûri les possibilités d'un autre stade d'«agir ensemble», n'aurait pas de sens. Les organisations actuelles ont des défauts et des faiblesses, elles véhiculent aussi des tendances centralisatrices et autoritaires, font parfois le lit de privilèges ou de «rentes» de situations, mais elles jouent aussi un rôle positif en évitant un éparpillement et une inconsistance encore plus grande du mouvement libertaire. On peut se plaindre du

pouvoir larvé qui pointe de temps à autre son nez dans les organisations libertaires mais n'oublions pas que l'apparition du pouvoir et de la centralisation ne se fonde pas que sur la pulsion dominatrice vivante en chacun-e d'entre nous. Elle se fonde aussi sur la passivité, le moutonnisme, l'irresponsabilité, la paresse, la recherche de confort et de facilité, la fascination pour les leaders, le manque d'esprit critique, d'autonomie, de courage, bref, sur tout ce que La Boétie résumait sous l'appellation de «servitude volontaire». Tant que les racines de la servitude volontaire sont encore en nous (et elles le sont à divers degrés...), un fonctionnement totalement dépourvu d'autorité est illusoire. Il ne s'agit pas, par ce constat, de justifier le pouvoir et le centralisme, mais de comprendre que démolir ce qui existe sans assurance de mettre quelque chose de mieux à la place comporte plus de risques que d'avantages. Par contre, nous pouvons faire en sorte que la démarche d'unité, sans mépriser les organisations actuelles ou les mettre délibérément en difficulté, cherche à en dépasser les limites et les aspects les plus problématiques, cherche d'autre voix pour l'action collective libre. Si le processus porte des fruits, nous verrons bien ce qu'il adviendra des orga actuelles, si le processus s'enlise et n'aboutit pas, nous n'aurons au moins pas sacrifié nos outils existants. Casser les structures actuelles pour les reconstruire un peu plus loin sous de nouveaux vocables, comme cela c'est toujours produit jusqu'à présent, est perte de temps. Essayons réellement de vivre autre chose !

À suivre... ★Thierry Morales

(1) Unité pour un mouvement libertaire, JM Raynaud et Babar, éditions du Monde libertaire (Paris) - édition Alternative Libertaire (Bruxelles).

ON A REÇU...

Salut à toutes et à tous...

Ce petit mot pour vous dire que l'initiative pour l'unité du mouvement libertaire continue à se développer... Une réunion des signataires de la région parisienne est prévue prochainement. Pour y participer : jf.mathe@free.fr.

Une réunion des signataires de la région lyonnaise devrait avoir lieu dans la foulée (infos Jcappache@aol.com).

Nous vous rappelons que des signataires sont prêts à animer un débat dans votre ville, dans votre région... que si vous voulez créer un collectif unitaire nous pouvons vous fournir les adresses des signataires de votre coin (infos roger.noel@skynet.be).

Un groupe de signataires bosse pour le moment sur un projet de site web multilingue sur le thème de l'unité libertaire (infos >ludo.gandolfo@wanadoo.fr).

De nouveaux textes sur et autour de l'Appel sont disponibles à la page <http://users.skynet.be/AL/unite/html>.

La revue "Courant Alternatif" a consacré un numéro spécial au thème de l'unité des libertaires (voir ci-dessous)...

Fraternellement...

★B@b@r

(Roger Noël)

Les Colombiers Route de la Cotinière 17310 St-Pierre d'Oléron

UNITÉ DES LIBERTAIRES ?

MYTHES ET RÉALITÉS DU MOUVEMENT ANARCHISTE

À un moment où l'Unité des libertaire se discute sur toile de fond de manifestations antimondialisation et de médiatisation des "Blaks-Blocks", ce numéro hors série de Courant Alternatif livre un certain nombre de d'éléments historiques et contemporains, théoriques et pratiques, qui fondent les lignes de fractures qui traverse « le » mouvement anarchiste, sans prétendre retracer son histoire complète.

Au sommaire : voie étroite d'une convergence nécessaire / unité pour un mouvement libertaire : lecture critique / quelle unité des révolutionnaires ? / à propos de la lutte des classes et des racines du mouvement anarchiste / ni plate-forme, ni synthèse / anarchiste et franc-maçon ? / la question coloniale / unité dans les luttes ? / appel pour une solidarité internationale libertaire.

Courant alternatif hors-série n°6 / Troisième trimestre 2001, 36 pages, 25 F (4Eu) / À commander à Égrégore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

E-mail : oclibertaire@hotmail.com

Site web : <http://oclibertaire.free.fr/>

Unité et diversité :

Transformer la contradiction en force.

Construire un mouvement libertaire uni, cohérent, solidaire, qui est contre à priori? Mais de quelle unité parle-t-on? Avec qui? Sur quelle base? Dans quelles perspectives? Avec quels moyens? Les questions, parfois complexes, sont nombreuses et les réponses ne viendront pas du jour au lendemain. La brochure de Jean-Marc Raynaud et Babar, "Unité pour un mouvement libertaire" (1), malgré ses imperfections et quelques maladroites, a le grand mérite de lancer (ou plutôt relancer) le débat et de tracer quelques pistes.

Le texte qui suit n'a pas la prétention de faire le tour du débat sur l'unité, de nombreux aspects importants n'y sont pas abordés. Il s'efforce simplement d'apporter une contribution à la réflexion collective sur certains obstacles qui se mettent en travers de l'unité, en ayant bien conscience de laisser dans l'ombre des questions incontournables du débat.

Contradictions et dépassement des contradictions.

La question de l'articulation entre l'unité et la diversité est une vieille question, aussi vieille que l'anarchie, aussi vieille peut-être que l'humanité.

D'une part l'unité et la diversité nous apparaissent souvent comme des forces contradictoires entre elles, se repoussant mutuellement. On a tendance à penser que plus on est divers et moins on est uni et réciproquement.

D'autre part, l'unité et la diversité nous apparaissent souvent comme des notions ambiguës, contradictoires en elles-mêmes. La plupart des libertaires aspirent à l'unité tout en s'en méfiant comme la peste. Dans l'inconscient et le conscient de l'anarchiste moyen "unité" rime bien souvent avec centralisation et pouvoir. Mais unité peut aussi rimer avec fraternité et solidarité. La diversité est perçue comme une source de richesse, d'ouverture, de stimulation mais aussi comme une source de conflit, de division, d'affaiblissement. L'unité est perçue comme une source de cohérence, d'efficacité et de paix mais aussi comme une source de contrainte, d'uniformisation et de limitation.

Les débats historiques qui ont opposé dans le passé, et opposent toujours, les partisans de la "synthèse" à ceux de la "plate-forme" rendent bien compte de la complexité de cette question. Ces débats sont passionnants et enrichissent la réflexion de toutes et tous. On peut juste regretter que les échanges d'arguments à ce sujet aient souvent été parasités par des querelles médiocres, des rivalités d'ambitions et des rancœurs personnelles, ou encore des polémiques liées aux difficultés de la communication humaine. Il n'est pas rare que des échanges s'enlisent dans l'incompréhension réciproque pour une simple question de terminologie. Il est à souhaiter que les participant-e-s aux "états généraux du mouvement libertaire", qui vont se mettre en place dans le sillage de l'appel pour l'unité, sauront se garder de tels parasites et donner au débat toute la qualité qu'il mérite.

Les tenants de la "plate-forme" et ceux de la "synthèse" sont porteurs d'éléments de réponse, chacun à leur manière. Les deux positions peuvent être considérées comme justes, selon l'angle sous lequel on les aborde. Il n'y a aucune vérité absolue en la matière, il n'y a que des vérités relatives. L'enjeu est de parvenir à faire fructifier ces vérités relatives à travers une confrontation sereine, sans conflits inutiles et sans animosités, dans une même perspective de création d'une société anarchiste harmonieuse.

Les contradictions deviennent fécondes si nous ne restons pas coincé-e-s dans des retranchements rigides hérités de l'histoire, si nous restons ouvert-e-s à la part de vérité apportée par ceux et celles qui nous contredisent, si nous respectons l'héritage historique des autres et nous efforçons d'intégrer intelligemment la dimension positive de cet héritage. A ce sujet, on peut regretter la tonalité de certains passages de la brochure de Jean-Marc et la façon dont certains de ces héritages sont caricaturés. Il est peut-être aussi problématique de placer en référence de la brochure la "synthèse de Voline" sans produire en parallèle d'autres documents porteurs d'approches différentes. Méfions-nous de cette tendance – le plus souvent inconsciente, je ne jette pas la pierre à Jean-Marc... – à tirer la couverture à nous, à promouvoir notre angle d'approche ou notre héritage personnel de façon exclusive...

Dans l'idéal, une démarche d'unité (qui comportera des aspects de convergences pratiques dans l'action et des aspects de débats plus théoriques) ne devrait pas se fonder au départ sur la base d'une approche particulière – par exemple l'approche synthésiste de Jean-Marc et de la FA en générale – mais sur une base plus large déjà représentative de la diversité libertaire à unifier. Ceci-dit, cela n'est pas simple et nous parlons, agissons et écrivons à partir d'une sensibilité particulière, c'est inévitable. Ce qui est évitable, par contre, est de négliger ou oublier la sensibilité des autres tendances partie-prenantes de la démarche ou appelées à s'y impliquer. Une grande vigilance de toutes et tous en la matière sera nécessaire pour la préparation des états généraux. Ces rencontres, si elles veulent aboutir, ne pourront pas émaner d'une organisation particulière ou être accaparées par une composante étroite, non représentative du tout foisonnant. C'est pourquoi elles ne devront exclure personne ni aucun courant de l'anarchisme a priori et veiller à ce que toutes les tendances aient une possibilité d'expression correcte.

Proudhon, dans son "Capacité politique des classes ouvrières", décrivait cette antinomie (diversité/unité) en affirmant que l'unité (ou l'ordre) et la diversité (ou liberté) étaient adossées l'une à l'autre et qu'il fallait se résoudre à "vivre avec toutes deux, en les équilibrant...". Mais bien plus qu'un simple dosage entre unité et diversité, il entrevoyait la possibilité d'une "unité qui, ajoutant à toutes nos libertés, s'accroît à son tour et se fortifie de ces libertés elles-mêmes". Pour lui, ce dépassement dialectique, cette synthèse(2) entre unité/ordre et liberté/diversité incarnait "la plus haute perfection de la société" (pour reprendre son expression fameuse de "Que-est ce que la propriété?").

Les questions surgissent alors : Comment concilier et réconcilier ces deux forces que sont diversité et unité, les faire travailler ensemble plutôt que l'une contre l'autre? Comment favoriser les aspects positifs réciproques de l'unité et de la diversité et restreindre leurs effets négatifs? Comment concevoir et vivre une unité qui accroisse nos libertés et comment faire en sorte que nos libertés nourrissent sans cesse cette unité, selon la perspective de Proudhon?

Il est impossible de répondre à ces questions de façon théorique et individuelle. Il n'y a aucun théorème, aucune recette miracle pour résoudre cette confrontation complexe entre unité et diversité. Les réponses ne viendront pas à travers un texte mais dans la pratique, dans la vie. Elles viendront progressivement de la confrontation des réflexions des différentes sensibilités – personnelles et collectives - de l'anarchisme, des diverses expériences issues de la mouvance anti-autoritaire, des débats et des bilans assumés par toutes celles et tous ceux qui font exister le projet libertaire au quotidien. Elles viendront de la participation d'anars de la FA, de la Coordination Anarchiste, de l'Union Anarchiste, de libertaires de l'Organisation Communiste Libertaire, d'Alternative Libertaire (F), de l'Organisation Socialiste Libertaire (S), du Réseau No Pasaran, des Réseaux Maloka, Sans-Titre, et autres Caravanes anti-capitaliste... Des anarcho-syndicalistes des CNT ou de syndicalistes libertaires affiliés à d'autres centrales, des petits groupes autonomes regroupés autour d'une revue, d'un fanzine, d'un site Web, d'un projet artistique ou culturel, d'un squatte, d'une communauté rurale... mais aussi des libertaires conseillistes et autres anti-autoritaires révolutionnaires non directement rattachés à l'anarchisme historique, mais aussi des nombreux individuel-le-s de l'anarchie non organisée, parfois non revendiquée mais vécue, bref de toutes celles et de tous ceux qui voudront apporter leur pierre à l'édifice, sans renier ce qu'ils/elles sont et d'où ils/elles viennent mais sans faire de leur drapeau, de leur étiquette, de leur spécificité un fétiche, une provocation, un obstacle.

Complémentarité active.

Mais pour que ces réponses surviennent, encore faut-il que ces familles d'affinité, ces orga, ces individu-e-s se rencontrent avec une authentique volonté de partage et d'évolution, avec une authentique volonté de complémentarité active. Par complémentarité active, nous évoquons une complémentarité qui ne serait, ni une simple juxtaposition plus ou moins distante des différences, ni une unité uniformisante ou formelle, mais une synthèse dynamique de ces différences. Pour que cette complémentarité émerge progressivement du brassage des expériences et des réalisations, nous avons impérativement besoin d'un cadre de débat, de travail et d'information réciproque qui puisse accueillir toutes les tendances historiques et sensibilités contemporaines de la mouvance libertaire. Ce cadre pourrait émerger peu à peu à travers des rencontres régulières entre tou-te-s celles et ceux qui partagent ce besoin d'unité et de complémentarité active. Lors de ces rencontres, dont la forme et la périodicité restent à décider, les participant-e-s échangeraient au sujet de leurs expériences récentes (implications dans des luttes, projets alternatifs, réalisations d'outils militants, etc.), alimenteraient des réflexions et des débats thématiques, stimuleraient l'exploration commune d'un projet anarchiste social susceptible de rallier toutes les composantes de la mouvance libertaires prêtes à travailler dans cette perspective rassembleuse.

Le but de ce brassage ne serait pas uniquement de s'informer mutuellement et de poser les bases d'une reformulation synthétique de l'anarchie. Il serait également de mieux se connaître, de briser les préjugés et les barrières, de partir à la découverte les un-e-s des autres avec un esprit ouvert et constructif. Car le travail de rapprochement et de dépassement ne peut pas être exclusivement intellectuel – par exemple la rédaction d'une charte, l'élaboration d'un document qui fusionnerait le meilleur des différentes familles participantes tout en l'adaptant aux défis contemporains, la publication d'une revue théorique commune, etc.-, il passe nécessairement par l'enrichissement humain réciproque et implique l'amélioration et l'approfondissement des relations.

Nous l'avons déjà dit, un tel projet ne peut naître que s'il associe dès le départ des représentant-e-s de toutes les familles d'affinité et des individu-e-s de tous horizons. Il ne peut naître que de la diversité pour s'adresser à la diversité. Il ne peut naître que d'un dépassement pour susciter le dépassement. On ne transmet le feu que si l'on en possède un peu, même sous forme de braise. Attention aussi à la tendance récurrente à la cooptation étroite, au fonctionnement par sympathie naturelle qui limite souvent la richesse du brassage. Faire l'effort d'aller vers celui ou celle qui ne nous attire pas spontanément, vers celui ou celle que l'on ne comprend pas spontanément, vers celui ou celle qui nous demande un effort de communication particulier, de persévérance, de réflexion, c'est déjà poser les bases d'un dépassement fructueux.

S'il est indispensable de proposer un cadre capable d'accueillir sans discrimination l'ensemble des sensibilités anti-autoritaires, il n'est pas envisageable, du moins tant que le processus ne se sera pas fortifié et affirmé, d'accueillir les hostiles. Les personnes ou courants opposé-e-s à la démarche d'unité, retranché-e-s dans des positions polémiques stérilisantes ou un scepticisme dur, torpilleraient la dynamique d'unité avant même qu'elle ne prenne forme. Le débat avec les polémistes et les hostiles pourra avoir lieu – nul n'est jamais exclu du débat – dans une phase ultérieure. Dans une première phase, il semble sage de ne confronter que des personnes ou groupes peut-être très différent-e-s dans leurs approches mais ayant en commun, au minimum, la volonté ferme de travailler à l'unité et un espoir sincère de réussir.

Il n'est pas inutile d'insister. Le but de telles rencontres, si nous voulons qu'elles soient fructueuses, ne se limiterait pas à un face à face tolérant de nos divergences, comme dans les réunions œcuméniques où l'on apprend à "mieux connaître l'autre" mais d'une façon tout à fait formelle, sans profondeur, sans jamais remettre en question le credo de son église. Un tel face à face serait relativement stérile. Le travail de synthèse – car il s'agit bien de cela malgré les difficultés à utiliser ce mot - n'est pas la formation d'un syncrétisme, d'une addition hétéroclite de bouts d'anarchismes disponibles sur le marché et vaguement colmatés avec des bons sentiments, mais une transcendance de l'existant, une reformulation de l'héritage commun préservant celui-ci tout en le dépassant et l'ajustant aux besoins actuels. Ce projet est autrement plus

ambitieux et délicat mais aussi, paradoxalement, beaucoup plus réaliste (car les “additions hétéroclites” finissent toujours par éclater sous la double pression de leurs contradictions internes et des attaques extérieures), même si nous n’en discernons pas encore clairement les contours, même si, comme le dit très lucidement Jean-Marc Raynaud, “l’ébauche d’une solution est sans doute à rechercher en dehors des sentiers battus de l’histoire de la quête de l’unité”.

Gestation lente.

Cette complémentarité active ne naîtra pas du jour au lendemain. Elle prendra vie peu à peu à travers nos efforts et notre obstination à la mettre au monde. Un certain processus de maturation, qui durera peut-être des années, sera nécessaire. L’expérience montre que vouloir brûler les étapes, accélérer artificiellement la maturation de la conscience et de la capacité, produit des dérives centralisatrices, voir autoritaires et une certaine superficialité des solutions. Un processus mettant réellement en œuvre la participation de toutes et tous par la base est forcément lent et progressif, il suppose de s’inscrire dans une perspective à long terme : celle du monde futur que nous voulons bâtir. La conscience aiguë de poser les fondations d’un autre monde doit nous pousser à la recherche de la qualité, laquelle est souvent incompatible avec la hâte.

La volonté trop affirmée d’une minorité pressée d’aboutir, la tentation des raccourcis décisionnels feraient inmanquablement avorter la démarche. L’accomplissement d’un travail de fond impliquant vraiment toutes les sensibilités, toutes les richesses, même les plus discrètes ou les plus atypiques, exige la patience. C’est une clé de la réussite. Des difficultés surviendront inévitablement, la patience aidera à les surmonter sans le recours à l’exclusion, ou à la facilité des solutions techniques souvent arbitraires et contre-productives à long terme. La plupart des théoriciens de l’anarchie ont bien mis en évidence – et notre expérience le confirme – que c’est souvent pour tenter de résoudre artificiellement les antagonismes, les disharmonies, que l’on recourt à l’autorité. La volonté d’obtenir l’unité et l’ordre, à tout prix, rapidement, sans prendre le temps d’aborder les problèmes à la racine, sont presque toujours les fondements de la prise de pouvoir. A l’origine de cette dérive, on ne trouve pas forcément la soif de domination et l’ambition personnelle mais parfois, simplement, le désir ardent d’en finir avec une période de paralysie ou de chaos, le désir sincère de faire avancer la cause, de débloquer une situation et de gagner en efficacité. “L’enfer est pavé de bonnes intentions” dit le proverbe.

La démarche d’unification serait également susceptible d’offrir un espace de gestion des conflits, pour reprendre l’expression de Jean-Marc. Un espace où l’on apprendrait à vivre les divergences de façon constructive et...libertaire! La société anarchiste n’est pas et ne sera jamais une société lisse, sans oppositions ni contradictions. Sur ce point, ce qui différencie la société anarchiste de la société autoritaire n’est pas l’absence d’antagonismes mais une façon différente de gérer les antagonismes. Dans la mesure où nous renonçons à l’autorité du juge, de la loi et du pouvoir pour trancher les différents, un nouveau rapport aux conflits et une nouvelle approche pratique de leur régulation reste en grande partie à découvrir et à expérimenter, comme le reste. Nous évoquons souvent notre volonté de supprimer les tribunaux mais nous n’avons pas encore renoncé à nous juger les uns les autres et les conflits entre libertaires ne se sont pas raréfiés au point de laisser présager qu’une société réellement nouvelle est en train d’émerger dans nos groupes.

Les conflits peuvent avoir différentes origines. Ce sont parfois des conflits de sensibilités d’action, des conflits d’analyses et de méthodologies, mais ce sont aussi bien souvent des conflits directement liés ou aggravés par des comportements négatifs individuels. Il y a encore un certain tabou à aborder la question des comportements destructeurs et stérilisants dans la mouvance libertaire. La brochure de Jean-Marc n’aborde pour ainsi dire pas la question des comportements comme obstacles à l’unité (manque d’écoute, attitude dominatrice, égotisme, rigidité caractérielle, ambition, besoin de reconnaissance, orgueil, impulsivité, etc.). Pourtant, reconnaître avec lucidité ces obstacles et chercher des moyens efficaces pour les gérer collectivement est capital.

Un des manques actuels des groupes libertaires, organisés ou non, semble être de ne pas parvenir à identifier leurs propres ressources humaines et à exploiter (au bon sens du terme!) ces ressources pour solutionner la question des comportements négatifs.

Nous avons toutes et tous des potentiels différents, c’est ce qui fait la nécessité de la vie en société. Un grand pas en avant sera fait lorsque nous parviendrons à reconnaître les qualités et compétences des un-e-s et des autres et à encourager la mise en œuvre de ces qualités et compétences. Ce ne sont pas toujours ceux et celles qui s’affirment le plus et qui sont les plus connu-e-s qui ont le plus de capacité à œuvrer dans ce sens...

Par exemple, il y a dans toutes communautés humaines des personnes plus douées que d’autres pour écouter avec patience et impartialité, pour apaiser, pour créer des ponts ou des médiations, pour susciter un esprit de conciliation, de réconciliation, etc. Pourquoi ne pas utiliser les capacités de ces personnes et les mandater pour des démarches de pacification, de rétablissement d’un dialogue rompu, de réamorçage d’une relation?

Il y a aussi des personnes plus douées que d’autres pour dénoncer un comportement inacceptable et rappeler la nécessité de respect de l’autre, mais avec tact, sans humilier ou agresser, sans manichéisme ni moralisme, en restant constructif, etc. Pourquoi ne pas utiliser ces personnes pour aider ceux ou celles qui posent problème à évoluer (sans les juger, j’insiste là

dessus, hors de question de recréer des tribunaux! Il est possible d'avoir une opinion sur un comportement sans juger la personne), à changer d'attitude ?

Les états généraux pourraient être une bonne occasion d'aborder ensemble ce genre de problématiques et de dépasser les non-dits et autre politique de l'autruche en la matière.

Le problème de la structuration.

Outres les rencontres régulières, il est possible d'envisager une forme de coordination ou de secrétariat rudimentaire, en vue de mettre à disposition une base de donnée informative sur le processus. Dans ce domaine une prudence et une vigilance particulières s'imposent dans la mesure où un simple outil de coordination peut vite devenir, si l'on y prend pas garde, un centre de décision détaché de la base. Il est important de veiller à ce que la dynamique de rassemblement n'accouche pas d'une organisation formelle (du moins pas en amont d'une étape initiale de défrichage collectif suffisamment aboutie), à ce qu'elle reste fluide et évolutive. Toute rigidification fonctionnelle ou structurelle, toute récupération ou accaparement de la démarche par l'une ou l'autre orga refouleraient inmanquablement tout-e-s les participant-e-s qui n'attendent plus rien des solutions d'unification organisationnelle et qui ont souhaité jusqu'à présent se tenir prudemment à distance des lourdeurs structurelles ou des amorces de centralisation ou d'hégémonie.

Il ne s'agit pas non plus de dresser la démarche d'unification contre les organisations libertaires, comme Mao déclenchant la révolution culturelle contre les cadres du PC chinois (en vue d'une reprise en main du pouvoir et non d'une transformation de fond du régime...). La démarche d'unification ne joue pas contre les organisations existantes mais dans une autre perspective, une autre logique. Les orga actuelles ont leur histoire et leur raison d'être, même s'il y a à l'origine de leur création de bonnes et de moins bonnes raisons. Ces organisations apportent ce qu'elles peuvent au mouvement libertaire global et correspondent à un certain stade de maturité, de conscience et de développement du militantisme collectif. Les saborder, sans avoir expérimenté et mûrit les possibilités d'un autre stade d'"agir ensemble", n'aurait pas de sens. Les organisations actuelles ont des défauts et des faiblesses, elles véhiculent aussi des tendances centralisatrices et autoritaires, font parfois le lit de privilèges ou de "rentes" de situations, mais elles jouent aussi un rôle positif en évitant un éparpillement et une inconsistance encore plus grande du mouvement libertaire. On peut se plaindre du pouvoir larvé qui pointe de temps à autre son nez dans les organisations libertaires mais n'oublions pas que l'apparition du pouvoir et de la centralisation ne se fonde pas que sur la pulsion dominatrice vivante en chacun-e d'entre nous. Elle se fonde aussi sur la passivité, le moutonnisme, l'irresponsabilité, la paresse, la recherche de confort et de facilité, la fascination pour les leaders, le manque d'esprit critique, d'autonomie, de courage, bref, sur tout ce que La Boétie résumait sous l'appellation de "servitude volontaire". Tant que les racines de la servitude volontaire sont encore en nous (et elles le sont à divers degrés...), un fonctionnement totalement dépourvu d'autorité est illusoire. Il ne s'agit pas, par ce constat, de justifier le pouvoir et le centralisme, mais de comprendre que démolir ce qui existe sans assurance de mettre quelque chose de mieux à la place comporte plus de risques que d'avantages. Par contre, nous pouvons faire en sorte que la démarche d'unité, sans mépriser les organisations actuelles ou les mettre délibérément en difficulté, cherche à en dépasser les limites et les aspects les plus problématiques, cherche d'autre voix pour l'action collective libre. Si le processus porte des fruits, nous verrons bien ce qu'il adviendra des orga actuelles, si le processus s'enlise et n'aboutit pas, nous n'aurons au moins pas sacrifié nos outils existants. Casser les structure actuelles pour les reconstruire un peu plus loin sous de nouveaux vocables et avec de nouveaux leaders, comme cela c'est toujours produit jusqu'à présent, est perte de temps. Essayons réellement de vivre autre chose !

Thierry Morales

(1) Unité pour un mouvement libertaire, JM Raynaud et Babar, éditions du Monde libertaire (Paris) - édition Alternative Libertaire (Bruxelles).

(2) Proudhon écrivait à une époque où l'idée de synthèse n'était pas encore connotée dans le cadre des affrontements de tendances du mouvement anarchiste, tout au long de notre texte nous reprenons de même le terme de synthèse avec la volonté de nous tenir à l'écart des connotations historiques prises par le mot. En utilisant le mot synthèse, nous ne l'opposons pas à l'idée de plate-forme, nous traduisons l'idée d'une intégration des oppositions dans une perspective de dépassement constructif, sans perdants ni gagnants, profitable aux oppositions initiales.

(3) Kropotkine – Paroles d'un révolté.

BRASSENS POLITIQUE

**Le 29 octobre dernier, on célèbre le 20^{ème} anniversaire de la mort de Brassens.
Extrait d'une thèse consacrée à quelques aspects méconnus du poète.**

PREMIERS ÉCRITS, PREMIERS COMBATS

Georges Brassens s'est toujours défendu de tout activisme politique. Il s'est soigneusement maintenu à distance des hommes et des partis, et s'il a pu tenir des propos à teneur politique, ceux-ci n'ont jamais visé à soutenir un homme politique. Il faut à cet égard citer un passage de l'Interview de Jacques Chancel :

Jacques Chancel : *"Politiquement, vous auriez pu faire une carrière."*

Georges Brassens : *"Non, non. Un anarchiste ne se mêle pas de politique."*

Brassens s'est seulement permis de critiquer quelques partis, et quelques hommes, à travers sa production écrite et chantée. Il a aussi exprimé de façon plus ou moins complexe son appartenance à la mouvance des idées anarchistes. Pour autant que l'on veuille bien concevoir le mot politique au delà de son sens profane - l'ensemble des hommes et des partis qui comptent dans la démocratie Française -, on doit donc admettre que Georges Brassens a un parcours politique, en tant que sympathisant anarchiste, et en tant qu'homme qui a voulu émettre des opinions à teneur politique. En d'autres termes : non, Brassens n'a pas participé de près ou de loin au jeu politique ; oui, Brassens a réfléchi et s'est exprimé sur des sujets politiques, et il a eu des rapports étroits avec la fédération anarchiste. Il est donc impropre de parler d'apolitisme lorsque l'on cherche à qualifier Georges Brassens. Nous allons par conséquent retracer les grands moments de son parcours politique.

LA LIGNE BRISÉE

La première trace que l'on ait de l'expression d'opinions politiques par Brassens date de 1943-1944. Cette période correspond à son séjour à Basdorf, dans un camp de travail du STO. Brassens n'est pas particulièrement hostile aux Allemands : il est, et a toujours été pacifiste. Mais de là à apprécier qu'on l'oblige à travailler pour la guerre, qu'on l'oblige à se rendre en Allemagne et à vivre dans un camp, il y a un pas qu'il ne franchira pas. Avec quelques compagnons de chambrée, Brassens fonde un parti subversif, qu'ils baptisent le parti des "brisésistes", du nom d'une chanson écrite par Brassens. Il s'agit sans doute de la première chanson de Brassens qui témoigne de la malice et de l'inventivité qui nous vaudront plus tard 'la guerre 14/18', où d'autres chansons d'opinion à la facture sophistiquée. C'est déjà un excellent texte métaphorique, qu'il faut lire avec

attention si l'on veut en comprendre la portée.

La Ligne Brisée

Chanson à tendance géométrique

*Sur la sécante improvisée
D'une demi-sphère céleste
Une longue ligne brisée
Mais harmonieuse et très leste
Exécute la danse de Saint-Guy
Exécute la danse (Bis)
Exécute la danse de Saint-Guy
Onduleuse leuse, leuse
Onduleuse elle erre sur l'heure
Nébuleuse, leuse, leuse
Astronomiquement fabuleuse
Scandaleuse, scandaleuse
Et zigzague elle zigzague
Et zigzague donc-on-on
Sur l'air vague, vague, vague*

*Que cette ligne est indécent-en-en-en-te
Huons-la... (Quatre fois)
Allons-y, un, deux, trois
À mort la ligne qui n'est pas droite
Allons-y, un deux, trois
De se briser qui lui donna le droit
Dites-le-nous, dites-le-moi*

On peut voir dans ce texte le défi d'un homme qui ne veut pas marcher au pas, ou encore plus généralement une forme de rébellion systématique contre toute morale imposée, contre les chemins tracés dont on ne peut pas s'éloigner. Il est très facile de comprendre que la cible de cette chanson est l'ordre martial qui règne dans le camp. On peut prendre cette phrase "A mort la ligne qui n'est pas droite" au sens premier du terme : sous la loi martiale, soit on marche droit, soit on est puni. Parfois par la mort. Mais - à la lumière des textes que Brassens écrira plus tard -, on est tenté d'y voir une forme de refus généralisé de tout système où l'homme ne choisit plus ce qu'il veut et ce qu'il peut faire. On peut rapprocher la métaphore de la ligne brisée de ce vers plus tardif, où Brassens déplore que " non les braves gens n'aiment pas que - l'on suive une autre route qu'eux". En outre, Brassens a écrit sur un coin de cahier : *"la ligne qui voulut triompher de la monotonie mais qui n'y parvint pas parce que ses ennemis, la stupidité et le rationalisme, étaient supérieures en nombre et en quantité. Gloire aux Brisésistes !"*. Toujours est-il que Brassens, qui est un peu le chef coutumier de sa chambrée - si l'on en croit Louis-Jean Calvet - propage avec sa bande le mystère de la ligne brisée. On réalise de petites affichettes sur lesquelles on peut lire "La ligne brisée, qu'est-elle, que veut-elle ? Les brisésistes, que veulent-ils ?". On dessine sur tous les murs des lignes brisées - sortes de serpents ondulants.

L'administration Allemande est intriguée, mais ne parviendra pas à remonter à la source de la contestation. Irritée par cet épisode, elle prendra sa revanche en interdisant le port de la barbe aux français. Mais les Brisésistes n'en restent pas là, et ils créent un sigle : PAF - paix au Français. Et Brassens écrit en quelques heures l'hymne des PAFS.

Les P.A.F.S.

*C'est nous les P.A.F.S.,
Les jeunes philanthropes (Bis)
Qui sommes venus ici
Faire la nouvelle Europe
C'est nous les P.A.F.S. (Bis)

On nous a dit
Que c'était pour la France, (Bis)
Et le plus rigolo,
C'est qu'y a des cons qui l'pensent.
C'est nous les P.A.F.S. (Bis)

On nous a dit
Qu'on s'emplirait le bide, (Bis)
Et le plus rigolo,
C'est qu'au contraire y s'vide
C'est nous les P.A.F.S. (Bis)*

*On nous a dit
Qu'on gagnerait des fortunes (Bis)
Et le plus rigolo,
C'est qu'on gagne pas une thune
C'est nous les P.A.F.S. (Bis)

Et pour ne pas
Qu'on nous passe à la meule, (Bis)
Sachons fermer à temps,
Sachons fermer nos gueules.
C'est nous les P.A.F.S. (Bis)*

Quelques prisonniers français chantent cet air tous les matins en se rendant à la prison. Le texte de cette chanson est dirigé contre le régime de Vichy (on nous a dit que c'était pour la France), et contre le pangermanisme (la nouvelle Europe). Mais la politique est très vite mise de côté - pour des considérations plus quotidiennes, comme la nourriture, l'argent, ou la liberté d'expression. Il laisse à d'autres les débats sur les motifs des guerres justes, et se contente de souligner l'absurdité et l'inconfort de la situation. Brassens laisse aussi de côté la fierté nationale, puisqu'il ne réclame pas la victoire aux Français - VAF -, mais la paix aux Français - PAF.

Ces deux chansons, qui ne sont pas proprement politiques, mais qui auraient maille à partir avec la philosophie politique, sont un indice avant-coureur des convictions anarchistes et pacifistes de Brassens. On peut noter que - pour une fois -, Brassens s'est prêté au jeu de la contestation en groupe. On ne l'y reprendra plus, puisque lorsque l'on est plus de deux, on est "une bande de cons" - comme il le chantera. Pour l'heure,

Brassens est le 'roi' des pafs, le médiateur et le correcteur orthographique de sa chambrée, et il s'en accommode très bien. Le sigle PAF a été peint en grand sur le mur du fond de la chambrée, et l'administration du camp ne fait rien pour se renseigner sur eux.

LE CRI DES GUEUX

On retrouve Brassens en juin 1945. Il fonde à 24 ans, avec deux amis - Emile Miramont et André Larue - un parti ! Mais il ne s'agit pas d'un parti ordinaire : son nom résume à lui seul la prétention des trois hommes, tourner en dérision les partis, et faire l'apologie d'une vie plus simple. Miramont, Larue et Brassens le baptiseront "parti préhistorique". Les trois hommes ont la conviction que "le seul retour à la vie primitive doit pouvoir empêcher le monde de tomber dans la décadence" (*biographie de Brassens par Jean-Michel Brial*). Dans le même esprit, ils fondent un journal, qu'ils appellent "le cri des gueux". Peu à peu, l'équipe est rejointe par quatre autres hommes. Le projet semble sérieux, puisque l'un d'entre-eux s'occupe de l'administratif, et qu'un autre est en charge de la maquette. Les articles et les maquettes affluent bien vite. Brassens écrit des articles, contrôle l'orthographe, et définit la ligne éditoriale. Nous avons la chance d'avoir eu accès à un document très précieux, où Brassens détaille le ton à adopter pour chaque article, et sur plusieurs thèmes. C'est encore Jean-Michel Brial qui l'a mis à jour :

La politique: Deux politiques, la bonne et la mauvaise. Si le gouvernement en fait de la bonne, la suivre (ou faire semblant), s'il en fait de la mauvaise, lutter contre lui en éclairant les citoyens mal renseignés à son sujet. Comme le mariage, la politique est une nécessité économique. Une forme unique de politique serait idéale, mais théoriquement impossible (pratiquement, c'est la dictature), car les hommes n'arrivent jamais à s'entendre parfaitement. On ne pourrait supprimer la politique que si tous les hommes étaient vertueux.

La religion: Respecter avec fidélité et conviction les lois de Dieu et de son Eglise mènerait les peuples vers la vertu, mais aussi vers l'affaiblissement, vers l'abâtardissement, attendu que l'individu qui tend la joue gauche à celui qui vient de lui flanquer une gifle sur la droite est un être faible prêt à toutes les concessions et aussi fatalement à toutes les lâchetés.

Et le point de vue du poète: *Si tous les êtres étaient également bons et vertueux, la terre deviendrait un paradis, mais un*

paradis d'où seraient exclus tous les rêves, toutes les conceptions de la pensée. Peu à peu, la vie ne serait plus possible pour les êtres supérieurs, seuls les imbéciles, s'accommoderaient de cela.

Plus de luttes, plus d'efforts, puisque tout s'inclinerait devant tous.

Le mariage: Combattre l'idée de propriété que fait naître l'acte marital dans le cerveau des époux. Insister sur les devoirs réciproques devant lesquels, pour une union idéale, doivent s'effacer les droits. L'homme et la femme qui, étant mariés, n'accorderaient chacun de l'importance qu'aux devoirs de l'un à l'égard de l'autre, formeraient le couple le plus heureux du monde, le couple idéal. Ne pas considérer son conjoint comme

un meuble, comme un complément, mais comme un être moralement indépendant auquel il faut, malgré le degré d'intimité que provoque le mariage, toujours respecter la personnalité et l'humeur. (On comprend mieux pourquoi Brassens a toujours repoussé, en ce qui le concerne, l'idée du mariage.)

L'éducation : Combattre les aberrations des parents et les contraintes qu'ils font subir à leurs enfants. Education physique, parallèle à l'éducation morale et sentimentale.

L'argent : Sans intérêt.

La guerre: Le prestige d'un peuple ne devrait pas être proportionnel à sa puissance militaire mais, puisqu'il en est ainsi de par le monde, il est nécessaire d'avoir une armée solide, malgré le nombre incalculable de brutes que cela fait naître.

La France - La Patrie: C'est en France, et par les Français, qu'ont été découvertes toutes sortes d'inventions. On peut sans ostentation être fier d'avoir la nationalité française. N'oublions pas pourtant que politiquement la France a toujours été devancée par l'Angleterre, et artistiquement par l'Italie. Le Français travaille à bâtons rompus mais manque de persévérance. De ce fait, la France est sociable et admire aveuglément tout ce qui est neuf, tout ce qui vient du dehors, pour en faire ensuite la réplique exacte chez elle. Ce qui a fait naître la triste réputation qui n'est pas près de s'éteindre: les Français sont des veaux. "

Nous n'allons pas analyser dès maintenant ce texte. Nous voulons seulement retenir que Brassens a déjà une conception très arrêtée de tout ce qui touche à la politique et au social. Nous voulons aussi retenir qu'il est prêt à porter un jugement sur la politique, et à

avoir un rôle dans ce qu'il est convenu d'appeler le IVE pouvoir - dans le discours des politistes. Brassens ne pourra pas utiliser le journalisme comme forme d'expression : en dépit des multiples prises de contact avec divers mécènes, le 'cri des gueux' ne trouvera aucun financement. L'équipe du journal parle en terme d'idéal - de justice, de fraternité -, alors que les éditeurs qu'ils rencontrent ne connaissent que le mot rentabilité. Brassens débordant d'idées et d'opinions, Brassens voulant donner son avis sur la politique, ne pourra donc pas s'exprimer dans les colonnes du 'cri des gueux'.

LE LIBERTAIRE

Mais une autre occasion se présentera bientôt. Quelques mois plus tard - en 1946 -, Brassens est introduit par une connaissance à la fédération anarchiste du XVe arrondissement. Brassens ne tarde pas à se faire reconnaître par les militants anarchistes de la FA, si bien que Henri Bouye propose à Brassens un poste de correcteur au marbre - bénévole - dans le libertaire.

Le libertaire est l'organe central de la Fédération Anarchiste, il est aussi la publication la plus tirée dans la masse des journaux anarchistes. A l'époque où Brassens y rentre, c'est un hebdomadaire. En 1946, Le libertaire, tout comme la fédération anarchiste, sont en plein déclin. Rongée de l'intérieur par plusieurs tendances antagonistes, et n'ayant pas su tirer profit du climat insurrectionnel de l'immédiat après guerre, la fédération n'a pas beaucoup d'adhérents. Le libertaire, qui reparait depuis 1944, redevient public en 1945. Après moult palabres, il retrouve enfin son efficacité en 1946, et parvient à profiter des événements sociaux. Le libertaire tire alors à 70.000 exemplaires, et est vendu à 33.000 en moyenne. On vise la politique anti-sociale du gouvernement Blum, on s'oppose au rapprochement avec la puissance impérialiste américaine, on soutient les mouvements sociaux...

La FA adopte en 1947 une résolution qui rend bien compte de ses objectifs : "La FA doit viser à la généralisation, à la simultanéité et à l'internationalisation des grèves et des mouvements sociaux. Elle doit conduire à la grève générale expropriatrice [...]" Gaston Leval publie en 1948 un ouvrage qui fait état des solutions proposées par une partie des militants de la FA. Brassens y a nécessairement été confronté. La société future repose selon lui sur trois piliers : les coopératives, les syndicats et les municipalités. Très vite, cependant, le climat d'agitation sociale se tasse, et la

FA voit ses adhérents diminuer. Le libertaire se vend lui aussi de moins en moins : il ne tire plus qu'à 47.000 exemplaires, et se vend à 27000 exemplaires.

porte. Le correcteur aurait pris "trop de libertés", en changeant notamment la police du titre du journal. Marc Wilmet, qui réfléchit à cette question des années plus tard, en vient à la conclusion qu'il est possible que Brassens n'ait pas apprécié qu'on lui fasse des reproches. Brassens a en effet écrit des articles particulièrement haineux, à l'égard de la police notamment. De cette époque, Brassens gardera quelques amis, et aussi un certain scepticisme, alimenté par les incohérences et les luttes qui déchirent les anarchistes de la FA. C'est d'ailleurs la dernière fois que l'on voit Brassens militer pour une cause.

LA PÉRIODE SCEPTIQUE : AUCUNE COMPROMISSION

A une exception près - à notre connaissance -, Brassens ne défendra plus ses opinions politiques que par le truchement de ses chansons. Brassens ne soutiendra plus la FA qu'une fois, au cours de l'un des galas de la fédération anarchiste où on l'avait prié de venir chanter, quelques années plus tard. Brassens évite prudemment de se mêler à Mai 68, alors que d'autres paroliers célèbres prennent le train en marche :

Brassens : "[...] je pense qu'en mai 68, j'aurais été ... je me serais mêlé de ces problèmes, mais en ma qualité d'anarchiste, je pense que c'était pas mes affaires. C'était les affaires des étudiants. Ce sont aux étudiants de régler leurs problèmes".

Jacques Chancel : "On vous l'a reproché".

Brassens : "Oui mais on reproche tellement de choses à tout le monde. C'est une vue un peu courte de me reprocher d'être silencieux. Que voulez vous que je fisse ? Que j'allasse - comme diraient certains speakers de la télévision - sur les barricades ? On m'aurait reproché aussi d'essayer - je suis tout de même un homme public - on m'aurait reproché d'essayer de me mettre en avant. Je pense que les étudiants doivent régler eux même leur problèmes [...]"

Georges Brassens continuera de parler de politique et de philosophie à travers son œuvre, mais sous une forme beaucoup plus subtile, beaucoup plus atemporelle, et surtout beaucoup plus raffinée: la chanson. Ce mode d'expression se passe - et il faut le souligner - de toute hiérarchie. Brassens écrit directement à son public. Les seules contraintes qu'il doit affronter sont celles qu'il s'impose. La contrainte de la rentabilité est très tôt écartée par la personnalité du chanteur, et par son succès foudroyant. Cet indépendance financière le préservera de la

compromission. Lorsqu'il écrit ses chansons, Brassens n'a plus de compte à rendre à un rédacteur en chef, à un mécène ou même à une fédération. Brassens veut échapper à toute compromission, et la haute idée qu'il se fait de la chanson le conduit à ne publier que des chansons profondes, réfléchies et formellement très avancées. On ne retrouvera que rarement dans ses chansons les plaisanteries faciles et légères qui émaillaient ses articles dans le Libertaire. En somme, plus de groupe car quand on est plus de deux, on est "une bande de cons"; et plus de coups de plume à l'emporte pièce, car la poésie est une affaire qui ne se traite pas à la légère.

Pour raffinées qu'elles soient, les chansons de Brassens ne laissent pas d'avoir un impact sur les opinions politiques. Ses chansons font réfléchir - sans doute plus que ses articles ne pouvaient le faire. Une grande partie de sa production est censurée par le pouvoir politique, et chacun écoute ce que Brassens a à dire. Un épisode houleux de sa vie d'artiste en atteste. En 1964, Brassens sort son dixième disque. Parmi les titres figure "les deux oncles", chanson que l'on peut trouver dans le CD annexe. Le texte est fort long, et admirablement écrit. Le thème en est le suivant :

C'était l'oncle Martin, c'était l'oncle Gaston

L'un aimait les tommy, l'autre aimait les teutons

Chacun, pour ses amis, tous les deux ils sont morts

Moi qui n'aimais personne, eh bien je vis encore

Brassens vise donc clairement les collaborateurs et les résistants, en les plaçant tous au même niveau de bêtise, car - comme il est dit dans la chanson - "il est fou de mourir pour les idées".

Nous allons citer quelques passages particulièrement gênants :

De vos épurations, vos collaborations

Vos abominations et vos désolations

De vos plats de choucroute et vos tasses de thé

Tout le monde s'en fiche à l'unanimité

Qu'il est fou de perdre la vie pour des idées

Des idées comme ca qui viennent et qui font

Trois petits tours, trois petits morts et puis s'en vont

Qu'aucune idée sur terre n'est digne d'un trépas

Qu'il faut laisser ce rôle à ceux qui n'en ont pas

Brassens aura donc connu l'apogée du Libertaire de l'après-guerre, ainsi que le début de son déclin. Il a vécu dans l'atmosphère et les idées de la fédération anarchiste, tout en se situant plutôt dans le courant individualiste-pacifiste, c'est à dire l'aile la plus libertaire des anarchistes. Les deux autres tendances sont favorables à un renforcement de l'autorité centrale, et à une meilleure organisation. L'aile la moins libertaire est d'inspiration ouvrière et anarcho-syndicaliste. Après y avoir officié en tant que correcteur, Brassens publie une série d'articles dans le libertaire, dont 15 sont attestés par son pseudonyme - les convictions des anarchistes leur interdisant de signer par leur nom. Certaines sources tendraient à indiquer que c'est l'intégralité du journal que Brassens aurait rédigé pendant quelques mois. Mais il est impossible de vérifier de telles allégations. On peut cependant retenir que peu d'articles font la chronique de problèmes de fond, et que ces articles semblent plutôt être un exutoire aux passions anarchistes de Brassens. Brassens s'en prend à la police, aux Staliniens, aux bellicistes et aux revanchards en tous genres. Le ton de ses articles est extrêmement agressif, et dégradant pour ses cibles. Ce journal, Brassens ira jusqu'à le vendre à la sortie du métro, avec Pierre Onteniente. Brassens passe beaucoup de temps dans les locaux de la fédération anarchiste, et dans ceux du Libertaire. Mais sa collaboration cesse assez vite.

Il est impossible de savoir avec précision pourquoi Brassens a quitté le Libertaire, un an après y être entré (septembre 46 - juin 47). André Larue pense qu'un désaccord typographique aurait irrité Brassens au point qu'il aurait claqué la

Qu'au lieu de mettre en joue quelque vague ennemi

Mieux vaut attendre qu'on le transforme en ami

Mieux vaut tourner sept fois sa crosse dans la main

Mieux vaut toujours remettre une salve à demain

On sait le pacifisme de Brassens. On apprend avec cette chanson que son pacifisme est plus fort que tout. Le scandale que cette chanson a provoqué est compréhensible. Les journalistes et les auditeurs de Brassens ont sans doute eu beaucoup de mal à comprendre que Brassens ait conseillé de transformer Hitler en ami (au lieu de mettre en joue quelque vague ennemi - mieux vaut attendre qu'on le transforme en ami), ou encore qu'il ait prétendu que tout le monde se fiche à l'unanimité du génocide juif et tzigane.

La clé des opinions si étonnantes de Brassens sur ce sujet est sans doute à chercher dans la grande capacité de pardon qu'a cet homme. Rien ne lui fait aussi horreur que la vengeance et la punition. Toujours est-il que le mythe du chansonnier bourru et désormais presque 'sacré' est logiquement ébranlé par cette chanson. Le scandale prouve au moins qu'on n'entend pas les chansons de Brassens sans les écouter. Les journaux de gauche et de droite épinglent la chanson litigieuse, et Brassens est gêné par ce tapage.

C'est là la dernière trace apparente - et contextualisée - des manifestations politiques de la vie et de l'œuvre de Georges Brassens. Il nous reste évidemment un grand travail scientifique à fournir pour extraire de sa vie et de son œuvre des contenus politiques qui ne se présentent pas sous la forme d'événements biographiques.

★ **Nicolas SIX**

(Mémoire de DEA - Sciences Politiques, Université Lille II)

L'intégralité de ce (long) texte est disponible sur :

<http://brassenspolitique.free.fr>

DROIT À LA MOBILITÉ

**Malgré une condamnation en justice et une censure de Télé-Bruxelles,
les *Collectifs Sans Tickets* (CST) poursuivent leurs actions...**

TÉLÉ BRUXELLES CENSURE UNE ÉMISSION SUR L'ACCÈS AUX TRANSPORTS

Le samedi 03/11, la diffusion en boucle sur la chaîne régionale Télé Bruxelles de l'émission Coup de pouce consacrée aux déplacements à Bruxelles a été brutalement interrompue à mi-parcours.

En effet, après trois passages (à 12h, 13h et 14h), cette émission de 26 minutes a été retirée de l'antenne et remplacée précipitamment par une programmation culturelle, au lieu de repasser comme prévu à 15h, 16h et 17h. Les 6 diffusions prévues ce mercredi 07/11 après-midi risquent fort elles aussi de passer à la trappe.

Aucun problème technique n'est en cause. La déprogrammation de Coup de pouce vise le contenu de l'émission, réalisée pour partie en coopération avec le Collectif sans ticket de Bruxelles (CST) et enregistrée depuis le 20 octobre, c'est à dire quinze jours avant le passage sur antenne.

Que contient l'émission litigieuse ? Six séquences plateau et cinq vidéos au fil desquelles s'exprime une parole d'usagers de l'espace public, utilisateurs des transports en commun bruxellois (Collectif sans ticket), personnes à mobilité réduite (association Handiplus), cyclistes quotidiens ou encore étudiants en communication engagés par l'Atelier de Recherche et d'Action Urbaines (ARAU) pour promouvoir des modes de déplacement écophiles et durables (marche, vélo et transports publics). Le CST, sur qui s'ouvre l'émission, y présente très brièvement les raisons de son existence : la construction de l'accès gratuit comme réponse concrète et enthousiasmante aux déséquilibres économiques, écologiques et sociaux dominants dans le champ des transports. Deux vidéos illustrent ce propos : "Paroles d'usagers", une récolte de témoignages sur l'accès payant aux transports en commun vu par en bas et les pratiques quotidiennes qui en découlent; "Free Zones", 3 minutes d'images montrant les équipes volantes d'usagers du CST en discussion dans le métro avec d'autres voyageurs, pendant l'une de nos opérations régulières de prévention des contrôles.

Selon les renseignements recueillis auprès des coordinateurs de Coup de pouce, le rédacteur en chef de Télé Bruxelles, Mr Marc de Haan, a fourni trois motifs pour justifier le brusque retrait de l'émission, motifs confirmés aujourd'hui par un courrier recommandé. Tous trois se focalisent sur le Collectif sans ticket.

1) La démarche du CST a été condamnée par le Tribunal des référés. Télé Bruxelles, en acceptant de laisser des usagers du CST s'exprimer sur ses ondes, s'exposerait elle-même à des poursuites et à une condamnation.

**LA LIBERTÉ
DE TON
EST PARFOIS
REBAPTISÉE
"PROPAGANDE"
LORSQU'ELLE
DÉPLAÎT !**

Nous pouvons rassurer pleinement les programmeurs de la chaîne sur ce point. Si l'ordonnance rendue le 22 octobre dernier décrète des astreintes financières pour certaines formes de solidarité pratique entre usagers (les Free Zones notamment), en revanche elle place explicitement hors du champ des poursuites toute manifestation de la liberté d'expression, c'est à dire ici toute diffusion de document (avec mention d'un éditeur responsable) et toute prise de parole en faveur de l'accès gratuit aux transports. L'incitation à voyager sans titre de transport officiel et l'invitation à se signaler mutuellement les contrôles de billets sont elles-mêmes précisément reconnues dans ce jugement en référé comme des visages légitimes de la liberté d'expression. On lit entre autres, p.14 de l'ordonnance: "Ainsi, les tribunaux ne peuvent censurer un discours au seul motif qu'il tend à inciter à la désobéissance. La liberté d'expression est à ce prix (...)" et, plus loin : (...) il ne ressort pas de façon évidente et flagrante que (...) le discours (...) tendant à inciter les usagers à ne pas payer leur titre de transport constituerait une violation de l'article 66 du Code pénal et (...) rendrait de ce fait co-auteur des infractions commises par les usagers qui l'auraient écouté".

Sur ce premier point donc, de deux choses l'une. Soit ceux qui ont décidé de suspendre Coup de pouce n'ont pas lu le jugement derrière lequel ils s'abritent pour motiver leur acte, soit ils font preuve de mauvaise foi.

2) L'émission relaie de manière flagrante un appel à la fraude

Débarrassée de l'alibi d'une "obligation judiciaire", la responsabilité éditoriale de Télé Bruxelles apparaît telle qu'elle. C'est maintenant le sens moral des propos tenus dans l'émission qui est montré du doigt.

Ce faisant, le rédacteur en chef de Télé Bruxelles se méprend sur le contenu d'une émission qui ne relaie en rien un "appel à la fraude" mais bien un double constat : à travers une série de témoignages, des usagers racontent la manière dont l'accès payant aux véhicules les contraint à des pratiques de débrouille, d'esquive ou de fuite des contrôles, tandis que d'autres, à travers les initiatives du CST, expliquent la manière dont ils sortent la question de l'accès au grand jour, hors du seul domaine du "bricolage individuel", de l'isolement et de la clandestinité face à ses besoins et ses désirs de déplacement. La "fraude", les premiers la vivent comme un pis-aller quotidien, les seconds comme l'opposé même de leur démarche. L'usage de la carte de droit aux transports et les Free Zones consistent justement à faire émerger comme enjeu collectif et source de responsabilités ce que les statistiques sur les taux de fraude dissimulent et ce qu'une posture de fraude tend à maintenir dans le registre du marginal.

En l'espèce, parler "d'appel à la fraude" c'est ne pas comprendre l'émission annulée ce 05/11.

C'est aussi et surtout refuser à la question de l'accès les moyens d'être abordée enfin comme elle mérite de l'être, à savoir politiquement plutôt que policièrement.

Notons également qu'en suspendant la diffusion de ce qu'elle proclame être une "incitation à la fraude", la direction de Télé Bruxelles

**LES CST NE SONT
PAS CENSURÉS
PARCE QU'ILS
INCITENT
AU DÉSORDRE.
ILS LE SONT PARCE
QUE LEUR JOIE
POLITIQUE EST
DANGEREUSEMENT
COMMUNICATIVE**

manifeste une vision pour le moins réductrice des capacités critiques de ses propres téléspectateurs. Si elle craint que certains d'entre eux ne parviennent pas à distinguer un processus de désobéissance civile d'une attitude de fraude, elle démontre seulement par là la nécessité d'une information et d'un débat public plus soutenus dans ce domaine. Priver quiconque de son droit à l'expression n'a jamais fait avancer la compréhension des dossiers et des phénomènes en cours.

3) L'émission ne respecte pas les droits de toutes les parties, en ne donnant pas la parole à la STIB. C'est une émission de propagande.

Cette critique s'en prend au manque d'objectivité ou de sérieux journalistiques de l'équipe qui a réalisé ce Coup de pouce. Sans vouloir parler à la place des bénévoles aux commandes de Coup de pouce depuis 4 ans, contentons-nous de faire remarquer que cette émission ne prétend pas au statut journalistique. Elle défend un point de vue, se présente comme un espace d'expression tourné vers ceux auxquels les médias prêtent généralement peu l'oreille. Elle se signale aussi dans le reste de la programmation de Télé Bruxelles par une

liberté de ton très appréciable. La liberté de ton est parfois rebaptisée "propagande" lorsqu'elle déplaît.

Invoquer soudain un "droit de toutes les parties à s'exprimer" a ici de quoi faire sourire. Si nous étions mesquins, le CST demanderait à Télé Bruxelles un petit temps d'antenne pour chaque intervention de la STIB ou du ministre Chabert sur les questions d'accessibilité aux transports, de politique tarifaire, de lutte contre la fraude, etc. Il y aurait bien là matière à enregistrer l'équivalent de 3 ou 4 autres Coup de pouce.

Condamnation, fraude, propagande. Ces trois termes affligeants, qui résument les motifs avancés par le rédacteur en chef de la chaîne bruxelloise pour justifier sa décision unilatérale de censure, sont le reflet inversé du contenu de l'émission prise pour cible, bien au-delà du cas du CST. Cette émission met en scène des acteurs sociaux qui affichent haut et clair la possibilité d'embellir la ville en y re-cyclant (usage du vélo en milieu urbain) ou par des gestes d'entraide élémentaires (comme les Free Zones)... Elle donne à entendre des administrés, membres actifs de l'association *Handiplus* ou utilisateurs de la carte de droit aux transports, qui promeuvent un usage réapproprié et non commercial de services de transport dont les "experts" nous prédisent la libéralisation rapide... Elle répercute un discours direct, argumenté et construit quant à l'urgence d'un travail sur les normes qui privilégient l'usage collectivement destructeur de la voiture privée... Et surtout elle donne libre cours à une joie partagée, à ce vaste éclat de rire parti des quais du métro pour se propager aux véhicules, visiter les dépôts, aérer les mezzanines de billetterie et les agences commerciales de la STIB, animer des assemblées d'usagers, alimenter des débats syndicaux, enthousiasmer des comités de quartier...

Sur Télé Bruxelles, l'ARAU, les cyclistes quotidiens, Handiplus et les usagers proches du CST ne sont pas censurés aujourd'hui parce qu'ils incitent au désordre.

Ils le sont parce que leur joie politique est dangereusement communicative.

Écrivez à Télé Bruxelles :

32-34 rue Gabrielle Petit

1080 Bruxelles

Tél : (0032) 2 / 421.21.21

Fax : (0032) 2 / 421.21.22

Courriel : telebruxelles@euronet.be

18eme OPÉRATION "FREE ZONE" DU COLLECTIF SANS TICKET À BRUXELLES

La Free Zone du vendredi 16 novembre s'est déployée sur le réseau de la STIB entre 19h et 21h. La mise en route de la quinzaine de participants fut assez laborieuse, retardée par des préparatifs techniques (répartition des téléphones portables, etc.) qu'il n'avait pas été possible de régler avant le rassemblement au café-point de départ.

Cependant, une fois lancée, l'opération n'a pas tardé à porter ses fruits. Le dispositif d'annonces préventives mis en place a fait carton plein. Postés sur les quais des stations immédiatement antérieures à celles où les contrôles avaient lieu, les Free Zoneurs et Free Zoneuses ont pu avertir les usagers d'une cinquantaine de convois : "Bonjour, Opération Free Zone du Collectif sans ticket. Des contrôles de la STIB ont lieu en ce moment à la station suivante, n'y descendez pas si vous n'avez pas de ticket". Si la plupart des voyageurs avertis suivaient ce conseil et restaient dans la rame une station de plus que prévu, d'autres - les plus athlétiques? - bondissaient du véhicule avant la fermeture des portes. Ces usagers "rescapés" se comptant par dizaines, on peut raisonnablement évaluer le nombre d'amendes évitées à 150 ou 200.

Les marques de sympathie n'ont une fois de plus pas manqué, tout comme les demandes d'info sur la manière de prendre part aux prochaines Free Zones.

Malgré notre présence visible sur le réseau, les agents de la police fédérale du métro, eux, n'ont pas montré le bout du nez. Rappelons qu'ils sont les seuls à être habilités, avec les huissiers, à appliquer aux pratiques d'entraide entre usagers les astreintes de 5000 fb décrétées récemment.

Doit-on comprendre par là que la direction de la STIB ne s'attendait pas à la poursuite des Free Zones?

★**Le CST-Bruxelles**

Collectif sans ticket - Bruxelles

35 rue Van Elewijck 1050 Bruxelles

tél. : (0032) 2 / 644.17.11

collectifsansticket@altern.org

4^{EME} ACTION DU CST MARSEILLE

Le Collectif Sans Tickets Marseille a mené le 14/11 sa 4eme action. Nous avons fait passer plusieurs centaines de personnes gratuitement tout en tractant notre tract habituel. Aucun problème avec le vigile, ni avec les agents RTM.

Pour le CST Marseille

★Stefan

STREET

PARTY

LA FETE DE LA ROUTE...

À PIED!

JEUDI 13 DÉCEMBRE

À 15H00

PLACE DE L'ACCUEIL À LOUVAIN-LA-NEUVE (À CÔTÉ DE LA GARE)

Le lieu n'est pas anodin:

- La Nationale 4, où un jeune homme est récemment mort: il longeait la route quand une voiture l'a accroché.
- Louvain-la-Neuve, ville piétonne construite sur base... d'une place de parking.
- Louvain-la-Neuve, dont la zone habitable est définie... par une ceinture routière!

**Cette manif se veut festive
et conviviale
(bar, musicos, resto ambulant...)**

**Progrès = vitesse !
Croissance = vitesse!
Productivité = vitesse!
Rentabilité = vitesse!**

DES ALTERNATIVES EXISTENT!

Petit rappel
BRUXELLES, 15 déc.

**GRANDE MANIF
À FOND LA CAISSE!**

CONTRE l'Europe des "saigneurs" de la politique et des escrocs de la finance!
POUR une Europe sociale, égalitaire et libertaire !

TOUS AU FRONT !

OUI au progrès social ; NON au retour vers le moyen-âge !

★ CARLO LEVI

48 rue St Léonard 4000 Liège

Samedi 01/12/2001

**16h LES CHATEAUX
DU CAPITALISME**

Un film de J.Champion
(voir ci-contre)

19h30 SOUPER

préparé par le scouatte Jonruelle !

21h Concert

Jean-Pierre FROIDEBISE

Samedi 08/12/2001 20h

Jean-Louis

AISSE

(chanson française)

Carlo Levi 04/227.59.59.

CENTRE LIBERTAIRE

65 rue du Midi 1000 Bruxelles

PERMANENCE ET BIBLIOTHÈQUE TOUS LES SAMEDIS DE 15H À 17H

AU PROGRES DE HERSTAL

2,En Grande-Foxhalle
4040 Herstal

**Les samedis
de 10 h à 12 h 15 :**

- 08 décembre :

LA SITUATION ACTUELLE EN RDC

par Bantuzeko Chimanuka.

• 15 décembre :

LA VIE DES RUSSES AUJOURD'HUI

par Olga Jilko-Barsoukova.

Alternative libertaire est vendu dans quelques unes des librairie du royaume...

Vous trouverez AL à Bruxelles, mais aussi dans quelques points de vente situés au cœur de Liège notamment dans les lieux suivants:

- CARLO LEVI - 48, rue St Léonard
- COCHET - 14, Place Général Leman
- ECRITURE - 90, Boulevard d'Avroy
- LA P'TITE GAZETTE 27, Quai de Gaulle
- LE PETIT KIOSQUE
1c, rue Charles Magnette
- LIBRAIRIE ENTRETEMPS - 19, rue Pierreuse
- LICATO - 153, rue Grètry
- SAINT-LAMBERT
8, rue Léopold
- SAINT LÉONARD
5, rue Saint Léonard
- MAGHIN
69, rue Maghin
- PAX 8, Place Cockerill
- SCHENK
1, rue Jean d'Outremeuse
- VIADUC
7, rue du Plan Incliné
- VARIA - 8 - rue des Mineur
- LA ZONE
27, rue Méan

Et aussi...

Dans le Hainaut

- IMPRIMERIE CARRÉ NOIR
32 Rue des Cordiers
Tournai - 069/22.63.10.
- LIBRAIRIE DES BASTIONS
Boulevard Marvis
Tournai 069/23.41.76.
- LE NOIR LOMBRIC
50 Rue de Roucourt
Péruwelz 069/77.34.07.

Envoyez-nous votre agenda culturel, politique ou social avant le 15 du mois qui précède la parution d'AL.

65 rue du Midi

1000 Bruxelles

COPINAGE

DU 7 DÉCEMBRE

AU 3 FÉVRIER

MICHEL BARZIN

Expose au
MUSÉE D'ART MODERNE

(Cabinet des Estampes)

Parc de le Boverie

(Palais des congrès)

1020 Liège

LES CHÂTEAUX DU CAPITALISME

Un film de J.Champion

Ce fut comme un coup de tonnerre: après Seattle en décembre 99, les sommets des grands de ce monde furent systématiquement troublés.

Les Châteaux du capitalisme a rencontré des acteurs et actrices des événements de Pragues, Nice et Davos.

Ces activistes essayent de réinventer une contestation politique en y mêlant le sens de la colère avec celui du plaisir.

Les Châteaux du capitalisme est un film politique qui aborde l'atmosphère de ces moments de contestation.

Un film indépendant qui tente de piquer, voire de déranger, et c'est tant mieux.

SAMEDI 1^{er} Décembre

À 16h

AU CARLO LEVI

48 rue St Léonard 4000 Liège

On peut commander le film

LES CHÂTEAUX DU CAPITALISME

À FLÈCHE PRODUCTION

18 rue de la coopérative

67570 La Claquette

fleche.production@voilà.fr

50Ff - 7,50 euros

VIGIPIRATE TRAQUE LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LES SANS PAPIERS

L'ANTITERRORISME CONTRE LE DROIT

La Cimade est une association chrétienne et humaniste qui défend les droits des immigrés. Elle fait partie de ces structures qui négocient au cas par cas, plus sensibles aux situations de familles déchirées (chrétienté oblige). Loin d'être révolutionnaire et reconnue par l'Etat, la Cimade est considérée comme un partenaire et a en ce sens le droit de rentrer dans plusieurs centres de rétentions. Le 25 septembre, la Cimade envoyait un communiqué éloquent : multiplications des contrôles d'identité dans les lieux publics, renforcement des contrôles aux frontières, ce sont celles et ceux qui cherchent refuge dans notre pays qui subissent les conséquences de la psychose sécuritaire engendrée par les événements du 11 septembre aux USA.

Depuis une semaine nous connaissons une augmentation de près de 30% d'arrestations de personnes en situation irrégulière. De là à dire que la gauche entretient et applique allègrement la politique d'amalgame entre terroriste et étranger. Une semaine plus tard, c'est une autre association qui réagit (certes de gauche mais malgré tout gestionnaire du système judiciaire) : le Syndicat de la Magistrature. Le 2 octobre, la présidente de ce syndicat envoie un long communiqué intitulé "L'antiterrorisme contre le droit" en dénonçant à la fois la pulvérisation des procédures d'extradition et surtout l'extension de la définition des actes de terrorisme. " Ainsi tout acte qui vise à menacer, à

porter gravement atteinte ou à détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays sera passible de deux à vingt ans de prison. Donc, les manifestations antimondialisation et les arrachages de plantes transgéniques vont devenir des actes terroristes. Il suffira d'être soupçonné d'avoir commis une infraction punie seulement d'un an d'emprisonnement pour être la cible éventuelle d'un mandat d'arrêt européen, c'est-à-dire pratiquement toutes les infractions du code pénal français seront concernés, de l'usage de cannabis aux assassinats en passant par le séjour irrégulier des étrangers. Désormais sous couvert de lutte contre le terrorisme, les manifestants, les étrangers et les opposants à l'ordre néolibéral n'auront qu'à bien se tenir ! Ce concept de non droit n'est pas nouveau : des déclarations de Pasqua en 1986 lors de l'assassinat policier de Malick Oussekiné ("La liberté s'arrête là où commence l'intérêt de l'Etat"), aux ordonnances de 1959 de De Gaulle (pouvant à titre exceptionnel donner les pleins pouvoirs au président de la République). Le pouvoir a toujours tenté de se doter d'un arsenal répressif et juridique fort et les attentats du 11 septembre ont donné une énorme amplification internationale de cette logique répressive ! Quant aux mesures qui tendent vers une pulvérisation des procédures d'extradition, les premiers effets arrivent puisque la Grande Bretagne restreint son droit d'asile afin de se mettre en conformité avec le reste de l'Europe. Le plan Vigipirate, conçu

en 1978, avait été déclenché une première fois en 1991 pendant quatre mois à l'occasion de la guerre du Golfe. Il est réactivé en 1995, 1996 suite à des attentats sur le territoire français, en 1998 pendant la coupe du monde. En 1986, Pasqua renforçait aussi les pouvoirs de la police et de la justice : délais de garde à vue allongés à quatre jours, droits de la défense ignorés (l'avocat peut intervenir une première fois au bout de 72 heures).

MAIS QU'EST CE QUE VIGIPIRATE ?

Des mesures qui permettent un renforcement des prérogatives des forces répressives (fouilles, contrôles d'identité, contrôles systématiques dans certains lieux publics.) et un renforcement quantitatif de la présence de ces forces répressives. Effectivement dès le 14 septembre quelques 1100 soldats ont été déployés autour des aéroports et gares à Paris dont 850 parachutistes du 8e RPIMA. Et toutes ces mesures pour quel résultat ? Le procès du présumé réseau d'islamistes de Chalabi, orchestré par la politique médiatique de la section antiterroriste de Paris, a péniblement abouti à neuf condamnations (sur 84 prévenus). Comment nous faire croire que ce déploiement de forces de l'ordre pourrait gêner l'affaire d'un Ben Laden alors qu'il suffirait de s'attaquer à ses ressources et spéculations financières que ce soit en Arabie Saoudite, au Pakistan ? " Notre " valeureux Ministre de l'Intérieur lui-même avait du mal à

cachez cette réalité. Daniel Vaillant déclarait le 11 septembre : " Nous n'avons pas d'indication de menace particulière à l'encontre de notre pays mais le gouvernement a un devoir de vigilance et de précaution pour assurer la sécurité des Français. " Daniel Vaillant a remarquablement résumé la situation. Il n'y a pas de danger particulier mais " nous " allons renforcer les mesures de sécurité non pour les Français mais pour maintenir et renforcer les fondements de notre société inégalitaire. Si le terrorisme n'existait pas, il faudrait l'inventer ! Effectivement, Vigipirate rentre dans le cadre de toutes les mesures de contrôle social. Le contrôle ne doit pas être visible et doit sembler être permanent.

LE CONTRÔLE SOCIAL ENTRAÎNE UN SYSTÈME TOTALITAIRE

Tout individu doit entrer dans le cadre disciplinaire au risque d'une exclusion systématique et permanente. Mais le contrôle social n'apporte pas de sécurité aux personnes. Car effectivement, notre société est violente ! Effectivement, cette violence est parfois insupportable et tout le temps inacceptable. Mais s'attaquer à la violence nécessite de s'attaquer aux racines mêmes de ces violences. Or, les racines de la violence sont bien à chercher dans le fonctionnement de notre société : l'inégalité et l'oppression. En ce sens, la violence n'est jamais gratuite ! Ce n'est pas un hasard si les peuples du Maghreb, du Moyen Orient connaissent ces deux logiques et d'une manière particulièrement violente. Que cette réaction face à la violence subie, soit récupérée, gérée par les islamistes nous ne pouvons que le regretter.

**★ Théo Simon
(Gp FA, Nantes)**

Retrouvez la Fédération Anarchiste sur
le web : <http://federation-anarchiste.org>

Déclaration Libertaire Internationale contre la guerre NI FONDAMENTALISME NI BARBARIE IMPERIALISTE !

Toute attaque ou assassinat massif contre des civils doit être condamné. Les attaques du 11 septembre aux Etats Unis furent un acte injustifiable de barbarie. En même temps que nous nous refusons que les citoyens paient pour les crimes innombrables de l'actuel et des précédents gouvernements des Etats Unis, nous refusons tout aussi catégoriquement que des civils, en particulier des afghans, paient de leurs vies pour les fous fanatiques qui les ont réduits en esclavage depuis des années.

Nous nous opposons à l'actuelle action militaire, réalisée par les Etats Unis et les gouvernements alliés en appui à la "croisade" à laquelle appelle G. Bush. Ces guerres ne sont pas les nôtres, parce que c'est le peuple qui les subira, pas ceux qui fixent les règles. En Afghanistan, les femmes seront les premières victimes des attaques alors que leurs droits, libertés et possibilités de recevoir des soins médicaux sont niés.

L'alliance des pays riches contre le nouveau "diable" se dessine pour emprisonner toute opposition à l'ordre global capitaliste. Ce qui aidera à condamner ceux là qui s'opposent à la globalisation capitaliste et à l'exploitation, en les faisant passer pour des terroristes. Ce qui permet de justifier indirectement d'intolérables restrictions de notre liberté.

- Contre la guerre sous toutes ses formes.
- Contre l' intégrisme religieux.
- Contre tout type d'imperialisme et contre les diktats nord américains.
- Contre toute utilisation du racisme et de la xénophobie pour attiser les conflits politiques.
- Contre toute limitation des libertés publiques et individuelles.

- Pour une redistribution globale de la richesse.
- Pour la solidarité avec tous les peuples exploités par le capitalisme.
- Pour l'interdiction totale de la fabrication et de la vente des armes et pour le soutien à tous les déserteurs.
- Pour le droit d'asile automatique pour les déserteurs afghans.
- Pour le droit du peuple afghan à s'auto-gouverner.
- Pour un développement massif dans le monde des mobilisations contre la guerre annoncée.

A LA PLACE D'UN MONDE EN GUERRE, UN MONDE LIBERTAIRE, EGALITAIRE ET SOLIDAIRE EST POSSIBLE !

Pour ajouter votre organisation à cette Déclaration Internationale Libertaire contre la Guerre:
internacional@red-libertaria.org

- Al Badil al Chooui al Taharouri (Liban)
- Alternative Libertaire (France)
- Apoyo Mutuo (Spain)
- Confederación General del Trabajo (Spain)
- Federazione dei Comunisti Anarchici (Italie)
- No Pasaran (France)
- ORA-Solidarite (Czechia & Slovakia)
- Organisation Socialiste Libertaire (Switzerland)
- Radio Klara Lliure i Llibertaria (Spain)
- Fédération Anarchiste (France)

USA

PLAN DE TERREUR AMÉRICAIN

Extrait de traduction d'un article du Baltimore Sun.

Les informations n'ont pas été démenties par la NSA.

D'après le Baltimore Sun 12 septembre 2001 WASHINGTON - Les leaders militaires américains ont proposé en 1962 un plan un plan secret pour commettre des actes terroristes contre des américains et blâmer Cuba afin de créer un prétexte pour l'invasion et l'ostracisme du Leader Fidel Castro, selon un nouveau livre sur l'Agence de Sécurité Nationale (NSA). Le nouveau livre sur l'AGENCE DE SECURITE NATIONALE (NSA), jette la lumière sur le plan secret de terreur américain, devant servir de prétexte à l'invasion de Cuba. Par Scott Shane et Tomy Browman De l'équipe de Sun Première publication le 24 Avril 2001 WASHINGTON - Les leaders militaires américains ont proposé en 1962 un plan un plan secret pour commettre des actes terroristes contre des américains et blâmer Cuba afin de créer un prétexte pour l'invasion et l'ostracisme du Leader Fidel Castro, selon un nouveau livre sur l'Agence de Sécurité Nationale (NSA). "Nous pourrions développer une campagne de terreur cubaine Communiste dans le secteur de Miami, dans d'autre villes de Floride et même à Washington , " disait le document censément préparé par les chefs du Service. "Nous pourrions faire sauter le bateau amarré à la Baie de Guantanamo et blâmer Cuba", dit le document. "Les listes de victimes dans les journaux américains causerons une vague utile d'indignation." Le plan est disposé dans des document signés par les cinq chefs de Service, mais selon l'auteur James Bamford, dans "le corps de secret." La nouvelle affaire de l'agence d'écoute basée à Fort-Meade est relatée au jourd'hui par Doubleday. L'AGENCE DE SECURITE NATIONALE (NSA), intercepte régulièrement les conversations du financier suspecté de terrorisme Osama Ben Laden, dit Bamford et a contrôlé des société chinoises et françaises essayant de vendre des missiles à l'Iran. Il publie les nouveaux détails d'une attaque israélienne sur un bateau d'écoutes de la Navy en 1967, suggérant que l'intention était délibérée. Et il révèle la perte "d'un entrepôt entier" au profit des Viet-Mihn, à la fin de la guerre du Vietnam. Bamford, un ancien reporter d'investigations pour ABC News qui a écrit "The Puzzle Palace" sur la NSA en 1982, dit que son nouveau livre est basé sur des documents obtenu par le Freedom of Information Act, ou trouvés dans les archives du gouvernement. "La NSA ne m'a jamais remis aucun document", a-t-il déclaré. " C'était une question de creusement (digging)". Il déclare qu'il a été très surpris par le plan de terreur anti-cuba, nom de code Opération Northwoods. "Cela est peut-être le plan le plus corrompu créé par la gouvernement américain", écrit-il. Le plan Northwoods a aussi proposé que si le lancement en 1962 de John Glenn devait échouer, en aboutissant à la mort de l'astronaute, le gouvernement américain rendrait public la preuve fabriquée que Cuba avait utilisé l'interférence électronique pour saboter le vol, dit le livre. Un précédent document secret obtenu par Bramford offre de nouvelles suggestions mettre en oeuvre le blâme de Cuba. "Nous pourrions organiser des cargaisons de cubains en route vers la Florides (réelle ou simulée). Nous pourrions favoriser des tentatives contre de cubains vivant aux Usa, même au prix de blessures devant être largement rendues publiques.", dit le document. Une autre idée était d'abattre un avion de la CIA conçu pour reproduire un vol de passagers et annoncer que les forces cubaines l'ont fait. En citant un document de la Maison Blanche, Bamford écrit que l'idée de créer un prétexte pour l'invasion de Cuba a été soulevée par le président Dwight D. Eisenhower dans les dernières semaines de son mandat quand l'invasion par des exilé cubains été élaborée. Lancée en Avril 1961, peu après l'élection de Kennedy, l'invasion de la Baie des Cochons a été un fiasco. (..) Le Général d'armées Lyman L. Lemintzer, président des services, a présenté l'Opération Northwoods à Kennedy en début 1962 mais le président l'a rejeté en mars pecausequ'il ne voulait aucune action militaire manifeste contre Cuba. Lemintzer a alors cherché sans succès à détruire toutes les preuves du plan (...)

<http://www.baltimoresun.com/bal-te.md.nsa24apr24.story>

COMMUNIQUE DE PRESSE

Syndicat de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme (CNT)

Paris, le 6 novembre 2001.

Objet : grève au Mc Donald's Strasbourg St Denis.

A l'attention du " service social ".

Le SHRT-CNT, par le présent communiqué, tient à dénoncer l'usurpation de l'éthique et du but du syndicalisme, par des délégués syndicaux ne représentant qu'eux-mêmes, et ne défendant que leurs propres intérêts. De plus, nous estimons que la place des managers ne peut-être (dans la restauration rapide) aux côtés de la défense des intérêts de classe des équipiers. En effet, en tant que hiérarchiques et gestionnaires, ils participent aux côtés des directeurs à asseoir une prédominance, quasi quotidienne, du chiffre d'affaire et de la gestion " main d'oeuvre " qui ne peut entrer en ligne de compte dans la lutte pour la défense des intérêts des équipiers. Depuis que les syndicats existent chez Mc Donald's, force est de constater que leurs représentants n'ont eu de cesse que de spolier l'image syndicale aux profits d'améliorations individuelles des conditions de travail ou de négociations d' " auto-licenciement ". Rares sont les cas d'exception (St Germain, Pizza Hut...) Nous dénonçons donc et nous continuerons à dénoncer ce sans gêne qui fait de la lutte syndicale non une lutte collective, mais une méthodologie pour grappiller individuellement quelques petits avantages au détriment de la réelle solidarité de classe, qu'il est sensé organiser et favoriser par le biais d'une réelle syndicalisation dans le secteur de la

restauration rapide (Quick, KFC, Mc Donald's, Pizza Hut...). Nous regrettons aussi que des employés pour lesquels le syndicalisme est un moyen de résistance à de dures conditions de travail, se soient laissés abuser par des membres de l'encadrement qui se voient acculés sous le coup de mesures de licenciement. Le SHRT-CNT préconise la grève générale illimitée comme moyen d'action pour la défense collective de nos intérêts ; mais se refusera toujours à cautionner, sous l'égide d'un syndicalisme de salon et d'intérêts personnels, des grèves orchestrées qui nuisent au syndicalisme, à son éthique et à son but. Pour le SHRT-CNT, son secrétaire, Jamil Ait-Idir. Pour tout contact : port. 06 87 50 05 60.

FRANCE

À BAS LES PUBS SEXISTES !

Vendredi 9 novembre en fin d'après-midi quelques personnes, à l'appel d'Alternative Libertaire, la Fédération Anarchiste, de l'Organisation Communiste Libertaire et du Scalp-Reflex No Pasaran, ont participé à une action contre le grossiste de la marque Sinequanone. Une banderole (Ni à vendre, Ni à prendre, les femmes ne sont pas des objets) a été dépliée devant la vitrine où se trouvait un grand modèle d'une publicité sexiste pour la marque Sinequanone. Le tract suivant a été diffusé : Peut-on tolérer des incitations au vol ? La publicité pour la marque de vêtement Sinequanone montre une femme penchée en arrière, dévoilant sa poitrine, dans une attitude qui n'a rien d'ambiguë. Cette image d'une femme lascive et passive, offerte à tous les regards, participe au conditionnement qui fait des femmes des objets de désir. Cette image de femme posant telle une offrande affirme que le destin des femmes est d'être féminines c'est-à-dire d'être belles et de se taire. Sinequanone sous-entend au travers de cette publicité qu'il faut plaire et subir : incitation au viol ? Les femmes ne sont pas des objets. Nous ne voulons plus de telles images qui viennent pourrir les esprits de chacun et chacune, nous enfermant dans un monde binaire où les femmes sont passives et dominées par les hommes actifs et dominants. Contre le publisexisme et contre toute forme de sexisme, exigeons la disparition de ces images. Afin de mieux comprendre cette lutte lire l'article paru dans le journal No Pasaran du mois de Septembre 2001 :

<http://www.samizdat.net/nopasaran/novembre01/sommaire.html>

SUÈDE

LE JOURNAL " BRAND " DEVANT LA JUSTICE

La répression qui nous attend

La revue anarchiste suédoise vieille de 103 ans, " Brand ", sera bientôt traînée en justice sous l'accusation d'incitation à l'émeute.

Le 5 décembre 2001 à 10.00 débutera à Göteborg le tant attendu procès contre la revue anarchiste suédoise vieille de 103 ans " Brand " (qui signifie " Incendie "). Un membre du collectif de rédaction du journal sera traîné devant la justice en tant qu'éditeur " responsable ". Il s'agit bien évidemment d'un procès politique et la solidarité et le soutien sont demandés. Merci de protester et manifester devant les ambassades suédoises et les consulats. Une liste complète des institutions suédoises à l'étranger peut être trouvée sur :

http://www.utrikes.regeringen.se/inenglish/mis_sions/index.htm.

L'accusation a été portée par la police secrète suédoise (SÄPO) il y a un peu plus d'un an et avait retenu toute l'attention des média bourgeois. L'accusation porte sur un article ironique paru dans l'édition sortie à l'occasion de la journée internationale de lutte des femmes du 8 mars 2000. L'article en question s'intitulait "Comment faire de mon émeute un succès, de A à Z". Tout le numéro est une parodie d'un journal féminin (Vecko Revyn) et cet article était un pastiche de l'article "Comment faire de ma party un succès". Ce numéro de " Brand " portait sur les clichés véhiculés par les magazines féminins suédois, comme justement dans Vecko Revyn, ainsi que par les illustrés suédois pour hommes. L'article incriminé contenait des tuyaux comme: "Il est très facile de semer le chaos avec des hauts talons" ou encore "lors d'émeutes, les vestes de sport zébrées sont passées de mode". Les éditeurs/éditrices disaient vouloir épingleur une vision romantique de la violence ainsi qu'une culture militante machiste se présentant elles/eux-mêmes de manière ironique. Le membre du collectif d'édition pourrait être condamné à une lourde peine de prison, en particulier dans l'ambiance de lynchage qui prévaut depuis le sommet de Göteborg de l'été dernier contre " *tout ce qui est anarchiste* ".

[trad. par indymedia suisse romande]

On peut lire l'article de presse sur: <http://www.free.de/asti/anarchistnews/brand.htm> Les contacts du collectif de rédaction de " Brand " sont: e-mail: brand@motkraft.net web: www.motkraft.net/brand

Mouvement révolutionnaire ou réactionnaire ?

Les groupes de gauches deviennent de plus en plus réactionnaires. Le mot d'ordre de nos manifestations semble être d'empêcher le tournant vers la droite que nos représentants prennent. Est-ce là la nouvelle tactique des gouvernements? Prétendre changer pour le pire pour que les contestataires eux-mêmes défendent le statu quo. Ou, notre mouvement est-il corrompu à un tel point que ce sont des parasites qui écrivent les discours et nous mènent dans une lutte stagnante et stérile?

Les mêmes qui nous mènent les uns contre les autres entre groupuscules. Des groupes, qui, unis, seraient une force implacable pour l'égalité et la liberté sont divisés par des polémiques disputées par des leaders, qui, soit, croient que leur groupuscule peut gagner une révolution seul, ou ne veulent pas changer le monde.

Si notre mouvement reste minoritaire c'est parce que nous n'offrons pas d'alternatives. A quoi bon lutter pour la construction de logements sociaux? Même si on en construisait 50 000 à Montréal il en manquerait toujours. La collectivisation de l'immobilier et l'abolition des loyers, voilà un combat qui vaut la peine de se battre pour! Il ne faut pas demander une hausse de salaire, mais l'abolition du système salariale. Oublions nos slogans réactionnaires anti-ZLEA. Protester contre tel ou telle chose est insignifiant quand c'est toute la société qui est à détruire.

Si nous voulons voir notre mouvement prendre de l'ampleur revendiquons:

- L'abolition de toute forme d'argent et de privilège.
- L'abolition de l'armée et de la police.
- La libération de tous les prisonniers.
- La distribution équitable des biens et services.

G.R.R. (Groupe de résistance révolutionnaire)

From Daniel Forgues <danf@poetic.com>

Date Thu, 15 Nov 2001 11:58:03 -0500 (EST)

***** Agence de Presse A-Infos *****

Information d'intérêt pour et au sujet des anarchistes

Pour s'abonner -> écrire à LISTS@AINFOS.CA
avec le message suivant: SUBSCRIBE A-INFOS-FR
Pour plus d'info -> <http://www.ainfos.ca>



